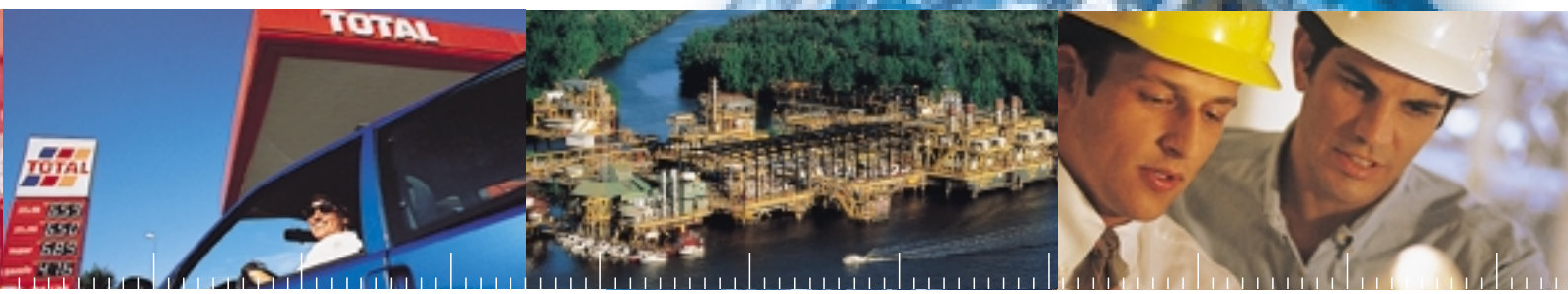


rapport annuel 1999

TOTALFINA

sommaire

p. 1 Chiffres clés

p. 2-3 Panorama financier

p. 4-7 Message du Président

p. 8 Organisation

p. 12 Amont

p. 20 Aval

1997 1998 1999 2000

p. 26 Chimie

p. 32 Valeurs du Groupe

p. 38 Informations financières et légales (partie 1)

p. 70 Informations financières et légales (partie 2)

CD-ROM en fin de rapport annuel

Les termes TOTAL, TOTALFINA, Compagnie et Groupe utilisés dans ce rapport se réfèrent de façon collective à TOTALFINA et à ses filiales.
Depuis l'Assemblée Générale Mixte du 22 mars 2000, la dénomination sociale TOTAL FINA SA a été changée en TOTAL FINA ELF S.A.

chiffres clés 1999 TotalFina

Données financières (en millions d'euros, à l'exception du résultat par action, du dividende et des pourcentages)	**1999** TOTALFINA	1998 TOTALFINA Pro forma	1998 TOTAL
Chiffre d'affaires	**42 178**	34 981	24 333
Résultat opérationnel des secteurs d'activité (1)	**3 144**	2 629	1 895 (2)
Résultat net (part du Groupe) (3)	**1 742**	1 538	1 054 (4)
Résultat par action (en €) (3) (5)	**4,96**	4,37	4,29 (4)
Résultat par ADS (en US$) (2 ADS par action) (3) (5)	**2,50**	2,56	2,52
Dividende par action (en €)	**2,35** (6)	2,0	2,0
Dette nette/fonds propres	**47,1 %**	36,7 %	32,7 %
Rentabilité des fonds propres	**12,7 %**	11,9 %	10,9 % (4)
Marge brute d'autofinancement	**4 316**	4 023	2 598
Investissements bruts	**4 950**	4 810	3 249

Données opérationnelles	**1999** TOTALFINA	1998 TOTALFINA Pro forma	1998 TOTAL
Production de liquides (en milliers de b/j)	**718**	703	563
Production de gaz (Mpc/j)	**2 114**	2 018	1 505
Traitement en raffineries (en milliers de b/j)	**1 553**	1 584	854
Ventes de produits finis (en milliers de b/j) (7)	**2 230**	2 200	1 403

Abréviations

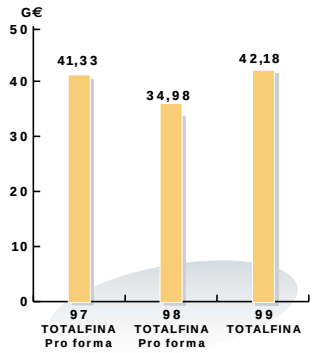
b	baril	t	tonne métrique	M	million
m^3	mètre cube	/j	par jour	G	milliard
bep	baril équivalent pétrole	/an	par an	€	euro

(1) Hors éléments non récurrents du résultat opérationnel. En 1999 : – 241 M€ et en 1998 pro forma : – 510 M€.
(2) Hors éléments non récurrents du résultat opérationnel : effet de stock négatif non couvert (– 240 M€) et FAS 121 (– 89 M€).
(3) Hors éléments non récurrents du résultat net. En 1999 : – 222 M€ et en 1998 pro forma : – 243 M€.
(4) Hors éléments non récurrents du résultat net : effet de stock négatif non couvert (– 226 M€), FAS 121 (– 71 M€) et plus-values de cessions (+ 129 M€).
(5) Calculé sur la base du nombre d'actions moyen dilué.
(6) Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale des Actionnaires.
(7) Ventes de trading incluses.

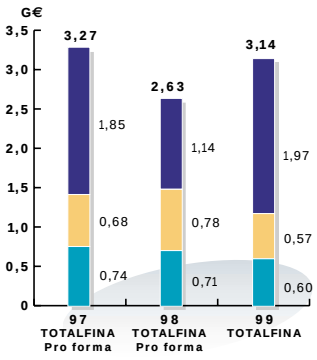
panorama financier[1]

[1] Pour des besoins de comparaison, les données financières sur les années 1997 et 1998 sont pro forma TOTALFINA.

Chiffre d'affaires

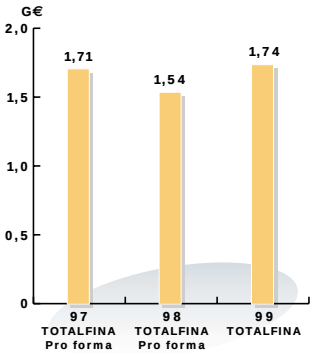


Résultat opérationnel des secteurs*



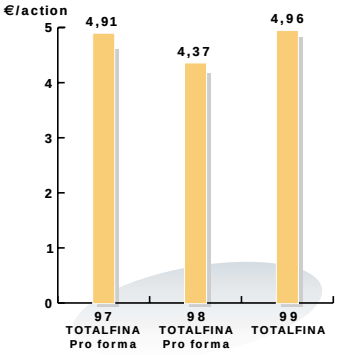
* Hors éléments non récurrents

Résultat net (part du Groupe)*



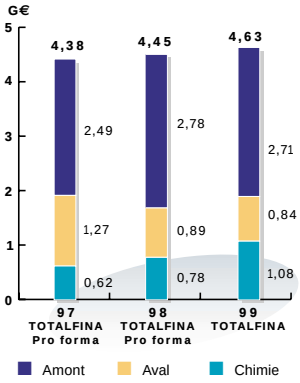
* Hors éléments non récurrents

Résultat par action*



* Hors éléments non récurrents

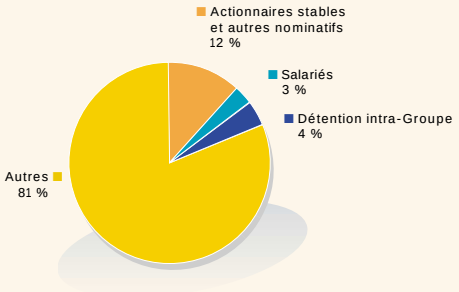
Investissements bruts par activité

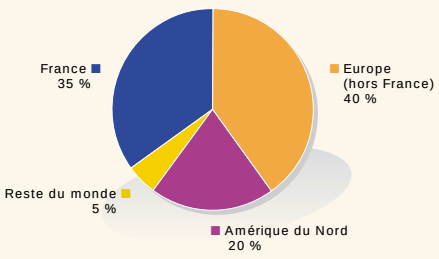


panorama de l'actionnariat au 31 décembre 1999

À fin 1999, environ 93 % du capital était détenu par des sociétés ou organismes institutionnels, et 7 % détenu par des personnes physiques.

Les actionnaires individuels du Groupe étaient, à la fin de l'année 1999, approximativement au nombre de 493 000 sur un total de 518 000 détenteurs de titres.



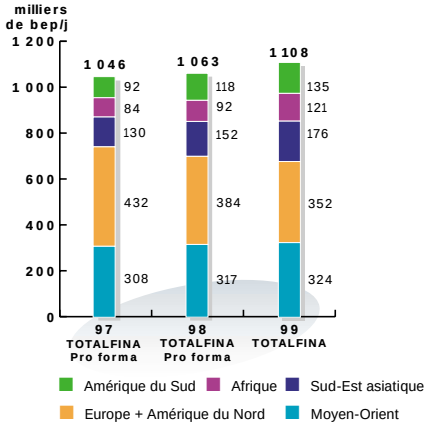


activité des secteurs[1]

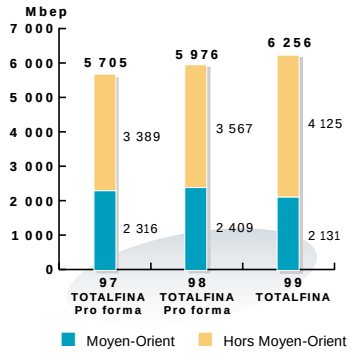
[1] Pour des besoins de comparaison, les données opérationnelles sur les années 1997 et 1998 sont pro forma TOTALFINA.

Amont

Production de pétrole et de gaz

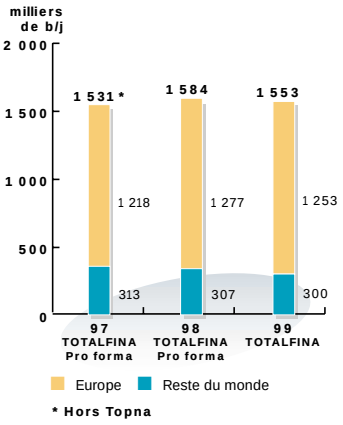


Réserves de pétrole et de gaz

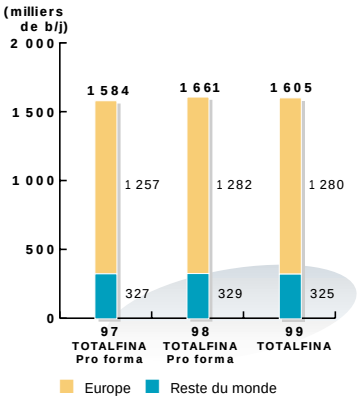


Aval

Pétrole brut traité en raffinerie

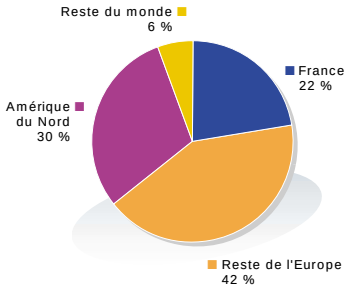


Capacité de raffinage (en fin d'année)

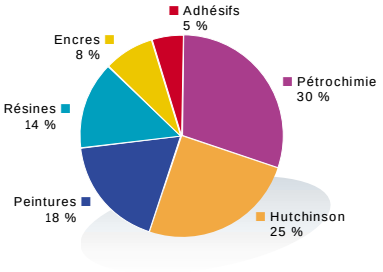


Chimie

Chiffre d'affaires Chimie 1999 par zone géographique

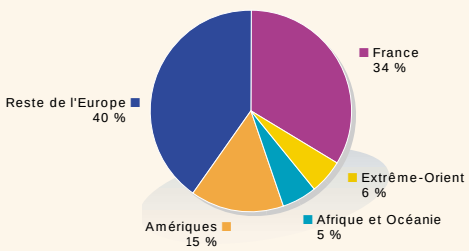


Chiffre d'affaires Chimie 1999 par activité

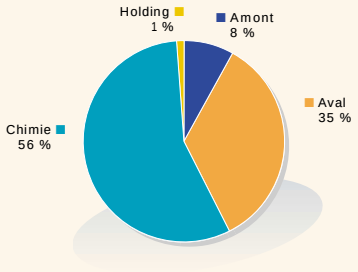


ressources humaines

Répartition des effectifs 1999 par zone géographique*



Répartition des effectifs 1999 par activité*



*Sociétés consolidées. Effectifs : 69 852, hors Encres, activité cédée fin 1999.

message du

En 1999, TOTAL s'est rapproché de PetroFina pour former TOTALFINA, puis d'ELF Aquitaine pour créer le quatrième groupe pétrolier mondial. La compagnie, qui a fêté ses soixante-quinze ans d'existence, a ainsi joué un rôle majeur dans la recomposition de l'industrie pétrolière à l'aube du nouveau millénaire.

La fin du siècle a été témoin d'un fort mouvement de concentration au sein de notre industrie. Il était important pour le Groupe, dans le cadre de sa stratégie de développement, de saisir les meilleures opportunités de croissance externe et de pouvoir mettre en œuvre un projet industriel plus rentable, sur une base élargie. Notre stratégie vise à concilier la croissance des activités et l'amélioration de la rentabilité. Ainsi, la croissance vigoureuse du Groupe depuis le début de la décennie a permis à nos actionnaires de bénéficier d'une rentabilité supérieure à 25 % par an pour leur investissement, la meilleure performance des compagnies pétrolières intégrées.

Le rapprochement entre TOTAL et PetroFina s'est conclu début juillet 1999 avec la fin de l'offre publique d'échange. La complémentarité entre les actifs raffinage et marketing des deux groupes est exceptionnelle. La pétrochimie de TOTALFINA

président

bénéficie de points morts bas et d'une très bonne rentabilité à travers le cycle. De plus, la rapidité avec laquelle les nouvelles structures ont été mises en place me rend extrêmement confiant dans la réalisation des synergies annoncées.

L'opération TOTAL FINA ELF a été initiée dès la fin de l'OPE sur PetroFina, pour se conclure par un rapprochement amical des deux Groupes, approuvé par les autorités européennes en charge de la concurrence au début de l'année 2000. Le nouvel ensemble pourra maintenir une croissance forte sur une base plus large, tout en réalisant les augmentations de productivité qui amélioreront encore sa compétitivité. Grâce aux synergies et aux cessions d'activités non stratégiques, le rapprochement de TOTALFINA et d'ELF Aquitaine sera créateur de valeur pour tous les segments d'activité et se traduira par une rentabilité améliorée pour nos actionnaires.

La stratégie du nouveau Groupe s'inscrira dans la ligne de celle qui a été successivement appliquée aux bornes de TOTAL puis de TOTALFINA : favoriser en priorité le développement du secteur Exploration-Production, par la mise en œuvre de nouveaux projets à points morts bas, tout en conservant un bon équilibre géographique de nos intérêts ; maintenir une stricte discipline financière dans le Raffinage-Distribution et mener des actions visant à accroître les gains de productivité et développer les activités sur les marchés porteurs ; assurer une croissance sélective de la Chimie, à partir notamment des positions de leader déjà établies, en veillant à ce que le secteur apporte une contribution positive au cash-flow net du Groupe.

Depuis un an, l'environnement pétrolier a été très volatil. 1999 a été marqué par une vive hausse du prix du pétrole, consécutive à la décision de réduction des productions prise par les pays de l'OPEP. Cette progression spectaculaire du prix du Brent, vers un niveau de 25 dollars par baril en fin d'année, a, en revanche, affecté les marges de raffinage européennes qui se sont établies en moyenne à un niveau très bas. Enfin, le dollar s'est apprécié par rapport à l'euro. Globalement, la variation des paramètres d'environnement entre 1998 et 1999 n'a eu qu'un impact limité sur les résultats du Groupe.

Le résultat net, hors éléments non récurrents, de TOTALFINA s'est établi à 1,74 milliard d'euros, en progression de 13 % par rapport aux chiffres pro forma de 1998. Cette progression s'explique essentiellement par l'impact positif des

message du président

actions propres à TOTALFINA : croissance des productions, efforts de productivité et mise en œuvre des synergies du rapprochement.

Dans le secteur Amont, TOTALFINA a produit en 1999 plus de 1,1 million de bep par jour. Les réserves du Groupe s'élèvent à 6,3 milliards de bep, soit plus de quinze années de production de l'année écoulée. Le Groupe continue à consacrer près de 60 % du montant annuel de ses investissements au secteur Amont, sur des projets de grande taille, afin de poursuivre une croissance soutenue et profitable. Les coûts techniques des filiales consolidées sont inférieurs à 8 dollars par bep en 1999 et les coûts de renouvellement de nos réserves sont inférieurs à 4 dollars par bep. Les succès en exploration ont été nombreux, particulièrement en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie du Sud-Est qui sont nos zones principales de croissance, ainsi que sur des bassins prometteurs comme l'offshore profond du golfe du Mexique. La valorisation des réserves de gaz à travers le développement des activités aval gazières est également un axe de notre stratégie.

Dans le secteur Aval, le raffinage a été confronté aux marges de raffinage les plus basses de la décennie. Dans cet environnement défavorable, les efforts de productivité ont été importants. La baisse du point mort de nos raffineries européennes liée à la maîtrise des investissements demeure un élément clé de la stratégie du secteur Aval. Les synergies que nous avons commencé à mettre en œuvre, par le rapprochement des opérations raffinage et marketing de TOTAL et de PetroFina en Europe, ont contribué significativement, dès cette année, au résultat opérationnel du secteur. En Afrique, sur le pourtour méditerranéen et en Asie, les activités de marketing et de produits de spécialités ont continué leur progression, grâce à la mise en œuvre de projets à forte rentabilité.

En décembre 1999, le naufrage d'un navire affrété par TOTALFINA a rappelé les risques encourus à tous les stades de la chaîne pétrolière. Conscient de l'ampleur des conséquences de l'accident, le Groupe a créé une structure particulière baptisée Mission Littoral Atlantique, mobilisant une cinquantaine de collaborateurs à temps plein autour de quatre objectifs majeurs : le nettoyage des côtes, la gestion et le traitement des déchets, la récupération de la cargaison de l'épave et la participation à la restauration des équilibres écologiques des milieux touchés. Au-delà, TOTALFINA a adopté des mesures conservatoires pour renforcer encore la sélection des navires qu'il affrète et a décidé de prendre une part active à l'amélioration de la sécurité du transport maritime.

Les activités chimiques de TOTALFINA sont bien équilibrées entre les spécialités et un pôle pétrochimique performant. La chimie de spécialités a maintenu sa progression dans les différents segments en bénéficiant en particulier des synergies développées dans le pôle Peintures. Malgré la faiblesse des marges, la Pétrochimie a bien résisté grâce au point mort bas de ses sites de production. Nous continuerons à améliorer les performances du secteur Chimie grâce à une croissance autofinancée et à une grande sélectivité des investissements, orientés vers les segments créateurs de valeur. Au sein du portefeuille de spécialités, la division Encres a été cédée en 1999.

Dans l'environnement pétrolier très volatil que nous connaissons, la forte croissance du Groupe ne peut s'envisager qu'avec une stricte discipline d'investissement. Le programme de cession des activités non stratégiques sera poursuivi. Nous devrons également veiller à conserver une situation financière solide qui nous permette de résister aux aléas de notre industrie et de son environnement, tout en poursuivant notre croissance. Dans le cadre de cette politique, les programmes de rachat d'actions pourront être envisagés, en harmonie avec une réduction du niveau d'endettement du Groupe. L'année 1999 aura permis au Groupe de progresser considérablement et il pourra bénéficier à l'avenir des forces et des complémentarités exceptionnelles dans chacun de ses secteurs d'activité. Les économies d'échelle qui ont été réalisées en 1999 et qui seront poursuivies au cours des années à venir permettront d'augmenter la rentabilité des secteurs et de la porter au niveau des meilleurs.

Nos perspectives de développement sont uniques, en particulier dans l'Amont qui détient un portefeuille de projets exceptionnel et bien diversifié dans la plupart des bassins pétroliers majeurs. Ces projets bénéficieront des compétences technologiques que nous avons développées et qui constituent une de nos richesses fondamentales. Le Groupe, enfin, pourra s'appuyer sur des équipes de tout premier plan. Elles ont démontré, sur des théâtres d'opération et dans des environnements très variés, leur aptitude à s'adapter et à conduire avec succès des projets ambitieux.

Je suis ainsi confiant dans la capacité de votre Groupe, quatrième pétrolier mondial, à maintenir un rythme de croissance parmi les plus élevés de la profession et à s'imposer durablement, au bénéfice de ses clients, de ses actionnaires et de ses salariés, comme l'un des plus importants et des plus compétitifs de notre industrie.

Thierry Desmarest

organisation

Composition du Comex

THIERRY DESMAREST

FRANÇOIS CORNÉLIS

ALAIN MADEC

Les trois secteurs d'activité de TOTALFINA sont organisés en centres de profit : Amont, Aval, Chimie.

L'Amont rassemble, aux côtés de l'exploration et de la production d'hydrocarbures, les activités Gaz – Électricité – Autres Énergies.

L'Aval regroupe les activités de raffinage et de distribution, le Trading et les Transports maritimes.

Le centre de profit **Chimie** comprend la transformation des élastomères, avec Hutchinson, la Chimie de revêtements, avec Bostik, Kalon et la division Résines, et la Pétrochimie.

Les centres de profit bénéficient de l'assistance des Directions Fonctionnelles de la Holding : Direction Financière, Direction Stratégie et Planification, Direction Ressources Humaines et Communication, Direction des Affaires Juridiques et des Accords.

Le Comité Exécutif et le Comité Directeur constituent les instances de direction du Groupe.

Instance décisionnelle, le **Comité Exécutif** (COMEX) définit la stratégie du Groupe et autorise les investissements correspondants. Il prépare les décisions du ressort du Conseil d'Administration de TOTALFINA. Les membres du COMEX sont : Thierry Desmarest, Président-Directeur Général ; François Cornélis, Vice-Président du COMEX, en charge de la Pétrochimie, des peintures et de la coordination des activités américaines ; Alain Madec, Directeur Général Stratégie et Finances ; Jean-Paul Vettier, Directeur Général Raffinage-Distribution ; Robert Castaigne, Directeur Financier ; Christophe de Margerie, Directeur Général Exploration-Production, et Jean-Pierre Seeuws, Directeur Général Chimie. Le COMEX se réunit deux fois par mois, davantage si nécessaire.

Le **Comité Directeur** (CODIR) assure la coordination des différentes entités du Groupe, le suivi des résultats d'exploitation des Directions Opérationnelles et l'examen des rapports d'activité des Directions Fonctionnelles. Le CODIR rassemble aux côtés des membres du COMEX onze dirigeants des différentes Directions Fonctionnelles et Opérationnelles : Michel Bénézit, Wayne Brenckle, Claude Brice, Axel de Broqueville, Alain Champeaux, Jean-Claude Company, Jean-Jacques Guilbaud, Ian Howat, Pierre-Marie de Leener, Patrick Rambaud, Hugues Woestelandt. Le CODIR se réunit tous les mois.

d e Totalfina

JEAN-PAUL VETTIER

ROBERT CASTAIGNE

CHRISTOPHE DE MARGERIE

JEAN-PIERRE SEEUWS

Le Conseil et les Comités

Composition du Conseil d'Administration

Depuis le 14 janvier 1999, et durant tout l'exercice, la composition du Conseil d'Administration de TOTALFINA a été la suivante[1] :

Thierry DESMAREST
54 ans. Président-Directeur Général de TOTALFINA. Président de la Fondation TOTAL. Administrateur de COGEMA, Air Liquide, Sanofi-Synthélabo. Membre du Conseil de Surveillance de Paribas. Administrateur de TOTALFINA depuis 1995 et jusqu'en 2001. Président-Directeur Général d'ELF Aquitaine depuis le 15 janvier 2000. Détient 32 000 actions.

Lord ALEXANDER OF WEEDON Q.C.
63 ans. Administrateur indépendant[2]. Président de : The House of Lords Delegated Powers and Deregulation Committee. Membre de : The Government Panel on Sustainable Development. Administrateur de TOTALFINA depuis 1996 et jusqu'en 2002. Détient 800 actions.

Daniel BOUTON
49 ans. Président-Directeur Général de la Société Générale. Administrateur de Canal +, Schneider. Administrateur de TOTALFINA depuis 1997 et jusqu'en 2000. Détient 800 actions.

Honorable Paul DESMARAIS
72 ans. Président du Comité Exécutif de Power Corporation du Canada. Vice-Président du Groupe Bruxelles Lambert (Bruxelles). Administrateur de CLT-UFA (Luxembourg), Electrafina (Bruxelles), Power Corporation du Canada (Canada). Membre du Conseil Consultatif de Chase Manhattan Bank N.A. (États-Unis). Membre du Conseil de Surveillance de Paribas. Administrateur de TOTALFINA depuis 1999 et jusqu'en 2001. Détient 1 000 actions.

Michel FRANÇOIS-PONCET
64 ans. Président du Conseil de Surveillance de Paribas. Administrateur de Eridania Beghin-Say, L.V.M.H., Groupe Schneider. Membre du Conseil de Surveillance d'AXA. Administrateur de TOTALFINA depuis 1987 et jusqu'en 2002. Détient 1 647 actions.

Baron FRÈRE
Président du Conseil d'Administration et Administrateur délégué du Groupe Bruxelles Lambert. Président du Conseil d'Administration de PetroFina (Bruxelles), Electrafina (Bruxelles). Administrateur de L.V.M.H., TF1, CLT-UFA (Luxembourg), Audiofina (Luxembourg). Membre du Conseil de Surveillance de Suez Lyonnaise des Eaux. Régent honoraire de la Banque Nationale de Belgique. Membre du Comité International de Assicurazioni Generali S.p.A. (Trieste). Administrateur de TOTALFINA depuis 1999 et jusqu'en 2001. Détient 800 actions.

John J. GOOSSENS
55 ans. Administrateur indépendant[2]. Président de Belgacom. Administrateur de K.B.C. Holding Banque Assurance, Sofina. Administrateur de TOTALFINA depuis 1999 et jusqu'en 2002. Détient 800 actions.

organisation

Professeur Bertrand JACQUILLAT
55 ans. Administrateur indépendant[2]. Professeur des Universités à l'Institut d'Études Politiques de Paris. Cofondateur et Président-Directeur Général d'Associés en Finance. Administrateur de TOTALFINA depuis 1996 et jusqu'en 2002. Détient 1 750 actions.

Antoine JEANCOURT-GALIGNANI
62 ans. Président du Conseil d'Administration des Assurances Générales de France. Président du Conseil de Surveillance de Euro Disney SCA. Administrateur de la Société Générale. Membre du Conseil de Surveillance de Paribas. Administrateur de TOTALFINA depuis 1994 et jusqu'en 2000. Détient 1 053 actions.

Jérôme MONOD
69 ans. Président du Conseil de Surveillance de Suez Lyonnaise des Eaux. Administrateur de Dumez-GTM, Groupe GTM. Membre du Conseil Consultatif de la Banque de France. Membre du Comité Consultatif Économique de RWE (Allemagne). Administrateur de TOTALFINA depuis 1986 et jusqu'en 2001. Détient 867 actions.

François-Xavier ORTOLI
74 ans. Administrateur indépendant[2]. Président d'Honneur de TOTAL. Vice-Président de la Fondation TOTAL. Administrateur de Marceau Investissements. Administrateur de TOTALFINA depuis 1984 et jusqu'en 2000. Détient 824 actions.

Bruno RIBEYRON-MONTMARTIN
52 ans. Secrétaire Général de Total Outre-Mer. Administrateur du CIAN (Comité des Investisseurs en Afrique Noire). Administrateur de TOTALFINA depuis 1997 et jusqu'en 2000. Détient 1 600 actions.

Thierry de RUDDER
50 ans. Administrateur délégué de Groupe Bruxelles Lambert, Electrafina. Administrateur de Société Générale de Belgique, Audiofina, Tractebel, PetroFina, Rhodia. Administrateur de TOTALFINA depuis 1999 et jusqu'en 2001. Détient 989 actions.

Jean SYROTA[3]
62 ans. Administrateur indépendant[2]. Président d'Honneur de COGEMA. Administrateur de SAGEM. Membre du Conseil de Surveillance de Suez Lyonnaise des Eaux. Administrateur de TOTALFINA depuis 1993 et jusqu'en 2002. Détient 800 actions.

Serge TCHURUK
62 ans. Administrateur indépendant[2]. Président-Directeur Général d'Alcatel. Membre du Conseil de Surveillance de Paribas. Administrateur de Vivendi, Alstom, Thomson-CSF. Membre du Conseil d'Administration de l'École Polytechnique. Administrateur de TOTALFINA depuis 1989 et jusqu'en 2001. Détient 50 000 actions.

Didier HOUSSIN
42 ans. Représentant de l'État français. Directeur des Matières Premières et des Hydrocarbures au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, secrétariat d'État à l'Industrie. Représentant de l'État français au Conseil d'Administration d'ELF Aquitaine. Commissaire du Gouvernement auprès de : ERAP, Institut Français du Pétrole. Commissaire du Gouvernement adjoint auprès de Gaz de France. Représentant de l'État au Conseil d'Administration de TOTALFINA depuis 1997 et jusqu'au 14 mars 2000, date de l'expiration des conventions entre TOTALFINA et l'État français.

1. L'Assemblée Générale Mixte du 22 mars 2000 a nommé 10 nouveaux Administrateurs pour un mandat d'une durée de trois ans qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2002. Les nouveaux Administrateurs sont :
MM. Yves Barsalou, Pierre Bilger, Bertrand Collomb, Xavier Dupont, Jacques Friedmann, Frédéric Isoard, Michel Pébereau, Jürgen Sarrazin, Robert Studer et Pierre Vaillaud.
Cette Assemblée a décidé de changer la dénomination sociale de TOTAL FINA S.A. en TOTAL FINA ELF S.A.
2. Administrateur indépendant : Administrateur n'ayant aucun lien avec une société actionnaire de TOTALFINA ou une société dont TOTALFINA est actionnaire.
3. Démissionnaire du Conseil en mars 2000.

Ordre du jour des réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil s'est réuni à neuf reprises en 1999. Le taux de présence pour l'ensemble des Administrateurs a été de 80 %.

L'ordre du jour des réunions a comporté en particulier les points suivants :

- 26 janvier : comptes estimés du Groupe pour 1998 ;
- 16 mars : comptes définitifs 1998 (comptes consolidés, comptes Société mère) et ordre du jour de l'Assemblée Générale ;
- 15 juin : résultat de l'OPE sur PetroFina ;
- 4 juillet : OPE sur ELF Aquitaine ;
- 21 juillet : analyse de la contre-offre d'ELF Aquitaine ;
- 9 août : estimation des résultats du 1er semestre 1999 ;
- 7 septembre : comptes du 1er semestre 1999 (comptes consolidés, comptes Société mère) ;
- 13 septembre : offre en surenchère sur ELF Aquitaine ;
- 15 novembre : résultat de l'OPE sur ELF Aquitaine et plan à 5 ans.

Comités d'Administrateurs

Le Groupe a mis en place en 1995 deux Comités spécialisés. Ils ont poursuivi leurs travaux au cours de l'année 1999.

Le Comité de Nomination et de Rémunération

Son objet est d'étudier et de soumettre au Conseil des propositions concernant :

- la sélection des administrateurs et des dirigeants mandataires sociaux ;
- la rémunération des dirigeants mandataires sociaux ;
- les plans d'options de souscription d'actions (modalités et montants attribués par catégorie de bénéficiaires, attribution nominative aux dirigeants mandataires sociaux).

Ce Comité est composé de MM. Michel François-Poncet, Jérôme Monod, Serge Tchuruk et Thierry Desmarest (sauf pour les questions le concernant) et s'est réuni à deux reprises en 1999.

Politique d'attribution des options de souscription et d'achat d'actions TOTALFINA

	Bénéficiaires	Nombre de bénéficiaires	Nombre d'options notifiées	Répartition	Nombre moyen d'options par bénéficiaire
Plan 1993 [1] **Options de souscription** (décision du Conseil d'Administration du 17 décembre 1992 ; prix d'exercice : 210 F ; rabais : 9,74 %)	Principaux dirigeants [3]	15	156 500	22,4 %	10 433
	Cadres dirigeants	133	275 200	39,5 %	2 069
	Autres employés	444	265 550	38,1 %	598
	Total	**592**	**697 250**	**100 %**	**1 178**
Plan 1994 [1] **Options de souscription** (décision du Conseil d'Administration du 6 septembre 1994 ; prix d'exercice : 286 F ; rabais : 9,79 %)	Principaux dirigeants [3]	15	159 000	19,9 %	10 600
	Cadres dirigeants	132	281 600	35,2 %	2 133
	Autres employés	563	359 400	44,9 %	638
	Total	**710**	**800 000**	**100 %**	**1 127**
Plan 1995 [1] **Options de souscription** (décision du Conseil d'Administration du 5 septembre 1995 ; prix d'exercice : 291 F ; rabais : 4,7 %)	Principaux dirigeants [3]	14	166 000	17,5 %	11 857
	Cadres dirigeants	138	344 700	36,4 %	2 498
	Autres employés	584	435 800	46,1 %	746
	Total	**736**	**946 500**	**100 %**	**1 286**
Plan 1996 [1] **Options de souscription** (décision du Conseil d'Administration du 11 décembre 1996 ; prix d'exercice : 392 F ; rabais : 5 %)	Principaux dirigeants [3]	14	154 000	16,1 %	11 000
	Cadres dirigeants	138	359 400	37,4 %	2 604
	Autres employés	650	446 600	46,5 %	687
	Total	**802**	**960 000**	**100 %**	**1 197**
Plan 1998 [2] **Options d'achat** (décision du Conseil d'Administration du 17 mars 1998 ; prix d'exercice : 615 F ; rabais : 4,94 %)	Principaux dirigeants [3]	16	157 500	16,5 %	9 844
	Cadres dirigeants	162	347 600	36,4 %	2 146
	Autres employés	824	449 900	47,1 %	546
	Total	**1 002**	**955 000**	**100 %**	**953**
Plan 1999 [2] **Options d'achat** (décision du Conseil d'Administration du 15 juin 1999 ; prix d'exercice : 113 € ; rabais : 4,74 %)	Principaux dirigeants [3]	19	279 000	18,6 %	14 684
	Cadres dirigeants	215	517 000	34,5 %	2 405
	Autres employés	1 351	703 767	46,9 %	521
	Total	**1 585**	**1 499 767**	**100 %**	**946**

(1) Les options sont exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.
(2) Les options sont exerçables avec un différé de 5 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.
(3) Les membres du Comité Directeur et le Trésorier.

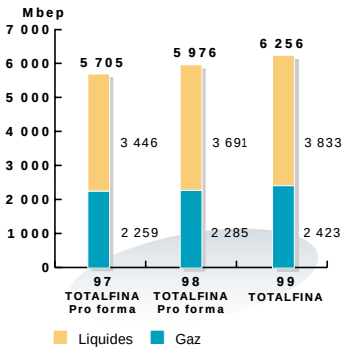
Le Comité d'Audit

Il a pour mission de donner au Conseil son avis sur la qualité des comptes et l'état du contrôle interne du Groupe.
À ce titre, il donne son avis sur :

- la nomination et la rémunération des Commissaires aux comptes ;
- le programme des travaux des auditeurs externes et internes ;
- les principes et méthodes comptables ;
- les comptes consolidés semestriels et annuels avant leur examen par le Conseil.

Ce Comité est composé de MM. François-Xavier Ortoli, Jean Syrota et Thierry de Rudder, qui a remplacé Antoine Jeancourt-Galignani à compter du 16 mars 1999.
En 1999, le Comité d'Audit s'est réuni à deux reprises.
Le taux de présence a été de 83,33 %.

amont

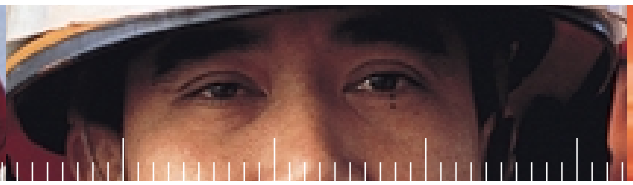


RÉSERVES DE LIQUIDES ET DE GAZ

Avec 1,1 million de barils **équivalent pétrole par jour, la production de pétrole et de gaz du Groupe a marqué une hausse de 4,2 % en 1999. Des mises en production de nouveaux champs sont intervenues en Norvège, en Algérie, en Libye, en Angola, au Congo, en Iran, en Indonésie et au Venezuela. Une politique active de gestion du portefeuille a conduit le Groupe à effectuer des prises de participation dans de nombreux permis, mais également à poursuivre la cession d'intérêts devenus trop marginaux aux bornes de TOTALFINA, représentant, pour les années 1998 et 1999, un impact sur la production de 30 000 bep/j.**

Les réserves du Groupe ont progressé fortement (+ 4,7 %) en 1999, pour la dixième année consécutive, et s'établissent à 6,3 milliards de bep. L'année a été marquée par deux réussites technologiques importantes : l'achèvement d'une campagne sismique géante par grande profondeur d'eau sur les blocs Anton-Astrid au Gabon et le démarrage du pompage polyphasique sur le champ de Dunbar.

4 EXPLORATION-PRODUCTION, MOYEN-ORIENT, GAZ



MOYEN-ORIENT

En 1999, la production d'hydrocarbures du Groupe au Moyen-Orient a poursuivi sa croissance (324 000 bep/j, + 2,2 %), malgré les réductions de production de brut intervenues dans plusieurs pays du Golfe pour appliquer les quotas définis par l'OPEP. Cela est dû principalement à la montée en puissance du champ de Sirri E, en Iran (TOTALFINA opérateur, 60 % après cession de 10 % supplémentaires à notre partenaire Petronas), à partir de son démarrage en février 1999 (90 000 b/j en fin d'année).

La contribution du Moyen-Orient à la production et aux réserves du Groupe s'est établie respectivement à 29 et 34 %.

En Iran, les travaux de développement d'un bloc du champ de gaz à condensats de South Pars (TOTALFINA opérateur, 40 %) se sont poursuivis : tous les contrats ont été passés. Le démarrage de la production est prévu au second semestre 2001.

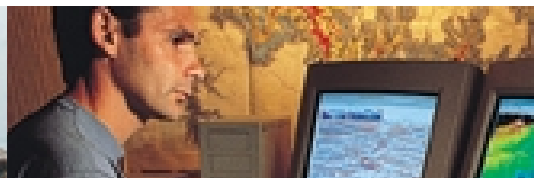
Au Qatar, l'usine de liquéfaction de Qatargas (TOTALFINA 10 %) a atteint sa pleine capacité et permis de satisfaire plusieurs contrats "spot" sur l'Europe et les États-Unis, en plus des livraisons des contrats long terme avec sept acheteurs japonais qui devraient atteindre le rythme de 6 Mt/an dès le second semestre 2000.

En Oman, après commercialisation de la capacité de production de l'usine Oman LNG (6,6 Mt/an, TOTALFINA 5,54 %), les installations de production de gaz à condensats ont été réceptionnées et le premier train de liquéfaction devrait être mis en service début 2000.

EUROPE

En mer du Nord britannique, la région d'Alwyn (TOTALFINA 33,3 %, opérateur) a été marquée par le démarrage de plusieurs projets : augmentation de la capacité de compression basse pression et de la capacité de traitement/export gaz (+ 30 %) sur les plates-formes d'Alwyn Nord, début d'injection de gaz miscible pour récupération tertiaire d'huile des réservoirs Brent d'Alwyn Nord ; démarrage des pompes multiphasiques de Dunbar, destinées au soutien en

amont



pression des puits d'huile, qui constituent un succès majeur en matière d'innovation technologique.

Le nombre de permis non opérés a été sensiblement augmenté par l'apport de PetroFina, ce qui justifie la poursuite d'une politique de rationalisation des actifs mineurs : vente à Centrica des 15 % du champ de Victor, renégociation avec Centrica du contrat de gaz de Hewett (TOTALFINA 18,57 %), déclaration de fin de production des champs de Maureen et de Moira (TOTALFINA 28,96 %) et préparation de leur plan de démantèlement.

Par ailleurs, le champ d'huile de Mallard (TOTALFINA 23,76 %) a démarré début 1999, suivi en avril du démarrage du compresseur de Bruce phase II (TOTALFINA 11,75 %) qui fonctionne en été en mode recyclage gaz.

En Norvège, la première phase du projet Åsgard (TOTALFINA 7,65 %), dans l'Haltenbanken, a démarré par la mise en production d'huile des champs de Smorbukk et Smorbukk Sud en mai 1999 à travers les installations d'Åsgard A avec réinjection du gaz associé. La seconde phase d'Åsgard (mise en production du champ de gaz de Midgard et exportation de gaz vers Karstoe) démarrera fin 2000 avec l'unité semi-submersible de traitement de gaz d'Åsgard B et l'augmentation de la capacité du terminal de Karstoe.

Satellite d'Oseberg, le champ de Tune (participation TOTALFINA augmentée de 8,1 % à 10 %) a été le seul à bénéficier en 1999 d'une allocation de vente de gaz par le Gas Supply Committee norvégien.

Le plan de développement a été approuvé par les autorités pour démarrage en 2002.

Dans la zone d'Ekofisk, désormais un actif majeur du Groupe par l'addition des participations TOTAL et FINA (TOTALFINA 31,87 % dans le redéploiement Ekofisk II), l'opérateur a présenté aux autorités pour étude et enquêtes en 2000 le projet de démantèlement des installations redondantes d'Ekofisk I. Les nouvelles installations d'injection d'eau du champ d'Eldfisk, satellite d'Ekofisk, ont démarré et permettront, tout en contribuant à l'injection d'eau sur Ekofisk, d'augmenter les réserves d'Eldfisk.

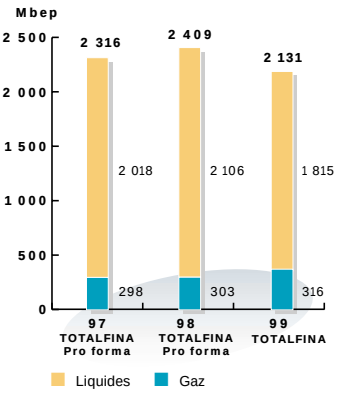
Aux Pays-Bas, les deux puits d'exploration réalisés en 1999 ont conduit à la découverte des champs L4G et K5/FW dont les plans de développement sont en cours d'étude.

Comme prévu, trois champs ont démarré en 1999 : K6GT en mars (TOTALFINA 18,72 %), D15-FA en mai (ex-"Andalusite", TOTALFINA 8,17 %), et le premier réservoir du projet L4PN (dit "Pôle du Nord", TOTALFINA 20,87 %) dont les trois autres réservoirs seront forés en 2000.

Le projet K4-B/E (TOTALFINA 20 %), approuvé en juin 1999, est en cours de développement pour démarrage en octobre 2000 tandis que le projet K1A est à l'étude.

ASIE (hors Moyen-Orient)

En Indonésie, TOTALFINA continue à un rythme soutenu le développement des champs de la Mahakam (TOTALFINA 50 %, opérateur), en Est Kalimantan.



RÉSERVES PROUVÉES DE LIQUIDES ET DE GAZ AU MOYEN-ORIENT

4 exploration-production, moyen-orient, gaz

4 **Champ d'Alwyn, mer du Nord britannique.**

Comme prévu, le champ de gaz de Peciko a été mis en production à la fin de 1999, à partir de deux plates-formes puits. Dans une première phase, le champ pourra fournir 800 millions de pieds cubes par jour grâce aux nouvelles installations de traitement de gaz situées sur le terminal de Senipah. Une troisième plate-forme offshore sera installée en 2001.

Sur Tunu, trois plates-formes supplémentaires ont été installées (phase 6), alors que la construction d'installations de compression (phase 7, capacité : 850 millions de pieds cubes par jour) s'est poursuivie.

La production de la Mahakam a ainsi atteint un record de 2 150 millions de pieds cubes par jour de gaz et 85 000 b/j de liquides dans le courant de novembre. En plus de ses propres livraisons contractuelles, TOTALFINA a été appelé à compléter les livraisons d'autres compagnies de la région dont les champs sont en déclin.

Un huitième train a été mis en service à l'usine de liquéfaction de Bontang, la plus importante au monde avec une capacité totale de production qui dépasse désormais 21 millions de tonnes par an.

Les réserves certifiées du permis de la Mahakam ont été augmentées de façon importante, suite aux campagnes d'exploration et de délinéation menées dans la zone, confirmant la possibilité d'accroître encore le niveau de production de gaz dans le futur.

En Thaïlande, la production des champs offshore de Bongkot (TOTALFINA 33,3 %) a dépassé 600 millions de pieds cubes par jour pendant l'été, à la demande de l'acheteur PTT.

PTT-EP, opérateur depuis mai 1998, a lancé une nouvelle phase de développement (phase 3B), qui correspond à l'installation de plates-formes puits supplémentaires. TOTALFINA continue de fournir des services et du personnel à l'opérateur, conformément à un contrat d'assistance technique.

Au Myanmar, les livraisons du champ de Yadana (TOTALFINA opérateur, 31,2 %) se sont poursuivies à un rythme très faible, l'acheteur thaïlandais n'ayant pas encore achevé l'ensemble des tests nécessaires au démarrage de la centrale électrique de Ratchaburi. PTT a payé les quantités non enlevées en 1998 conformément aux termes du contrat "take or pay".

Au Pakistan, TOTALFINA s'est ouvert un nouveau domaine d'exploration en prenant deux blocs de 7 500 km^2, chacun en eaux profondes (TOTALFINA opérateur, 95 %), dans la mer d'Oman. Une campagne sismique devrait être lancée en 2000-2001.

AMÉRIQUE LATINE

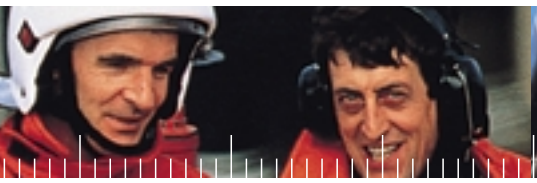
En Argentine, le gisement d'huile d'Argo (TOTALFINA 37,5 %, opérateur) en offshore Terre de Feu a été mis en production début 1999. Le développement repose sur deux puits sous-marins reliés par *sea line* à la plate-forme Hidra.

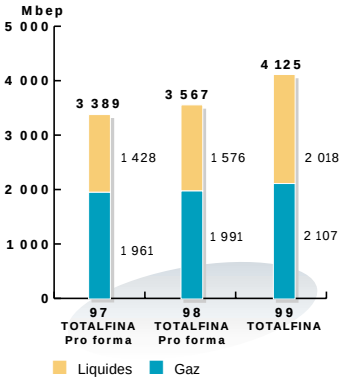
Sur les gisements de Carina et de Vega-Pleyade, la campagne de délinéation s'est achevée et a confirmé l'importance des réserves de gaz.

La mise en route des installations d'extraction de GPL à Cañadon Alpha a eu lieu fin 1999 comme prévu. Les produits (butane et propane) seront exportés vers le Chili et le Brésil au travers du terminal de Punta Arenas (détroit de Magellan).

Dans la province du Neuquen, la croissance de la production de gaz des champs d'Aguada Pichana (TOTALFINA 27,27 %, opérateur) et de San Roque

amont





RÉSERVES DE LIQUIDES ET DE GAZ HORS MOYEN-ORIENT

(TOTALFINA 24,71 %, opérateur) s'est poursuivie. Afin d'accompagner la poursuite de cette croissance, la construction d'une unité supplémentaire de traitement de 5,2 Mm^3/j sur le site de San Roque a été décidée. La mise en service aura lieu au cours du second semestre 2000.

Dans le sud de la Patagonie, un forage d'exploration a démarré fin 1999 sur le permis terrestre de Santa Cruz 1 Ouest (TOTALFINA 33,3 %, opérateur).

Sur le plan patrimonial, TOTALFINA a cédé en juin 1999 sa participation de 70 % dans le champ d'El Huemul en Patagonie.

En Colombie, la production du champ de Cusiana et Cupiagua (TOTALFINA 15,2 %) a atteint un niveau record de 483 700 b/j courant juin, la production moyenne journalière sur l'année s'établissant, grâce à la poursuite du développement de Cupiagua, au-dessus des 430 000 b/j.

Sur le permis d'exploration de Gaitanas, la deuxième campagne sismique démarrée à la mi-1999 s'est achevée à la fin de l'année ; la possibilité de réaliser un forage sera examinée au cours du premier trimestre 2000, en fonction des résultats de cette sismique.

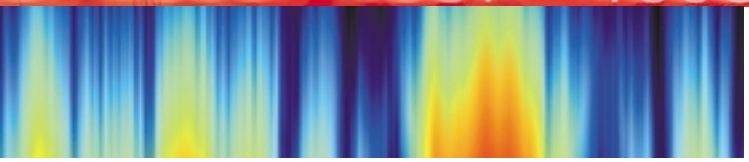
Au Venezuela, le permis de Jusepin (TOTALFINA 55 %, opérateur) a produit une moyenne de 31 000 b/j sur l'année 1999, incluant la production de la structure de Cotoperi, découverte en 1998, et dont le premier puits producteur a été mis en service en mai 1999.

Un projet de maintien de la pression par injection de gaz et d'eau a été lancé pour la structure de Jusepin. L'injection devrait commencer dès le deuxième trimestre 2000 et apportera environ 100 millions de barils de réserves additionnelles.

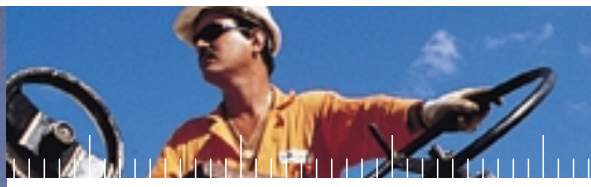
Le projet Sincor (TOTALFINA 47 %), lancé en août 1998, se poursuit selon le calendrier prévu. Ce projet vise à développer, produire, traiter et commercialiser des huiles extralourdes de l'Orénoque dans la région de Zuata. En plateau la production atteindra, à partir de puits horizontaux, 200 000 b/j d'un brut de 8,5 °API destiné à être transformé en 180 000 b/j de brut synthétique de haute qualité (32 °API et très basse teneur en soufre).
Il est prévu qu'une première production de brut dilué non traité commence fin 2000 au rythme de 40 000 b/j de brut extralourd. L'usine de traitement ("upgrader") devrait démarrer avant la fin 2001 et le premier enlèvement de brut synthétique devrait intervenir début 2002.

En 1999, TOTALFINA a enregistré dans ses réserves la première contribution du projet Sincor.

En Bolivie, TOTALFINA est présent dans le sud du pays, sur quatre permis qui s'inscrivent dans le prolongement d'importants gisements de gaz déjà identifiés en Argentine.



4 exploration-production, moyen-orient, gaz



4 **Complexe de liquéfaction de Qatargas, Ras Laffan, Qatar.**

Le Groupe opère les permis d'exploration XX Ouest (41 %) et Bereti (75 %) ; il est partenaire (15 %) sur les permis San Alberto et San Antonio, opérés par Braspetro.

Sur le permis XX Ouest, TOTALFINA a réalisé en 1999 une découverte de gaz majeure. Le puits d'exploration ITAU X1 (A) a atteint une profondeur de 5 766 m après avoir traversé 430 m de couches réservoir dont le fort potentiel de production a été démontré par des tests.

Le gisement découvert sur ITAU, qui communique très vraisemblablement avec celui de San Alberto au sud, laisse penser que l'ensemble formerait le plus grand champ de gaz du Cône Sud, avec plus de 280 Gm^3 de gaz récupérable.

Les découvertes réalisées sur le permis de San Alberto en 1998 et confirmées en 1999 ont donné lieu à une première phase de développement lancée en 1999 pour assurer une production de 5 Mm^3/j dès janvier 2001 dans le cadre du contrat de vente de gaz bolivien au Brésil.

Sur le permis de San Antonio, le puits d'exploration SBL X1 a mené à une autre découverte de gaz importante. Cette structure mise en évidence sur San Antonio se trouve dans le prolongement nord du gisement qui s'étend sur les blocs San Alberto et XX Ouest.

AUTRES RÉGIONS

En Algérie, le projet de Tin Fouyé Tabankort (TOTALFINA 35 %) est entré en production en mars 1999, un peu en avance sur la date contractuelle. La production est à pleine capacité depuis le quatrième trimestre, soit 20,5 Mm^3/j de gaz brut.

Le champ d'Hamra a poursuivi en 1999 son niveau de pleine production soit 23 000 b/j de condensats et 15 000 b/j de GPL.

En Angola, la production du bloc 2/80-85 (TOTALFINA 27,5 %) s'est établie en moyenne sur l'année à 82 000 b/j.

Le champ de Kuito, première structure du Bloc 14 à être développée (TOTALFINA 20 %), est entré en production en décembre 1999 ; le débit devrait atteindre 100 000 b/j courant 2000.

Sur le Bloc 17 (TOTALFINA 5 %), le niveau des activités d'exploration et de délinéation est resté élevé, tous les puits d'exploration ont été positifs et ont mis en évidence des réserves qui vont faire l'objet d'études d'appréciation.

Le projet de développement du champ de Girassol se poursuit suivant le programme prévu ; les études d'avant-projet de développement du champ de Dalia sont en cours d'achèvement et devraient conduire à une décision de développement en 2000.

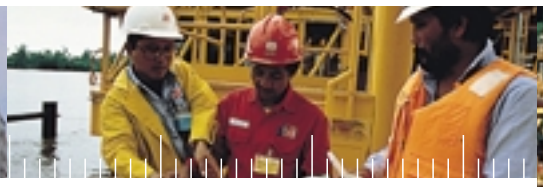
Au Gabon, où TOTALFINA (28 %) est opérateur sur les deux blocs d'exploration en offshore profond (Astrid et Anton), le traitement et l'interprétation de la sismique 3D sont en cours.

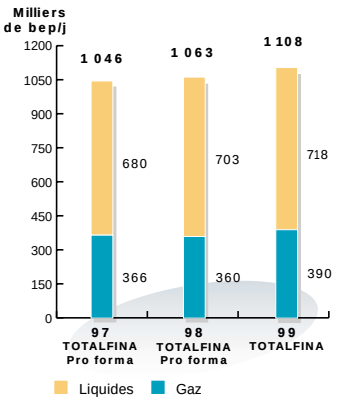
Au Nigeria, le forage du premier puits d'exploration AKPO 1 a démarré fin novembre sur le permis en eaux profondes OPL 246 (TOTALFINA opérateur, 24 %).

Au Congo, TOTALFINA a acquis en novembre une participation de 15 % dans deux blocs d'exploration, MPS (Mer Profonde Sud) et MPN (Mer Profonde Nord). MPS et MPN couvrent respectivement une superficie d'environ 3 500 et 3 800 km^2 et sont situés à une profondeur d'eau comprise entre 1 000 et 2 000 m, à environ 120 km des côtes congolaises. Le premier forage d'exploration Muhanga sur le permis MPS a démarré en décembre.

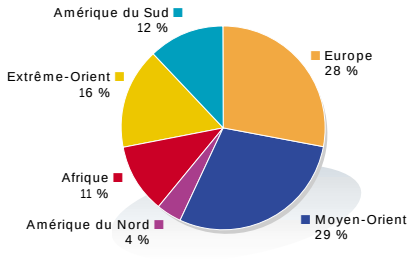
En Libye, le développement de la partie ouest du champ de Mabruk (TOTALFINA 75 %, opérateur) a été finalisé

amont





PRODUCTION DE LIQUIDES ET DE GAZ



PRODUCTION DE LIQUIDES ET DE GAZ EN 1999 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE (en %)

et la production maintenue à environ 18 000 b/j. Le développement de la partie est du champ a été décidé suite aux résultats encourageants des premiers puits.

Sur le champ d'El Sharara de la concession NC 115 (TOTALFINA 30 % de la partie étrangère, soit 7,5 % d'accès à la production totale), la production a été limitée en raison des quotas et a atteint 155 000 b/j en moyenne sur l'année 1999.

Une découverte significative a été confirmée sur la concession. Les premiers travaux d'exploration sur les permis NC 186 et 187, situés au nord et au sud du champ d'El Sharara, sont très encourageants. Un nouveau permis d'exploration a été signé en novembre 1999 au nord du bloc NC 186 (TOTALFINA 24 %).

Au Yémen, sur le permis d'East Shabwa (TOTALFINA 28,57 %, opérateur), la poursuite du développement a permis à la production du champ de Kharir et de ses satellites d'atteindre 30 000 b/j à la fin de l'année 1999. Sur le permis de Jannah (TOTALFINA 15 %), la production a atteint environ 60 000 b/j en décembre 1999.

Par ailleurs, Yemen LNG Company, dont TOTALFINA est le principal actionnaire (36 %) et à qui l'État du Yémen a confié la réalisation d'un projet d'exportation de GNL (5,3 millions de tonnes par an) à partir des réserves de la région de Marib, a poursuivi ses efforts de prospection commerciale sur un marché affecté par la réduction de la demande asiatique.

En Russie, TOTALFINA est opérateur, avec une participation de 50 %, sur le champ de Kharyaga, situé dans le territoire autonome des Nenets en zone arctique. La production a démarré au mois d'octobre et s'est établie à 10 000 b/j dans cette première phase du développement.

C'est le premier champ russe à terre à être mis en production dans le cadre d'un accord de partage de production.

Au Kazakhstan, la mise en œuvre de l'accord de partage de production de novembre 1997 est assurée par la société opératrice OKIOC, qui a commencé en juillet 1999 le premier forage sur Kashagan Est en mer Caspienne avec un appareil de forage entièrement rénové et adapté à cet environnement spécifique de faible profondeur d'eau et de présence de glace l'hiver. Les résultats de ce puits profond sont attendus au printemps 2000. La part de TOTALFINA est de 14,28 %.

En Azerbaïdjan, TOTALFINA est partenaire sur les deux permis d'Absheron (20 %) et de Lenkoran (15 %). Les sismiques 3D ont été interprétées et les

4 exploration-production, moyen-orient, gaz

4 **Champ d'Handil, East Kalimantan, Indonésie.**

emplacements des premiers puits fixés. Ces deux puits seront forés courant 2000.

Aux États-Unis, suite au rapprochement des groupes TOTAL et PetroFina, une étude approfondie du potentiel de l'ensemble des permis a été menée en vue de définir une politique de rationalisation des actifs. Dans ce cadre, les actifs onshore du Texas ouest et du Nouveau-Mexique ont été cédés au premier semestre 1999.

L'activité d'exploration en offshore profond dans le golfe du Mexique a été marquée par les découvertes de Morgus (huile) et de Camden Hills (gaz), qui font actuellement l'objet d'évaluations complémentaires. TOTALFINA détient fin 1999 des intérêts sur 87 permis dans l'offshore du golfe du Mexique. Un nouveau programme d'exploration est prévu sur certains d'entre eux en 2000. Il est prévu de poursuivre en 2000 la politique de rationalisation du portefeuille d'actifs du Groupe aux États-Unis, tout en visant à maintenir, voire à développer une présence significative dans le golfe du Mexique.

Au Canada, TOTALFINA participe à une étude pilote de valorisation des sables bitumineux de l'Athabasca (permis de Surmont et Kerrobert). L'objectif de cette phase pilote est d'examiner la viabilité technique et économique d'une production de bitume à partir des technologies existantes, tout en faisant appel aux ressources de la Recherche et Développement, notamment dans les nouveaux procédés d'injection de vapeur.

AVAL GAZIER

TOTALFINA (33,33 %) est associé à deux partenaires Gail et Tata dans le cadre d'une joint-venture pour développer un terminal de regazéification d'une capacité de 3 millions de tonnes par an en première phase. Ce terminal fournira du gaz à l'industrie et à la génération électrique dans la région de Bombay.

TOTALFINA (50 %) et HPCL développent un projet de terminal d'importation de gaz de pétrole liquéfié dans l'État d'Andhra Pradesh, sur la côte est de l'Inde. La capacité de l'usine sera de 1,2 Mt/an pour un stockage de 60 000 t.

TOTALFINA a pris une participation de 15 % dans une société développant un projet de gazoduc entre l'Argentine et le Brésil.

Électricité

TOTALFINA a pris une participation de 28 % dans un projet de centrale à cycle combiné en Thaïlande (350 MW).

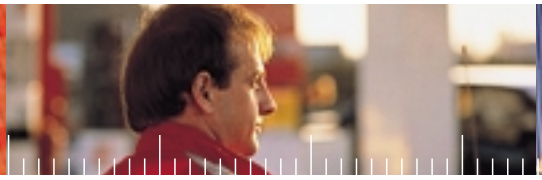
Charbon

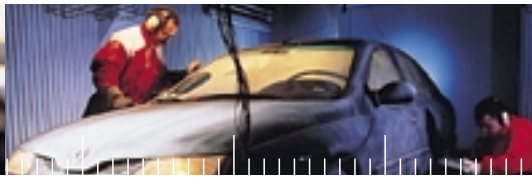
En 1999, TOTALFINA a vendu à des acheteurs asiatiques ou européens environ 6,4 Mt de charbon dont 4,1 Mt de production en part propre. En 1999, TOTALFINA a acquis en Afrique du Sud les 50 % de la mine de Forzando dont elle n'était pas détentrice et 100 % de la mine de Dortsfontein.

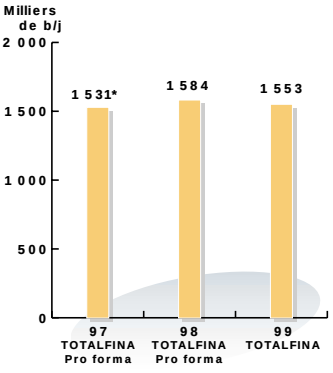
Énergies renouvelables

TOTALFINA a décidé de participer au premier projet français d'éoliennes off-shore (capacité 7,5 MW au large de Dunkerque), à construire d'ici 2001.

aval







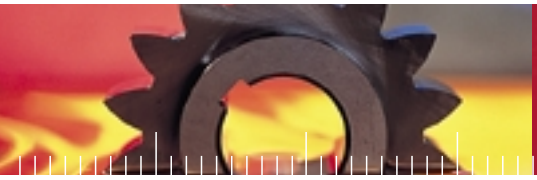
PÉTROLE BRUT TRAITÉ EN RAFFINERIE

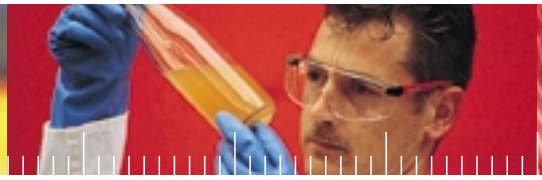
* Hors Topna

En 1999, **la baisse des points morts des raffineries s'est poursuivie en Europe grâce aux progrès de valorisation du raffinage et à une gestion rigoureuse et coordonnée des raffineries. La recherche des meilleures pratiques de TOTAL et de PetroFina et la mise en place de "hubs" de raffinage ont contribué à l'amélioration des performances et permis des économies d'investissements significatives.**

Dans le domaine du Marketing, TOTALFINA a mené avec succès le rapprochement des activités de TOTAL et de PetroFina dans les pays où les deux groupes étaient présents, avec notamment, pour chacun d'entre eux, le regroupement des sièges des filiales sur un seul site.

4 RAFFINAGE — MARKETING





L'environnement dans lequel l'Aval a évolué en 1999 a été très fortement dégradé par rapport à 1998, notamment au niveau des marges de raffinage. Toutefois, les efforts de productivité et de maîtrise des frais fixes poursuivis depuis plusieurs années, conjugués à la mise en œuvre des premières synergies générées par le rapprochement entre TOTAL et PetroFina, ont permis au résultat opérationnel de l'Aval de s'établir à 574 millions d'euros, hors éléments non récurrents, en recul par rapport aux bons résultats de 1998.

En 1999, le Groupe TOTALFINA est devenu, du fait de la fusion des activités de TOTAL et de FINA, un leader européen avec une capacité de raffinage globale de 1,6 Mb/j et 2,2 Mb/j de ventes de produits raffinés.

TOTALFINA exploite, d'autre part, un réseau de plus de 12 840 stations-service dans le monde, sous les marques TOTAL et FINA.

Les raffineries de TOTALFINA fabriquent des produits adaptés aux nouvelles normes 2000 Auto Oil 1. Elles contribuent également à la production d'une large gamme de produits de spécialités à plus forte valeur ajoutée tels que les GPL, carburéacteurs, bases pour la pétrochimie, fluides spéciaux, lubrifiants, bitumes, paraffines…

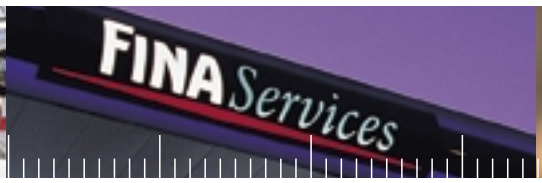
La politique d'investissements sélectifs menée dans l'Aval a été poursuivie, axée sur le développement des spécialités à plus forte valeur ajoutée et sur les zones en croissance : Bassin méditerranéen, Afrique, Asie. Ces investissements se caractérisent par un temps de retour rapide, afin que l'ensemble du secteur Aval accroisse son solde de financement positif.

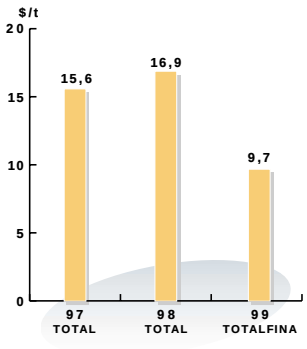
EUROPE

L'Europe de l'Ouest représente plus de 72 % des ventes de produits de TOTALFINA et 80 % de sa capacité de raffinage.

Le Groupe y exploite sept raffineries dont les raffineries de Normandie et d'Anvers, classées parmi les sites européens les plus compétitifs. Trois raffineries se situent en France, une en Belgique, une au Royaume-Uni et, en partenariat, une en Italie et une autre aux Pays-Bas. Il possède, par ailleurs, des intérêts

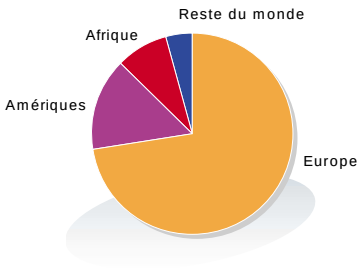
aval





MARGES DE RAFFINAGE EN EUROPE (RAFFINERIES COMPLEXES)

VENTES 1999 DE PRODUITS PÉTROLIERS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE (milliers de b/j)



Europe	1 617
Amériques	331
Afrique	187
Reste du monde	95
	2 230

minoritaires dans une raffinerie en Allemagne (Schwedt) et dans une quatrième raffinerie en France (Reichstett).

En 1999, les quantités traitées en Europe se sont élevées à 1,55 Mb/j. La baisse des points morts des raffineries s'est poursuivie grâce aux progrès de valorisation du raffinage et à une gestion rigoureuse et coordonnée des raffineries. La recherche des meilleures pratiques de TOTAL et de FINA et la mise en place de "hubs" de raffinage ont contribué à l'amélioration des performances et permis des économies d'investissements significatives.

Les arrêts pour entretien, notamment dans les raffineries de Normandie, d'Anvers et des Flandres, ont été mis à profit pour moderniser les unités de production et les adapter aux nouvelles réglementations environnementales (récupération de vapeur sur les postes de chargement et adaptation des carburants au niveau de qualité requis pour l'an 2000).

À la raffinerie de Normandie, le projet d'implantation de l'IGCC (Gazéification Intégrée à un Cycle Combiné), à l'étude pour fin 2003, devrait améliorer la valorisation des coupes pétrolières lourdes. TOTALFINA participera à cet investissement, premier de ce type en France, à hauteur de 40 %.

Dans le domaine du Marketing, TOTALFINA a mené avec succès le rapprochement des activités de TOTAL et de FINA dans l'ensemble des pays, avec notamment le regroupement des sièges des filiales sur un seul site dans chaque pays.

En 1999, particulièrement au second semestre, l'activité Marketing a été pénalisée par l'augmentation continue des cotations des produits, difficile à répercuter sur les prix de vente.

En France, TOTALFINA a maintenu sa politique d'intégration et de rationalisation de son réseau avec l'ouverture de quelques stations-service sur des axes privilégiés et poursuivi sa politique de qualité de service et de fidélisation de sa clientèle. La progression de l'activité cartes de paiement s'est confirmée avec la réussite de la carte professionnelle à puce GR Actys (plus de 100 000 cartes en circulation) et le développement des ventes Grands Routiers dans le réseau.

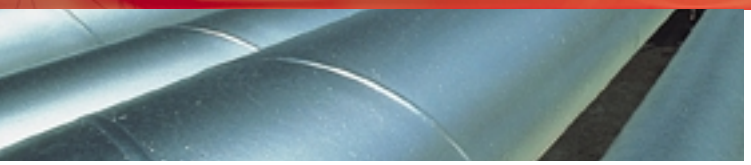
Hors de son réseau, dans le cadre de sa politique de qualité produits et de protection de l'environnement, TOTALFINA a commercialisé en 1999 un nouveau gazole à très basse teneur en soufre, le Xéol, plus particulièrement destiné aux flottes de transport.

Dans les autres pays européens, TOTALFINA a mené également son programme d'intégration des réseaux de TOTAL et de FINA.

En Belgique et au Luxembourg, TOTALFINA est devenu leader du marché.

Aux Pays-Bas, les positions de TOTALFINA se sont renforcées, avec la reprise de stations-service en échange d'actifs marketing en Norvège.

En Italie, le succès de la campagne de fidélisation de la clientèle a permis une forte progression des ventes réseau.



4 raffinage — marketing

4 **Raffinerie d'Anvers, Belgique.**

Au Royaume-Uni, la politique de développement des ventes diversifiées dans le réseau a été poursuivie avec succès afin de limiter l'impact des faibles marges de distribution.

Spécialités

Le développement de la production et de la commercialisation de spécialités (carburéacteurs, butane et propane, lubrifiants et graisses, paraffines et cires, bitumes et solvants) s'est poursuivi en 1999. Bien que la hausse continue des produits servant de base à ces fabrications n'ait pas permis le maintien des marges au niveau de 1998, TOTALFINA a cependant pu partiellement compenser cette évolution, par le développement des ventes de produits à forte valeur ajoutée et la mise au point de nouveaux produits.

TOTALFINA devient dans les fluides spéciaux un des leaders du marché européen.

Dans le marché du carburéacteur, TOTALFINA est devenu le leader national ; en lubrifiants, il a consolidé ses positions sur le marché français.

La restructuration de l'activité GPL en Argentine se poursuit, et l'acquisition d'un fonds de commerce au Paraguay est venue renforcer cette activité en Amérique du Sud.

MÉDITERRANÉE – EUROPE CENTRALE

Dans le Bassin méditerranéen, TOTAL poursuit son développement. En 1999, 3,5 Mt ont été commercialisées au travers notamment d'un réseau de 1 100 stations.

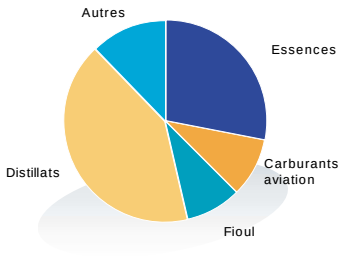
Au Maroc, TOTALFINA a consolidé sa logistique en ouvrant le centre industriel de Berrechid, qui regroupe une usine de fabrication de lubrifiants et une usine d'emplissage de bouteilles de gaz.

En Espagne, TOTALFINA affirme son expansion avec 16 nouvelles stations-service et une présence étendue en Andalousie. Au Portugal, le réseau a été développé et réorganisé.

En Europe centrale, TOTALFINA a consolidé sa position commerciale avec l'ouverture de nouvelles stations, trois en Hongrie et quatre en République tchèque.

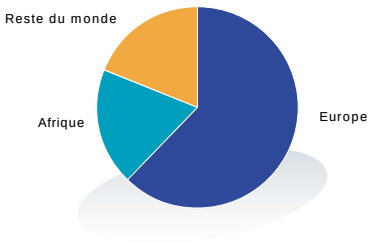
aval

VENTES 1999
PAR CATÉGORIE DE PRODUITS
(milliers de b/j)



Essences	625
Carburants aviation	210
Fioul	194
Distillats	924
Autres	277
	2 230

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE
DU RÉSEAU DE
STATIONS-SERVICE FIN 1999



Europe	8 003
Afrique	2 421
Reste du monde	2 416
	12 840

AFRIQUE

TOTALFINA est le deuxième distributeur international de produits pétroliers sur le continent africain, avec plus de 7 Mt vendues en 1999, principalement en Afrique du Sud, au Nigeria, au Kenya, au Sénégal et en Côte-d'Ivoire, représentant une part de marché réseau d'environ 14 %.

Le Groupe est présent en distribution avec 40 filiales et 2 540 points de vente et également en raffinage à travers des participations dans six raffineries : Cameroun, Côte-d'Ivoire, Gabon, Sénégal, Angola et Afrique du Sud.

En 1999, TOTALFINA a poursuivi son développement avec de nouvelles implantations au Rwanda, en Guinée-Équatoriale et en Mauritanie. Par ailleurs, le Groupe est revenu à Madagascar dans l'aviation en 1999 et a démarré une activité commerciale sur la plate-forme aéroportuaire de Berbera au Somaliland.

Au Nigeria, afin d'améliorer l'approvisionnement en produits pétroliers du marché local, TOTALFINA, premier distributeur avec 336 stations et 10 % de part de marché, s'est vu confier la réhabilitation de la raffinerie de Kaduna.

ASIE

TOTALFINA a poursuivi en 1999 sa politique de développement sélectif en Asie en tenant compte de l'évolution de l'environnement régional.

En Chine, TOTALFINA détient une participation de 20 % dans la raffinerie de Wepec, à Dalian, qui contribue principalement à l'alimentation en produits pétroliers du marché chinois. Cette raffinerie est la première en Chine à associer un partenaire étranger.

En Chine toujours, TOTALFINA exploite quatre sociétés de stockage et de distribution de GPL, la première à Shenzhen, la deuxième à Yantai dans la province de Shandong, les dernières étant localisées à Zhenjiang dans l'embouchure du Yangtsé.

En 1999, TOTALFINA a ouvert sa première station-service à Wuhan et construit une usine de mélange et de conditionnement de lubrifiants à Zhenjiang.

Au Vietnam, le développement des activités de Marketing et de Lubrifiants a été poursuivi. TOTALFINA est présent dans trois sociétés de stockage et de marketing de GPL à Hô Chi Minh-Ville, à Haiphong et dans le Sud à Can Tho. Par ailleurs, TOTALFINA exploite trois stations-service à Danang et participe à la construction d'une unité de mélange de lubrifiants à Haiphong.

Au Cambodge, TOTALFINA développe son réseau, qui compte déjà plus de 20 stations, ainsi que l'activité GPL, qui représente une part de marché de près de 40 %. La logistique réseau est assurée à partir du dépôt de Phnom Penh.

En Thaïlande, le Groupe est présent dans l'activité commerciale lubrifiants, alimentée par une usine locale de mélange.

Aux Philippines, avec l'ouverture de 11 stations, TOTALFINA accélère son implantation en Marketing à partir d'un dépôt situé dans la baie de Manille. Une activité GPL est en cours de développement avec une prise de participation de 15 % dans le terminal GPL de Tabangao.

4 raffinage — marketing

Présent également dans la commercialisation des carburants aviation, TOTALFINA a développé une activité sur les aéroports de Hong-Kong et de Singapour.

Enfin, TOTALFINA développe une activité de stockage et de marketing de GPL au Bangladesh.

ÉTATS-UNIS

Aux États-Unis, TOTALFINA exploite deux raffineries dont celle de Port-Arthur, d'une capacité de 171 000 barils par jour, située sur le golfe du Mexique au cœur d'une zone pétrolière de première importance.

Cette raffinerie qui bénéficie des dernières technologies sera de plus en plus intégrée à d'importantes activités pétrochimiques de base, avec la construction d'un vapocraqueur de taille mondiale.

TRADING ET SHIPPING

Au cours d'une année marquée par la réduction sensible et persistante de la production OPEP, qui a permis aux prix du pétrole brut de rebondir à des niveaux non observés depuis la guerre du Golfe (janvier 1991), le Trading a poursuivi en 1999 une croissance soutenue de l'ensemble de ses activités et assuré une nouvelle progression de sa performance globale. Suite à l'intégration des opérations entre TOTAL et FINA, les ventes de pétrole brut du Groupe ont dépassé 2,6 Mb/j en 1999, en hausse de 35 % par rapport au volume réalisé en 1998 (au niveau de TOTAL).

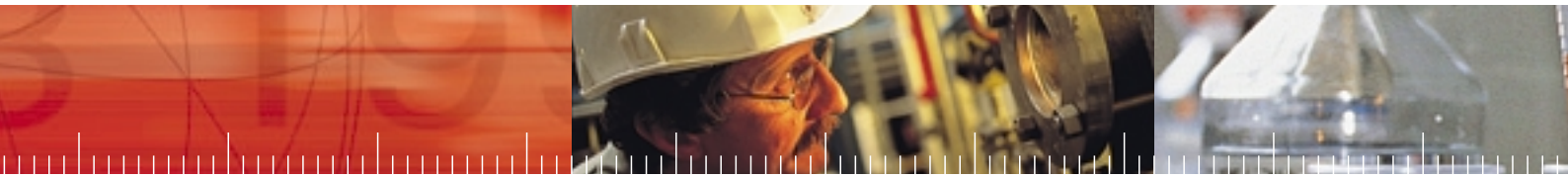
Dans le domaine des transports maritimes, un effort de modernisation important de la flotte affrétée à temps a été entrepris en 1999 : ainsi, s'agissant des gros pétroliers transporteurs de pétrole brut, l'*Autan* et le *Borée*, qui avaient plus de 20 ans, ont été remplacés par le *Luxembourg* et l'*Algarve*, tous deux battant pavillon français et construits en 1999.

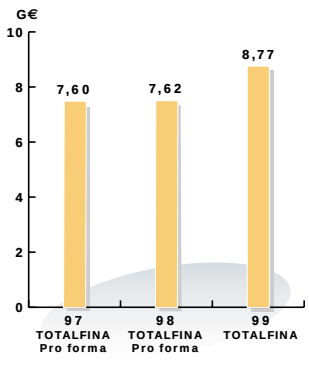
Parallèlement, deux autres navires récents ont été pris en affrètement pour le transport de pétrole brut : l'*Ardenne* (pavillon français), construit en 1997, et le *Brabant* (pavillon luxembourgeois), construit en 1998.

De même la flotte affrétée à temps sous pavillon international pour le transport des produits est récente puisqu'elle est d'un âge inférieur à 10 ans.

Le 12 décembre 1999, le pétrolier *Erika*, propriété de l'armateur italien Tevere Shipping, affrété par TOTALFINA pour un transport de fuel lourd entre Dunkerque et Livourne (Italie), a fait naufrage au large des côtes bretonnes. Pour remédier aux conséquences de cet accident, le Groupe a mis en place une structure spécialisée, la Mission Littoral Atlantique, pour participer à la lutte contre la pollution, au traitement des déchets et au pompage de la cargaison restant dans l'épave.
Parallèlement à l'adoption de nouvelles mesures en vue d'accroître la sécurité dans les transports pétroliers en mer, le Groupe a signé, le 10 février 2000, la Charte de la Sécurité Maritime des transports pétroliers, initiée par le ministre français des Transports.

chimie

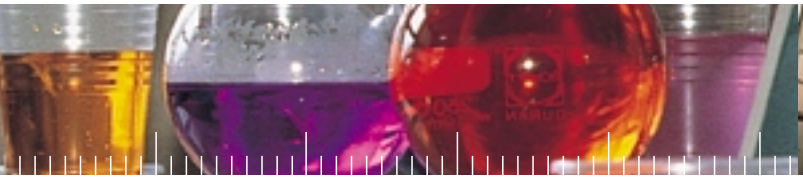




CHIFFRE D'AFFAIRES CHIMIE

Poursuite de la croissance et intégration de PetroFina. **Le chiffre d'affaires de la Chimie a été de 8,8 milliards d'euros en 1999, en hausse de 15,1 % par rapport aux 7,6 milliards d'euros de 1998, pro forma. La Pétrochimie a poursuivi la modernisation de ses sites, qui se situent au meilleur niveau face à la concurrence, et la croissance de ses capacités de production. L'année a été marquée par le démarrage d'une unité d'aromatiques de taille mondiale à Anvers. La Chimie de spécialités a maintenu une croissance soutenue de ses activités. Son portefeuille d'actifs a été remodelé par trois mouvements significatifs : la constitution d'un pôle Peintures de 1,5 milliard d'euros, regroupant les sociétés Kalon et Sigma ; l'acquisition aux États-Unis de Kingston Warren, opération qui a permis de poursuivre la mondialisation d'Hutchinson sur un marché en forte croissance ; la cession des activités Encres, intervenue en décembre.**

4 PÉTROCHIMIE ET CHIMIE DE SPÉCIALITÉS



PÉTROCHIMIE

Poursuite de la croissance interne, intégration avec le raffinage

La Pétrochimie de TOTALFINA se fonde sur une logique d'intégration. Cette activité comprend essentiellement :

– les composés pétrochimiques de base tels que les oléfines comme l'éthylène ou le propylène, et les aromatiques comme le benzène, le toluène ou les xylènes produits par les vapocraqueurs ou par certaines unités de conversion du raffinage ;

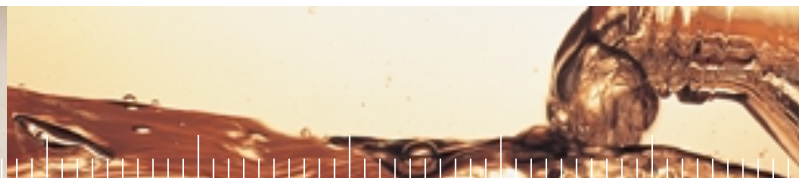
– les grands polymères pétrochimiques, à savoir les polyéthylènes à haute densité, les polypropylènes et la chaîne styrénique (éthylbenzène, styrène, polystyrènes, élastomères) produits directement par polymérisation des produits pétrochimiques de base. Ces polymères, complémentaires dans beaucoup de cas, permettent à TOTALFINA d'offrir aux transformateurs et utilisateurs le choix des solutions les mieux adaptées à leurs besoins.

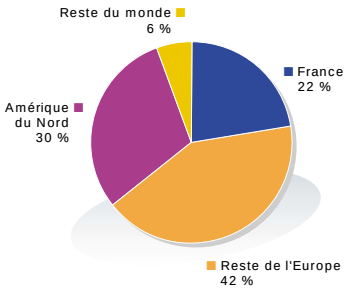
Ces polymères sont vendus aux transformateurs de matières plastiques qui les commercialisent dans un large éventail d'applications domestiques et industrielles. Les grands marchés sont aussi divers que le bâtiment et les travaux publics, l'emballage, le transport, l'hygiène et la santé, le sport et les loisirs, les appareils ménagers, l'ameublement, l'électronique, l'agriculture.

Une autre caractéristique de la Pétrochimie de TOTALFINA est d'être implantée, avec ses sites intégrés et de taille mondiale que sont Anvers et Feluy pour la Belgique, Houston (Texas) et Carville (Louisiane) pour les États-Unis, au cœur des deux zones pétrochimiques majeures en Europe et en Amérique. Les centres de recherche du Groupe sont situés à proximité des usines, permettant ainsi de mieux assurer le développement technologique et le support à la clientèle.

L'année 1999 a été marquée par la fin de la crise économique asiatique à partir du deuxième trimestre et une reprise soutenue de la demande de produits. Le marché très porteur des polyoléfines linéaires (polyéthylènes et polypropylènes produits dans le Groupe) a vu ainsi son volume augmenter à un rythme de 10 % par rapport à l'année précédente.

chimie





CHIFFRE D'AFFAIRES CHIMIE 1999
PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE
(en %)

Malgré cette croissance soutenue, qui a permis à la profession d'atteindre des niveaux de production élevés, l'augmentation progressive et significative des prix des matières premières a pesé sur les marges, les hausses de prix ne pouvant être répercutées qu'avec retard. Le raffermissement du dollar par rapport à l'euro a amélioré la compétitivité des unités en Europe.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le secteur de la Pétrochimie a atteint 2,5 milliards d'euros, en hausse de 20 % par rapport à 1998, pro forma. Cette croissance s'explique surtout par l'augmentation des volumes de polymères.

En chimie de base, le dégoulottage et l'amélioration continue du site de vapocraquage d'Anvers se sont traduits par une augmentation de la capacité de production de l'unité de 14 % en 3 ans.

Le Groupe a également poursuivi sa politique d'intégration des activités de raffinage et de Pétrochimie en lançant à la raffinerie d'Anvers une unité de production d'aromatiques. Ce démarrage permet à la raffinerie d'augmenter ses débouchés à plus haute valeur ajoutée, d'accroître sa flexibilité et de répondre aux nouvelles spécifications essences de l'an 2000.

Un autre exemple de cette politique d'intégration est constitué par la construction d'un vapocraqueur sur le site de la raffinerie de Port Arthur (Texas) aux États-Unis, en joint-venture avec BASF (BASF 60 %, TOTALFINA 40 %).
Ce vapocraqueur, qui sera mis en production en 2001, sera complété l'année suivante par un projet d'unité d'extraction de butadiène, la plus importante au monde avec une capacité de 400 000 tonnes (joint-venture TOTALFINA, Shell et BASF).

Les ventes de polymères (polyéthylènes haute densité, polypropylènes, polystyrènes) ont progressé de 25 % en 1999 (données pro forma), du fait des expansions de capacités réalisées l'année précédente.

Les deux nouvelles lignes de polymères mises en service aux États-Unis à la fin de 1999 atteignent des niveaux de production supérieurs aux attentes. Combinées avec les dégoulottages de capacités effectués dans les usines de polystyrènes (Louisiane) et de polyéthylènes (Anvers), ces capacités supplémentaires permettent au secteur de poursuivre ses programmes de réduction des coûts unitaires et d'amélioration de la gamme de produits. Le Groupe a poursuivi sa stratégie de croissance en décidant la construction d'une nouvelle ligne de polypropylène de 380 000 tonnes. Cette capacité additionnelle fera de l'usine de Feluy le plus grand site de production de polypropylène en Europe avec une capacité proche de celle du plus grand site de production au monde, celui de TOTALFINA à Houston.

L'activité oléochimique a été recentrée, notamment par la cession des activités de dérivés aminés, dans lesquelles le Groupe n'avait pas la taille critique. Les structures de fonctionnement ont été réadaptées et la compétitivité améliorée.

4 pétrochimie et chimie de spécialités

4 **Centre de Recherche d'Hutchinson, Montargis.**

CHIMIE DE SPÉCIALITÉS

Hutchinson

Forte croissance et poursuite de la mondialisation

Hutchinson, filiale à 100 % de TOTALFINA, se situe parmi les leaders mondiaux de la transformation du caoutchouc industriel, avec un chiffre d'affaires 1999 de 2,16 milliards d'euros, en hausse de 10 % par rapport à 1998.

Hutchinson a continué de renforcer ses positions parmi les leaders mondiaux du caoutchouc industriel, notamment à travers une croissance externe dynamique, puisque quatre acquisitions ont eu lieu, en Europe, en Amérique du Sud et aux États-Unis :

– Caoutchoucs Modernes et JPR, en France, sont venus renforcer l'activité Industrie ;

– Mucambo, au Brésil, a apporté au Groupe une position clé dans les gants professionnels et grand public ;

– Kingston Warren, aux États-Unis, a doté le Groupe d'une position industrielle indispensable pour devenir un fournisseur mondial de référence auprès des constructeurs automobiles américains dans le domaine de l'étanchéité de carrosserie.

Hutchinson a aussi continué de développer activement par croissance interne ses parts de marché dans ses trois secteurs : Automobile, Industrie, Grand Public. Le marché automobile, notamment, qui représente près des deux tiers du chiffre d'affaires, a été porteur aux États-Unis et en Europe, mais en récession sur le continent sud-américain.

Hutchinson a également maintenu un haut niveau d'effort de recherche et d'investissement, avec en particulier la création de trois nouveaux sites au Brésil, au Portugal et en Chine.

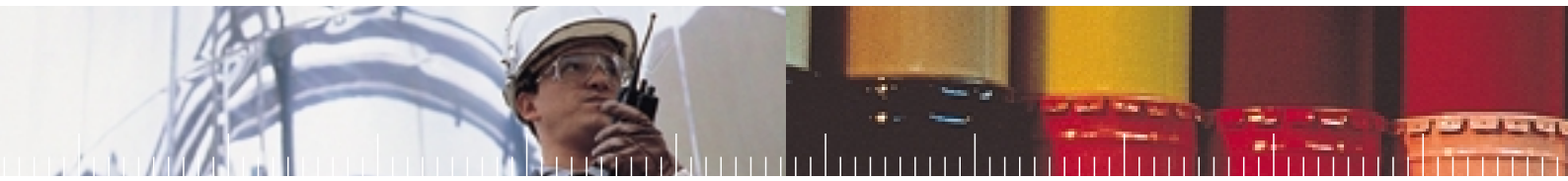
Enfin, les efforts d'amélioration de la qualité, de la sécurité et de l'environnement ont été soutenus : deux usines ont été certifiées ISO 14001 et plusieurs autres se sont engagées dans le processus.

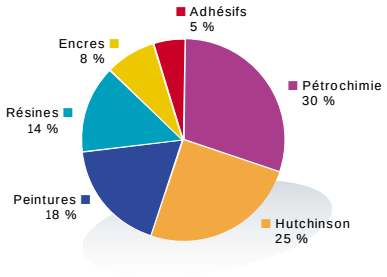
Résines

Forte croissance pour la quatrième année consécutive — création du n° 1 américain dans la distribution

TOTALFINA offre à travers les sociétés Cray Valley, Sartomer et CCP des résines de revêtement destinées essentiellement aux marchés des peintures, encres, vernis

chimie





CHIFFRE D'AFFAIRES 1999 CHIMIE PAR ACTIVITÉ (en %)

et adhésifs, et des résines de structure entrant dans la fabrication de divers matériaux composites. Dans ces métiers, le Groupe se situe parmi les leaders mondiaux.

Dans un contexte économique favorable, où la demande est restée soutenue, les ventes ont connu une fois de plus une très forte croissance, atteignant 1,3 milliard d'euros, soit 29 % de plus qu'en 1998, 54 % de plus qu'en 1997, et plus du double de 1996.

Une grande partie de ce développement est due à la croissance externe : intégration en année pleine de l'acquisition espagnole Resisa faite à la mi-1998, acquisition de Dae Sang en Corée en avril 1999 et apport de GLS à la joint-venture Composite One aux États-Unis en avril 1999, qui a eu pour effet de doubler le chiffre d'affaires distribution aux États-Unis.

Le développement des activités s'est poursuivi : en Europe, acquisition fin 1999, dans les résines de revêtement, de Sicap en France et du fonds de commerce d'Abshagen en Allemagne ; aux États-Unis, mise en service par Sartomer de sa deuxième unité de production de monomères acryliques ; en Amérique du Sud, accroissement de la capacité de production de résines polyesters insaturés de Cray Valley do Brasil ; en Corée du Sud, enfin, constitution de Cray Valley Korea, qui bénéficie d'une forte reprise de la demande dans ce pays.

Coates

Redressement de la rentabilité grâce au plan de restructuration industrielle — cession de l'activité

Le chiffre d'affaires des Encres a atteint 785 millions d'euros en 1999, stable par rapport à 1998, et la rentabilité a progressé, sur un marché extrêmement compétitif et particulièrement morose en début d'année.

En 1999, les efforts ont porté essentiellement sur le plan de restructuration des encres d'imprimerie en Europe, qui a permis comme prévu d'en redresser la rentabilité.

Néanmoins, la poursuite de la concentration de la clientèle, qui requiert une présence de plus en plus mondiale, et la difficulté de s'établir sur certains marchés essentiels tels l'Allemagne et les États-Unis ont conduit TOTALFINA à une décision de désinvestissement, intervenue le 29 décembre, après autorisation de la Commission européenne.

Bostik

Finalisation de l'intégration de Mydrin

Les adhésifs de TOTALFINA sont regroupés au sein de la société Bostik, n° 3 en Europe et n° 5 mondial. Le chiffre d'affaires 1999 s'établit à 440 millions d'euros, contre 427 en 1998, en hausse de 30 % par rapport à 1997.

4 pétrochimie et chimie de spécialités

L'intégration de Mydrin, acquisition faite en 1998, a été achevée. L'activité britannique de *textile coating* issue de cette acquisition a été cédée début 1999. L'intégration de Sitech, achetée fin 1998, a permis de conforter les positions de Bostik en résines polyester pour la production de *hot melt*. Une croissance externe ciblée s'est poursuivie, avec l'acquisition aux États-Unis de l'activité *glue guns* et *glue sticks* de HB Fuller, et au Brésil des mastics butyle de Morquimica. Enfin, la reprise de la distribution en grand public des produits à la marque Araldite en France et UK, signée avec Ciba fin 1998, a été un succès. L'ensemble de ces efforts a permis d'accroître la rentabilité de l'activité adhésifs.

Par ailleurs, l'outil industriel a été ajusté à la forte demande du marché par des extensions de capacité de production ou de stockage aux États-Unis, en Asie, en France et au Royaume-Uni.

SIGMAKALON

Doublement de la taille du groupe, par l'acquisition de Polifarb et la fusion Sigma/Kalon

En 1998, TOTAL était présent dans les peintures à travers la société britannique Kalon, dont elle détenait 65,9 %. Kalon occupait la troisième place en Europe dans les peintures décoratives, avec un chiffre d'affaires de 700 millions d'euros. Début 1999, Kalon a réalisé un investissement majeur en Pologne en prenant le contrôle de la société Polifarb, sur un marché en forte croissance. Puis le nouveau Groupe TOTALFINA décidait de fusionner Kalon et Sigma. Pour mener à bien cette opération, le Groupe a pris le contrôle à 100 % de Kalon en mai 1999. Cette nouvelle activité peintures, qui emploie plus de 10 000 personnes dans 40 pays, a réalisé en 1999 un chiffre d'affaires de 1,6 milliard d'euros, en hausse de 8 % par rapport à 1998 aux bornes TOTALFINA.

Les trois quarts des ventes sont en peintures décoratives, où le Groupe se place au deuxième rang européen. Le Groupe est également actif dans les peintures marines et anticorrosion, où il occupe le quatrième rang au niveau mondial, et dans les peintures industrielles, *coil coating* et multi-usages.

valeurs du Groupe
et principes de comportement

Dans ses responsabilités d'industriel,

TOTALFINA a la volonté de contribuer à une utilisation efficace et maîtrisée des différentes sources d'énergie, prenant en compte les besoins des consommateurs actuels et les intérêts des générations futures. Le Groupe recherche l'excellence dans la mise en œuvre de ses installations et dans la qualité de ses produits.

TOTALFINA a l'ambition de contribuer, par ses activités et par la manière dont il les exerce, au développement économique et social des pays où il est présent.

TOTALFINA s'interdit d'intervenir dans la vie politique de ces pays, et veille à ne pas porter atteinte à leurs traditions et à leur culture.

TOTALFINA

CHARTE SÉCURITÉ ENVIRONNEMENT

Aucune priorité économique ne s'exerce au détriment
de la sécurité dans le travail ou du respect de l'environnement.

•

Chacun, à tout niveau,
doit être conscient de sa responsabilité personnelle à l'égard de la sécurité et
de l'environnement et doit en permanence être attentif aux risques d'accident
ou de pollution liés à son activité.

•

Les critères de sécurité
et d'environnement sont examinés en priorité dans les décisions concernant tout
projet de développement et tout lancement de nouveau produit.

•

Vis-à-vis des pouvoirs publics et des collectivités locales,
le Groupe adopte une attitude constructive de dialogue.
Au-delà des objectifs globaux de préservation du milieu naturel,
le Groupe s'engage à respecter la sécurité et la qualité de la vie des populations
riveraines de ses installations.

•

Des procédures d'urgence sont systématiquement prévues
et régulièrement mises à jour pour faire face
en cas de pollution accidentelle. Dans de telles situations, la transparence
de l'information est la règle.

•

Le Groupe choisit ses partenaires industriels et commerciaux
en fonction de leur aptitude à adhérer aux règles de TOTAL
en matière de sécurité et d'environnement.

•

La volonté permanente de progrès au sein du Groupe
se manifeste notamment à travers la formation, la concertation, la mise en œuvre
d'audits internes et externes.

•

La bonne prise en compte
de la sécurité et de la protection de l'environnement
est un élément important d'appréciation de la qualité du travail de chacun et,
en particulier, des responsables hiérarchiques.

LE PRÉSIDENT
THIERRY DESMAREST

Le Groupe inscrit son action dans le cadre des lois qui lui sont applicables : celles des États où il exerce ses activités et – au plan international – celles qui relèvent de son pays d'origine et des règlements internationaux. Dans la conduite de ses opérations, TOTALFINA adhère aux exigences les plus élevées en matière de respect des personnes, de sécurité et de protection de l'environnement. TOTALFINA veille à assurer à tous les personnels qu'il emploie des conditions de recrutement, de travail et de protection sanitaire respectant l'équité et les droits fondamentaux des personnes. Il vise à favoriser, à travers le monde, la promotion professionnelle de ses collaborateurs. Il attend de leur part le plus haut niveau d'intégrité personnelle.

Une préoccupation constante de l'environnement et de la sécurité

Les équipes de TOTALFINA intègrent la sécurité des personnes, des installations, et la protection des écosystèmes dans l'exercice quotidien de leurs activités. Identifier, évaluer les risques, mettre en place des mesures préventives, diffuser les meilleures pratiques, prévoir des plans d'intervention : ces actions ne sont pas considérées comme relevant uniquement du domaine des spécialistes ou des équipes de sécurité en place dans les sièges ou sur les sites de production ; TOTALFINA considère en effet que la sécurité et le respect de l'environnement sont l'affaire de chacun de ses collaborateurs. La Charte Sécurité Environnement mise en place en 1992 a permis au Groupe de formaliser les principes et les actions en ce domaine, tant au plan de l'organisation qu'à celui de la conduite des activités.

Une maîtrise de la technologie au service des clients, de la qualité des produits et de la protection de l'environnement

Fabriquer et distribuer des produits de qualité requiert de l'industriel une approche globale. Il s'agit tout à la fois de satisfaire la demande des clients en énergie et en produits pétroliers, de maîtriser les conditions d'exploitation des hydrocarbures afin de gérer au mieux les ressources énergétiques de la planète, de rechercher la meilleure efficacité énergétique et de prendre en compte les préoccupations de sécurité, de santé et d'environnement. Des objectifs exigeants et parfois contradictoires qui requièrent un savoir-faire technique éprouvé et la maîtrise des technologies les plus avancées.

Améliorer la sécurité des transports maritimes

Pour manifester sa solidarité face aux conséquences du naufrage du pétrolier *Erika,* TOTALFINA a décidé de ne pas s'en tenir à une simple approche juridique et a pris des engagements importants pour participer au nettoyage des côtes, assurer les opérations de pompage de la cargaison de l'épave, éliminer les déchets et contribuer à la restauration de l'équilibre écologique des zones impactées.

Au-delà, TOTALFINA a décidé d'accentuer ses efforts et ses interventions pour l'amélioration de la sécurité des transports maritimes. Favorable à une réglementation mondiale ou européenne rigoureuse, le Groupe préconise des contrôles plus poussés de la flotte pétrolière, une plus grande transparence des sociétés de classification et une révision des règles applicables en matière d'indemnisation.

Dans l'immédiat, le Groupe a pris des mesures pour renforcer encore la sélection des tankers qu'il affrète :
- les navires de plus de 14 ans devront être classés dans la même société de classification depuis au moins deux ans. En cas de changement de classe depuis moins de deux ans, TOTALFINA pourra réduire cette restriction à condition que l'armateur mette à sa disposition pour examen, préalablement à l'affrètement, toute la documentation sur le dernier arrêt technique ainsi que les certificats concernant le programme renforcé d'inspection ;
- les navires de plus de 15 ans, et quel que soit leur tonnage, ne seront acceptés que s'ils peuvent justifier d'un arrêt technique en cale sèche dans les 30 mois précédant la date d'affrètement ;
- les navires de plus de 20 ans et de plus de 80 000 tonnes ne seront plus acceptés à l'affrètement ;

Quel que soit l'âge du navire, celui-ci devra avoir fait l'objet d'un rapport d'inspection positif daté de moins de 6 mois disponible dans la base de données SIRE.

TOTALFINA et les opérateurs pétroliers en France ont signé le 10 février dernier, en présence du ministre français des Transports, une Charte de la sécurité maritime des transports pétroliers qui porte sur 7 points : la structure et l'âge des navires ; la gestion et la propriété des navires ; les exigences sociales ; les pavillons ; les contrôles de sécurité ; les sociétés de classification ; les assurances et la responsabilité des opérateurs.

Amont : mieux rechercher et produire les hydrocarbures tout en limitant l'impact sur l'environnement naturel

Les gisements de pétrole ou de gaz sont très souvent situés dans des zones à environnement sensible : zones humides, deltas, mangroves, forêts tropicales, milieux marins, récifs coralliens, zones arctiques. Les compagnies opératrices sont amenées à intégrer de plus en plus les aspects environnementaux très en amont dans les projets d'exploration et de production, jouant, par l'ampleur et la qualité des moyens mis en œuvre, le rôle de gestionnaire des milieux naturels.

La volonté de respecter et de protéger l'environnement est présente à chaque étape de la vie d'un projet d'exploration et de production : études sismiques, forages d'exploration, développement et mise en production d'un champ, démantèlement des installations et restauration du site. Quatre outils sont principalement utilisés :

L'**Analyse de l'état initial** (Environmental Baseline Study – EBS) est réalisée en amont de chaque projet pour établir le point zéro de tous les paramètres environnementaux. C'est la comparaison des résultats de cette étude préliminaire qui permettra par la suite d'évaluer l'impact réel des opérations sur l'environnement.

L'**Étude d'impact** (Environmental Impact Assessment – EIA) permet d'identifier et de quantifier les impacts potentiels sur

4 **Forêt tropicale, Amérique latine.**

l'environnement engendrés par le projet. Des mesures et des solutions techniques sont alors définies permettant de réduire ou de supprimer cet impact.

Le **Plan de lutte contre les pollutions accidentelles par les hydrocarbures** (Oil Spill Contingency Plan – OSCP) prévoit les mesures d'urgence à mettre en œuvre au cours des opérations de forage et de production.

Le **Plan de management de l'environnement** (Environmental Management Plan – EMP), établi dès le démarrage de chaque projet, exploite les résultats des campagnes de suivi et des audits périodiques. Il fixe des objectifs d'amélioration et des programmes de mise en œuvre conformes aux obligations légales et en adéquation avec la politique de sécurité et environnementale de TOTALFINA.

Aval : contrôler les émissions polluantes et fabriquer des essences et des gazoles de qualité et respectueux de la sécurité, de la santé et de l'environnement

Les raffineries de TOTALFINA intègrent dès la conception les impacts potentiels sur les personnes (santé, sécurité et risque majeur) et sur l'environnement. Cette démarche axée sur la prévention est soutenue par la mise en place du Système de Management de la Sécurité (SMS) et de l'Environnement (SME). Les raffineries du Groupe en Europe ont obtenu le niveau d'excellence 8 du référentiel SIES (licence DNV) et six d'entre elles ont obtenu la certification ISO 14000. Des méthodologies originales ont par ailleurs été mises en place (réalisation d'études de danger, d'audits techniques, d'inspections des équipements en marche, de plans d'intervention en cas d'accident grave ou de pollution, à terre ou dans les appontements portuaires).

Ceci conduit à les équiper d'installations complexes visant à préserver la santé des salariés et des populations riveraines, à réduire la gravité des accidents potentiels, à minimiser les émissions de polluants dans l'atmosphère et les rejets aqueux, et à prévenir la contamination des sols.

Par ailleurs, des études approfondies sont conduites sur les sites anciens afin d'identifier les pollutions historiques et d'y porter remède conformément à la réglementation. Des approches voisines adaptées à la taille des installations ont également été mises en place dans la chaîne logistique et le réseau de distribution. On notera en particulier les protocoles de sécurité signés avec les transporteurs et la mise en place de conseillers au transport de matières dangereuses.

Dès le début des années quatre-vingt-dix, la suppression du plomb dans les essences a pu être réalisée grâce à la construction dans les raffineries d'unités nouvelles d'isomérisation et d'éthers d'hydrocarbure.

La fin de la décennie a été marquée par la baisse de la teneur en soufre dans les essences et les gazoles grâce à l'amélioration du fonctionnement des unités de désulfuration et aux progrès accomplis dans le domaine des catalyseurs.

Le Groupe poursuit par ailleurs des études concernant la contribution de ses activités à certaines émissions, et particulièrement celles de benzène, en analysant l'air ambiant dans l'environnement immédiat de ses raffineries et des stations-service.

En 1999, le Groupe a lancé un nouveau gazole, TOTAL Xéol. Destiné aux flottes urbaines, ce carburant, associé à un pot d'échappement équipé d'un filtre à particules, permet une réduction spectaculaire des émissions polluantes : baisse de plus de 30 % des émissions d'oxyde d'azote, de plus de 97 % des hydrocarbures imbrûlés et du monoxyde de carbone, et de plus de 94 % des particules.

Dans le développement de nouvelles gammes de spécialités pour répondre aux besoins des clients (fluides spéciaux, paraffines et bitumes), priorité est donnée au traitement de l'écotoxicité. Le département Fluides spéciaux a ainsi commercialisé en 1999 un nouveau fluide particulièrement adapté aux forages à grande profondeur en mer. L'EDC 99 DW (*deep water*) se distingue notamment par le respect de normes extrêmement strictes en termes d'environnement humain et aquatique. Il a été en particulier homologué au Nigeria, zone où de nombreuses opérations en offshore profond sont en cours ou doivent prochainement avoir lieu.

Chimie : réduire au minimum les émissions de COV, maîtriser les risques

La préservation de l'environnement, de la sécurité et de la santé fait partie intégrante des performances industrielles du secteur Chimie du Groupe, dans ses activités propres ainsi qu'au long des diverses phases du cycle de vie des produits.

Dans le cadre du développement durable, le secteur Chimie s'intéresse à l'impact global de ses activités, au travers des énergies, matériaux et processus utilisés, sur la santé et la sécurité de son personnel, de ses sous-traitants, voisins, clients, et, plus globalement, de la communauté et de l'environnement au sens large.

Pétrochimie : le Groupe ambitionne d'afficher les meilleures prestations de l'industrie et, pour atteindre cet objectif, développe une approche systématique de la maîtrise des risques en matière de sécurité, de santé et d'environnement.

La mise en application du système de management de la Sécurité et de l'Environnement SIES a un impact positif sur le nombre total d'accidents, en baisse de plus de 20 % par rapport à 1998. Une diminution régulière est également observée parmi les entreprises contractantes. SIES est appuyé par le développement d'un réseau d'auditeurs internes et par un programme d'audits externes réguliers.

La mise en application d'un logiciel pour la collecte des données d'émission des unités, plusieurs campagnes de détection d'émissions fugitives et la conclusion d'un important travail d'assainissement du sol constituent les faits marquants en matière de maîtrise de l'impact environnemental des activités pétrochimiques de TOTALFINA.

L'application concrète du principe de "Product Stewardship" s'est traduite pour chaque nouveau produit ou projet par la mise en œuvre d'une procédure d'évaluation des risques, partie intégrante du cahier des charges. Des fiches de sécurité et d'information sur chaque produit fabriqué ou utilisé sur site sont maintenant disponibles pour l'ensemble du personnel de la Pétrochimie sur son réseau intranet.

Dans le secteur des Revêtements, l'accent est mis sur la réduction voire la suppression des émissions de COV (composés organiques volatils).

La formulation et la mise en œuvre de résines, *gel coats*, peintures décoratives, adhésifs et colles privilégient le développement de nouveaux produits à teneur en solvants réduite. Parmi les technologies mises en œuvre, la photoréticulation, qui consiste à durcir sous rayonnement ultraviolet une formulation sans solvant, s'avère particulièrement prometteuse.

Dans les usines d'Hutchinson, leader européen de la transformation des élastomères, la protection de l'environnement s'inscrit en particulier dans une démarche proactive de certification selon la norme internationale ISO 14001. À la fin 1999, quatre sites sont certifiés : Saint-Brieuc (France), Madrid et Palamos (Espagne), Telford (Royaume-Uni). Quinze sites parmi les plus importants sont engagés dans cette démarche.

Une gestion des ressources humaines au cœur de la stratégie du Groupe

La gestion des ressources humaines est une composante essentielle de la stratégie mise en œuvre par TOTALFINA pour maintenir un rythme de croissance élevé de ses activités et améliorer sa rentabilité. Cette gestion vise à maintenir et à développer les compétences dont le Groupe a et aura besoin, par métier et par zone géographique. Elle cherche à anticiper les évolutions des technologies, des personnes et des groupes sociaux dans l'entreprise, tout en maîtrisant les coûts de personnel. Un accent particulier est mis sur la promotion des nationaux aux postes de responsabilité, à la régionalisation des compétences et à la formation individuelle. L'objectif est de permettre à chaque collaborateur de progresser dans sa carrière au sein du Groupe, tout en répondant aux besoins en effectifs des unités, à court et moyen terme.

L'adéquation entre les potentialités et les besoins est rendue possible par une culture d'entreprise fondée sur la compétence professionnelle, la capacité d'adaptation et d'intégration dans les pays où TOTALFINA intervient. Cette culture a permis, en 1999, un rapprochement efficace et rapide entre TOTAL et PetroFina, grâce au très bon esprit de collaboration et de solidarité entre les équipes des deux compagnies, partout dans le monde.

Performance et rémunération : l'esprit d'entreprise des équipes, paramètre clé de la compétitivité, repose sur un fort sentiment d'appartenance à un Groupe dont la pérennité est directement liée au développement de leurs activités. TOTALFINA considère que la performance, individuelle ou collective, au même titre que l'innovation, doit être encouragée et récompensée.

À cet effet, le Groupe a mis en place des systèmes d'incitation financière adaptés aux contextes et aux législations nationales pour reconnaître les performances commerciales, techniques ou financières réalisées par ses salariés. En particulier, pour un nombre important de cadres, les rémunérations comportent une partie fixe et une partie variable, fonction des résultats.

L'implication des collaborateurs est également renforcée par un intéressement direct de chacun d'entre eux à la marche de TOTALFINA, par le biais de l'actionnariat salarié, de plans d'épargne entreprise (PEE), de l'intéressement et de la participation aux résultats. Avant la création des nouveaux titres TOTALFINA revenant aux actionnaires d'ELF Aquitaine ayant répondu à l'Offre Publique d'Echange, l'actionnariat salarié de TOTALFINA correspondait à 2,4 % du capital de la compagnie.

L'intérêt des salariés pour ce type d'épargne est de plus en plus marqué, comme le montre le taux de participation à la 1re phase de l'augmentation de capital qui leur a été réservée, du 13 décembre 1999 au 13 janvier 2000. En France et en Belgique, 50 % d'entre eux ont en effet souscrit, soit 12 % de plus que lors de la dernière opération similaire en 1997. Ils ont souscrit 1 216 878 titres.

À l'étranger, des actionnaires salariés sont présents dans la plupart des pays d'Europe, aux États-Unis et dans une trentaine de pays répartis sur tous les continents.

Informations financières et légales
1999

Assemblée Générale du 25 mai 2000

L'action TOTALFINA 39

Actionnariat 44

Informations complémentaires

Organigramme des principales sociétés 50

Renseignements généraux sur la Société

Renseignements généraux sur la Société 51

Rémunération des organes d'Administration et de Direction 55

Membres du Conseil d'Administration 56

Rapport de gestion du Conseil d'Administration 57

Comptes consolidés

Rapport des Commissaires aux Comptes 62

Compte de résultat consolidé 63

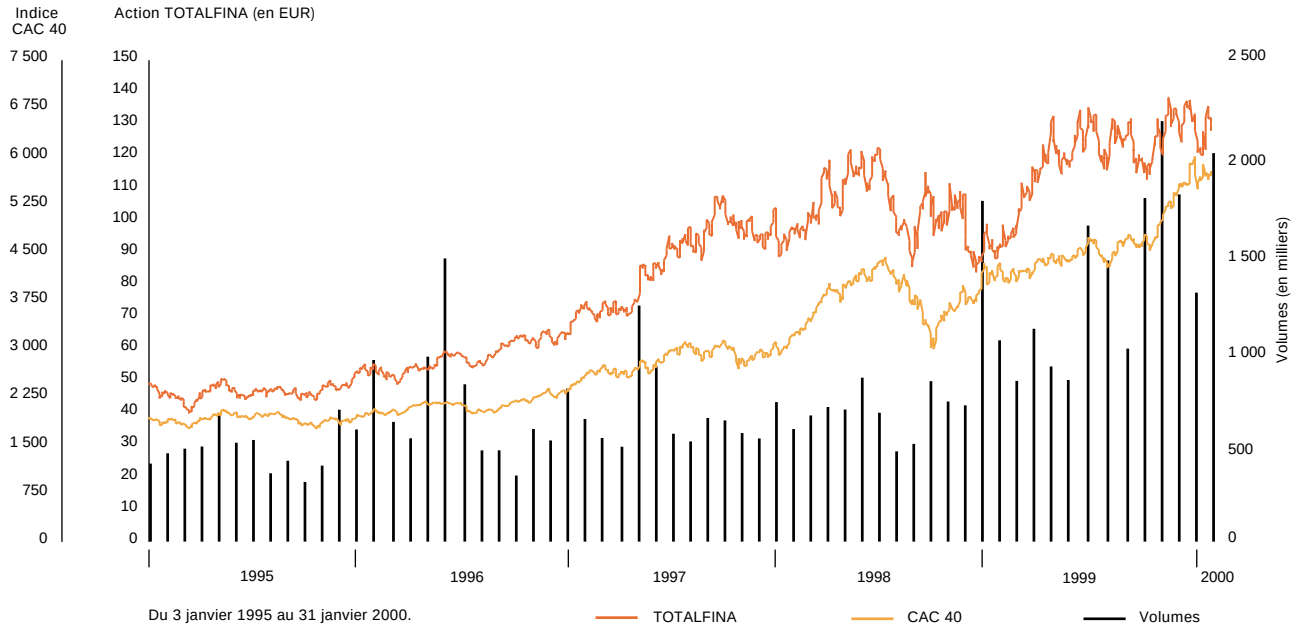
Bilan consolidé 64

Flux de trésorerie 66

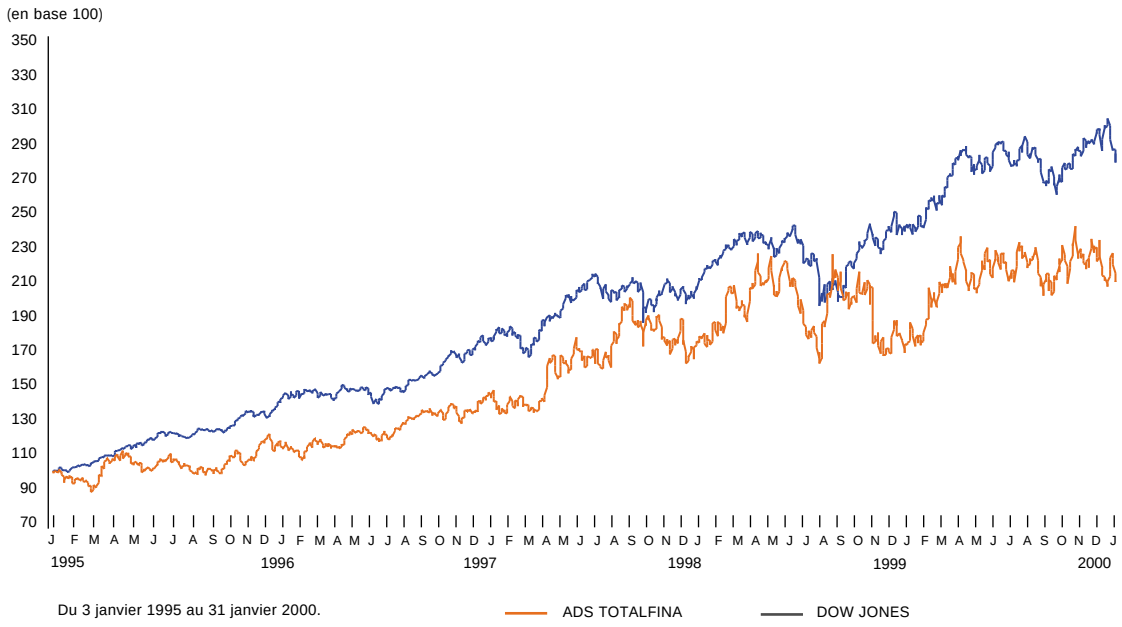
Variation des capitaux propres consolidés 67

L'action TOTALFINA

Cours de Bourse et volumes de l'action TOTALFINA



ADS TOTALFINA / DOW JONES



L'action TOTALFINA

		1999	1998	1997	1996
Capital social en fin d'année		**7 222 036 790 EUR**	12 239 381 900 F	12 216 658 800 F	12 106 279 400 F
Nombre d'actions (au 31 décembre)		**722 203 679**	244 787 638	244 333 176	242 125 588
Nombre d'actions dilué (au 31 décembre)		**732 290 300**	245 902 015	245 941 234	243 206 543
Cours de l'action	**EUR**	**FRF**	FRF	FRF	FRF
Plus haut	**141,00**	**924,9**	810,0	713,0	430,9
Plus bas	**85,95**	**563,8**	544,0	407,0	314,0
Dernier de l'année	**132,50**	**869,1**	566,0	655,0	422,0
Capitalisation boursière sur la base du dernier cours et du capital en fin d'année (en milliards)	**EUR** **95,7**	**FRF** **627,7**	FRF 138,5	FRF 160,0	FRF 102,2
Volume de transactions (moyenne par séance)					
Bourse de Paris		**1 317 580**	754 397	695 452	683 175
SEAQ International [a]		**1 559 303**	592 028	594 666	709 891
New York Stock Exchange [b] (nombre d'ADS)		**308 228**	230 624	208 024	206 031
Revenu global par action (FRF)		**15,41 + 7,71** [c]	13,12 + 6,56 [c]	13 + 6,5	10,5 + 5,25
Revenu global par action (EUR)		**2,35 + 1,175** [c]	2,0 + 1,0 [c]	1,98 + 0,99	1,33 + 0,66

(a) Pour rendre le volume des transactions sur le SEAQ International comparable au volume de transactions à Paris, il est usuel de diviser par deux le nombre de transactions enregistrées à Londres pour prendre en compte l'effet de l'intervention des market makers à Londres. Toutefois, les volumes présentés dans le tableau ci-dessus n'ont pas été divisés par deux.

(b) Deux ADS correspondent à une action TOTALFINA.

(c) La loi de finances 2000 prévoit un abaissement de l'avoir fiscal de 45 % à 40 % du dividende net pour certaines catégories d'actionnaires personnes morales et le maintien à 50 % pour les actionnaires personnes physiques. Le dividende et l'avoir fiscal sont calculés en EUR, mais seront versés en FRF si le compte de l'actionnaire est tenu en FRF ; la conversion en FRF et l'arrondi au centime près seront effectués sur le montant global versé, selon la réglementation en vigueur.

Évolution de l'action TOTALFINA sur les 18 derniers mois (à la Bourse de Paris)

	Plus haut (en séance)		Plus bas (en séance)		Volumes quotidiens
	FRF	EUR	FRF	EUR	moyens
Septembre 98	764,0	116,47	546,0	83,24	848 741
Octobre 98	711,0	108,39	603,0	91,93	726 549
Novembre 98	747,0	113,88	650,0	99,09	710 545
Décembre 98	651,0	99,24	544,0	82,93	1 761 740
Janvier 99	645,1	98,35	563,8	85,95	1 037 940
Février 99	642,8	98,00	585,0	89,20	827 204
Mars 99	771,4	117,60	613,3	93,50	1 097 981
Avril 99	850,1	129,60	723,5	110,30	902 470
Mai 99	874,4	133,30	734,7	112,00	832 031
Juin 99	877,0	133,70	751,7	114,60	1 633 521
Juillet 99	896,7	136,70	754,4	115,00	1 452 376
Août 99	859,3	131,00	751,1	114,50	994 939
Septembre 99	898,7	137,00	747,8	114,00	1 776 070
Octobre 99	859,3	131,00	733,4	111,80	2 175 556
Novembre 99	924,9	141,00	781,9	119,20	1 795 190
Décembre 99	923,6	140,80	810,8	123,60	1 285 671
Janvier 2000	901,9	137,50	777,3	118,50	2 009 561
Février 2000	976,1	148,80	823,2	125,50	1 577 221

PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement des coupons d'actions non prescrits est effectué sans frais au guichet des établissements suivants :

en France :

PARIBAS	3, rue d'Antin, 75002 Paris
BANQUE NATIONALE DE PARIS	16, boulevard des Italiens, 75009 Paris
CRÉDIT LYONNAIS	19, boulevard des Italiens, 75002 Paris
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	29, boulevard Haussmann, 75009 Paris
CRÉDIT AGRICOLE INDOSUEZ	9, quai du Président-Paul-Doumer, 92400 Courbevoie
CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE	103, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris
LAZARD FRÈRES ET CIE	121, boulevard Haussmann, 75008 Paris
BANQUE NSMD	3, avenue Hoche, 75008 Paris
CIC	4, rue Gaillon, 75002 Paris

en Belgique :

BANQUE BRUXELLES LAMBERT SA*	Avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles
FORTIS BANQUE SA*	Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles
KBC BANK NV*	Avenue du Port 2, 1080 Bruxelles

au Luxembourg :

BANQUE GÉNÉRALE DU LUXEMBOURG SA*	Avenue J.F. Kennedy 50, 2951 Luxembourg
CRÉDIT EUROPÉEN LUXEMBOURG SA*	Route d'Esch 52, 2965 Luxembourg
KREDIETBANK LUXEMBOURG*	Boulevard Royal 43, 2955 Luxembourg

au Royaume-Uni :

IRG	Borne House, 34 Beckenham Road, Beckenham Kent, BR3 4TU

aux Pays-Bas :

ABN-AMRO BANK NV*	Herengracht 595, Amsterdam, The Netherlands

aux États-Unis :

BANK OF NEW YORK	48 Wall Street, New York, NY 10286, USA

en Allemagne :

COMMERZBANK AG*	Kaiserplatz, 60261 Frankfurt, Germany
DRESDNER BANK AG*	Frankfurt am Main, Geschäftsbereich Corporate Finance, Germany

en Suisse :

CRÉDIT SUISSE*	Paradeplatz 8, 8001 Zürich, Switzerland
UBS SA*	Bahnhofstrasse 45, 8098 Zürich, Switzerland

**Établissements domiciles pour le paiement des coupons de Certificats Représentatifs d'Action.*

PAIEMENT DU DIVIDENDE SUR LES CERTIFICATS REPRÉSENTATIFS D'ACTION ("CR ACTION")

Dans le cadre de l'offre publique d'échange sur les actions PetroFina, TOTALFINA a émis des Certificats Représentatifs d'Action. Le CR Action est un mode de représentation des actions prévu par la loi française, émis par la SICOVAM, destiné à circuler exclusivement en dehors de France et ne pouvant pas être détenu par des résidents français. Le CR Action est émis soit sous forme matérielle, soit sous forme d'inscription en compte-titres, et présente les caractéristiques d'une valeur mobilière au porteur. Le CR Action est librement convertible entre la forme matérielle et l'inscription en compte. La Banque Bruxelles Lambert est la banque centralisatrice pour le paiement de tous les coupons détachés des CR Action TOTALFINA matériels en circulation.

STRIPS-VVPR TOTALFINA

Dans le cadre de l'offre publique d'échange sur les actions PetroFina, TOTALFINA a offert d'échanger 2 actions PetroFina contre 9 actions TOTALFINA à créer et 9 strips-VVPR TOTALFINA. Un strip-VVPR est une feuille de coupons dont un coupon donne droit, pour un particulier dont le domicile fiscal est en Belgique, à bénéficier de la réduction de 25 % à 15 % du précompte mobilier belge sur le dividende payé par TOTALFINA, s'il est présenté accompagné du coupon correspondant d'une action. Tout porteur d'actions PetroFina qui a apporté ses actions à l'offre avait la faculté de renoncer à son droit de recevoir des strips-VVPR TOTALFINA. Les strips-VVPR dont les porteurs d'actions PetroFina n'ont pas souhaité l'attribution ont été immédiatement annulés par TOTALFINA. Les strips-VVPR TOTALFINA sont négociables à la Bourse de Bruxelles mais n'ont pas de valeur significative. Les banques désignées comme agents payeurs en Belgique justifieront aux autorités fiscales belges la réduction de 25 % à 15 % du précompte mobilier pour le nombre de coupons strips-VVPR TOTALFINA remis à cet effet.

COUPONS

N° du coupon	Date de détachement	Date de prescription	Nature du coupon	Montant net FRF	Montant net EUR
Exercice 1994	06/06/95	06/06/2000	Dividende	8,00 [a]	1,22
Exercice 1995	10/06/96	10/06/2001	Dividende	8,70 [a]	1,33
Exercice 1996	03/06/97	03/06/2002	Dividende	10,50 [b]	1,60
Exercice 1997	27/05/98	27/05/2003	Dividende	13,00 [b]	1,98
Exercice 1998	19/07/99	19/07/2004	Dividende	13,11914 [b]	2,00
Exercice 1999		2005	Dividende	15,4149895 [c]	2,35

(a) Pour les dividendes versés au titre des exercices 1992 à 1995, l'actionnaire a bénéficié de l'option entre le paiement en numéraire et le paiement en actions.

(b) Les dividendes relatifs aux exercices 1996, 1997 et 1998 ont été versés en numéraire uniquement.

(c) Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 25 mai 2000 de verser un dividende de 2,35 EUR (soit 15,4149895 FRF) par action au titre de l'exercice 1999, sous forme numéraire uniquement. Le paiement du dividende sera effectué en juin 1999.

COTATION DE L'ACTION TOTALFINA

L'action TOTALFINA est cotée à la Bourse de Paris (premier marché au règlement mensuel), à la Bourse de Bruxelles (depuis le 1er mars 1999) et à la Bourse de Londres. Elle fait également l'objet d'échanges sur le SEAQ International. Depuis le 25 octobre 1991, les American Depositary Shares (deux ADS correspondent à une action TOTALFINA) sont cotées au New York Stock Exchange (NYSE).

Par ailleurs, les warrants US TOTALFINA émis en rémunération des warrants US PetroFina apportés à l'offre publique d'échange sont négociés quotidiennement au NYSE.

L'action TOTALFINA fait également l'objet d'options négociables de type court terme ou long terme échangées sur le MONEP à Paris ainsi que sur le Belgian Futures and Options Exchange (BELFOX) à Bruxelles. De même, depuis décembre 1992, des options sur les ADS TOTALFINA sont échangées sur le Chicago Board of Exchange (CBOE), le NYSE et l'American Stock Exchange (ASE).

TOTALFINA fait notamment partie de l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris et des indices européens Dow Jones Stoxx 50 et Euro Stoxx 50.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

■ Les actionnaires, les analystes financiers et les gérants de portefeuille pourront adresser leurs questions aux personnes en charge de la communication financière, à Paris au (33) (0) 1 47 44 24 63 et à New York au (1) (212) 969 28 10.

■ Les actionnaires inidividuels pourront adresser leurs questions au :
Service des Relations avec les actionnaires individuels : tél. : (33) (0) 1 47 44 59 86 – fax : (33) (0) 1 47 44 20 14.

■ La demande de documentation financière pourra être faite au (33) (0) 1 47 44 24 63 – fax : (33) (0) 1 47 44 73 66.

■ Toute autre question concernant le Groupe pourra être adressée par courrier à la Direction de la Communication, 2, place de la Coupole – La Défense 6 – 92078 Paris-La Défense Cedex.

■ Un numéro vert est mis à la disposition des actionnaires individuels : 0800 039 039.

Actionnariat

Rappel

Le 26 juin 1992, l'État d'une part, les AGF, le Crédit Lyonnais et le GAN d'autre part, avaient signé une convention d'actionnaires de la Société TOTAL pour une durée minimum de cinq ans. Par cette convention, l'État et les entreprises signataires définissaient les obligations (pour les entreprises signataires, incessibilité temporaire des titres concernés pour la durée du pacte ; par dérogation, cession possible des actions entre les entreprises signataires et leurs filiales détenues majoritairement ; l'État et les entreprises signataires étaient considérés agir de concert pour les dispositions du pacte) mises à la charge des entreprises signataires au titre de la détention et de la transmission des 18 529 437 actions TOTAL qu'elles détenaient. La répartition de ces actions parmi les trois entreprises signataires était, Crédit Lyonnais : 7 411 775 actions ; AGF : 7 411 775 actions ; GAN : 3 705 887 actions. Pour l'application de la convention, les entreprises signataires et l'État avaient déclaré agir de concert (avis SBF n° 92-2503 du 18 septembre 1992).

Le 18 juin 1996, un avenant à la convention du 26 juin 1992 avait modifié ces dispositions (avis SBF n° 96-2169 du 28 juin 1996). Le nombre d'actions couvertes avait été ramené à 11 millions, celles-ci étant réparties comme suit : AGF supporte des obligations sur 4 400 000 actions, Consortium de Réalisation* sur 4 400 000 actions et GAN sur 2 200 000 actions. Cet avenant a également avancé la date d'expiration du pacte au 23 mai 1997. À cette date, les signataires de la convention du 26 juin 1992 modifiée par l'avenant du 19 juin 1996 possédaient globalement 14 269 453 actions, soit 5,85 % du capital, représentant 16 450 105 droits de vote, soit 6,28 % des droits de vote totaux.

Le pacte est arrivé à échéance le 23 mai 1997. Du fait de l'échéance du pacte et de la fin d'action de concert en résultant, chacun des signataires a franchi en baisse le seuil des 5 % des droits de vote (avis CMF du 26 mai 1997, repris par l'avis SBF n° 97-1722 du 27 mai 1997).

Par ailleurs, le 28 février 1996, l'État français a cédé 9,5 millions d'actions TOTAL ramenant sa participation de 4,97 % à 0,90 % du capital de la Société.

Enfin, au cours du mois boursier d'avril 1998, l'État français a cédé 1 197 474 actions TOTAL. En avril 1998, il a également réalisé un échange obligatoire sur les 983 170 certificats pétroliers TOTAL restant en circulation (en taux d'échange d'une action TOTAL pour un certificat pétrolier). Depuis la fin de cette opération effective le 7 mai 1998, l'État ne possède plus, à la connaissance de la Société, aucune action TOTAL.

** Aux termes du protocole d'accord du 5 avril 1995 modifié entre l'État français et le Crédit Lyonnais, le Consortium de Réalisation assumait la totalité des droits et obligations afférents à la détention des titres TOTAL initialement détenus par le Crédit Lyonnais.*

Rapprochement avec PetroFina

Le 1er décembre 1998, TOTAL d'une part, et Electrafina, Investor, Tractebel, Electrabel et AG 1824 (les Apporteurs) d'autre part, ont signé une convention d'apport en nature par laquelle les Apporteurs ont apporté leurs actions PetroFina, sous conditions suspensives de l'approbation des autorités de la concurrence européennes et américaines et de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de TOTAL du 14 janvier 1999, conditions qui ont toutes été levées au premier semestre 1999. Les 9 614 190 actions PetroFina apportées ont été échangées contre 43 263 855 nouvelles actions TOTAL (2 actions PetroFina échangées contre 9 actions TOTAL).

TOTAL a lancé ensuite une offre publique d'échange sur l'intégralité des actions PetroFina non encore en sa possession, ouverte en Belgique et aux États Unis du 6 mai au 4 juin 1999, à la même parité que la convention d'apport, au cours de laquelle 12 516 106 actions ont été apportées, donnant lieu à la création de 56 322 477 actions TOTAL.

Durant la réouverture de l'offre du 11 juin au 2 juillet 1999 portant sur les actions PetroFina restant en circulation, 1 038 192 actions PetroFina ont été remises à l'échange, entraînant la création de 4 671 864 actions TOTAL (dont la dénomination est devenue TOTALFINA le 14 juin 1999).

Enfin, TOTALFINA a mené une nouvelle réouverture de l'offre du 30 juin au 28 juillet 1999 portant cette fois sur les actions PetroFina issues de l'exercice au 30 juin 1999 de warrants personnels PetroFina, au cours de laquelle 80 356 actions PetroFina ont été apportées en échange de 361 602 actions nouvelles TOTALFINA. TOTALFINA procédera, du 30 juin au 28 juillet 2000, à une réouverture de l'offre à destination des actions PetroFina résultant de l'exercice au 30 juin 2000 des warrants personnels PetroFina restant en circulation.

À l'issue de ces opérations, le taux de détention de TOTALFINA dans le capital de PetroFina s'élève à 98,76 %.

Rapprochement avec ELF Aquitaine

Le 13 septembre 1999, les Conseils d'Administration de TOTALFINA et d'ELF Aquitaine ont proposé à leurs actionnaires de rapprocher les deux entreprises de façon amicale au moyen d'une offre publique d'échange par laquelle les actionnaires d'ELF Aquitaine se sont vu proposer d'échanger 13 actions ELF Aquitaine contre 19 actions TOTALFINA. À l'issue de l'offre qui s'est déroulée du 23 septembre au 15 octobre 1999, TOTALFINA s'est porté acquéreur des 254 345 078 actions ELF Aquitaine présentées à l'offre et a remis en échange 371 735 114 actions nouvelles TOTALFINA.

ELF Aquitaine a déclaré avoir acheté au cours des mois boursiers de novembre et décembre 1999 respectivement 1 536 615 et 613 385 de ses propres actions (avis CMF du 6 décembre 1999 et du 24 janvier 2000), soit au total 2 150 000 actions ELF Aquitaine. ELF Aquitaine a par ailleurs déclaré avoir cédé 30 de ses propres actions en novembre et décembre 1999. Ainsi, au 31 décembre 1999, ELF Aquitaine détenait 10 635 767 de ses propres actions.

Compte tenu des actions autodétenues par ELF Aquitaine et des 20 actions ELF Aquitaine détenues par Sofax Banque, filiale à 100 % d'ELF Aquitaine, TOTALFINA détenait au 31 décembre 1999, directement et indirectement, 264 980 865 actions ELF Aquitaine, soit 95,55 % du capital (277 325 936 actions). À cette même date, TOTALFINA détenait 254 345 078 droits de vote dans ELF Aquitaine, soit 95,32 % des 266 825 532 droits de vote totaux.

En application des dispositions de l'article 356-3 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, il est précisé qu'aucun actionnaire connu ne détient, à la clôture de l'exercice 1999, 5 % ou plus des droits de vote de TOTALFINA.

ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Actionnariat au 31 décembre 1997, 1998 et 1999

Les principaux actionnaires de TOTALFINA au 31 décembre 1999, au 31 décembre 1998 et au 31 décembre 1997 sont rapportés dans le tableau ci-dessous. Leur participation a été établie sur la base de 722 203 679 actions correspondant à 716 507 034 droits de vote au 31 décembre 1999, sur la base de 244 787 638 actions correspondant à 261 089 757 droits de vote au 31 décembre 1998 et sur la base de 244 333 176 actions correspondant à 262 710 030 droits de vote au 31 décembre 1997.

	1999		1998		1997	
	% du capital	**% des droits de vote**	% du capital	% des droits de vote	% du capital	% des droits de vote
1. Principaux actionnaires représentés au Conseil d'Administration au 31.12.99						
- État français (pm)	**0,0**	**0,0**	0,0	0,0	0,9	1,7
- BNP-Paribas	**0,6**	**0,8**	0,0	0,0	0,0	0,0
- AGF	**0,3**	**0,4**	1,0	1,1	1,3	1,2
- Cogema	**1,9**	**3,8**	5,5	10,3	5,5	9,4
- Société Générale	**0,4**	**0,8**	1,8	2,5	2,5	3,1
- Électrafina [a]	**3,4**	**3,4**	0,0	0,0	0,0	0,0
- Investor [a]	**0,9**	**1,0**	0,0	0,0	0,0	0,0
- Tractebel [b]	**0,8**	**0,8**	0,0	0,0	0,0	0,0
- Électrabel [b]	**0,8**	**0,8**	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Salariés du Groupe	**2,9**	**3,7**	2,9	4,5	3,0	4,1
3. Autres actionnaires nominatifs (hors Groupe)	**2,9**	**3,0**	1,4	2,1	1,0	1,7
Total actionnaires stables	**14,9**	**18,4**	12,6	20,5	14,2	21,2
Détention intragroupe						
- TOTALFINA	**0,6**	**0,0**	1,8	0,0	0,7	0,0
- TOTAL Nucléaire	**0,1**	**0,0**	0,9	0,0	0,4	0,0
- Filiales d'ELF Aquitaine	**3,4**	**0,0**	0,0	0,0	0,0	0,0
Total détention intragroupe	**4,1**	**0,0**	2,7	0,0	1,1	0,0
Autres actionnaires au porteur	**81,0**	**81,6**	**84,7**	**79,5**	**84,7**	**78,8**
(dont porteurs d'ADS) [c]	**7,1**	**7,1**	**11,5**	**10,8**	**10,8**	**10,1**

(a) Groupe FRÈRE.
(b) Groupe SUEZ-LYONNAISE.
(c) American Depositary Shares cotés à la bourse de New York.

TOTALFINA a la faculté, d'après l'article 12 des statuts, de demander à la SICOVAM la liste nominative des détenteurs des titres au porteur de la Société*.

Outre l'obligation légale d'informer la Société de la détention de certaines fractions du capital, toute personne, physique ou morale, qui vient à détenir, directement ou indirectement, un pourcentage du capital, des droits de vote ou de titres donnant accès à terme au capital de la Société, égal ou supérieur à 1 %, ou à un multiple de ce pourcentage, est tenue d'informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant le nombre de titres détenus, dans le délai de quinze jours à compter du franchissement de chacun de ces seuils (article 12 des statuts).

À défaut d'avoir été déclarées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote dans les Assemblées d'actionnaires, dans les conditions prévues par la loi si, à l'occasion d'une Assemblée, le défaut de déclaration a été constaté et si un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble 3 % au moins du capital ou des droits de vote de la Société en font la demande lors de cette Assemblée.

Toute personne physique ou morale est également tenue d'informer la Société dans les formes et délais prévus ci-dessus pour le franchissement de seuil, lorsque sa participation directe ou indirecte devient inférieure à chacun des seuils mentionnés ci-dessus.

** Néanmoins, les actionnaires aux porteurs étrangers ne sont pas systématiquement identifiables par la SICOVAM ; leur capacité à être identifiés dépend notamment du lieu où se situe la banque dépositaire de leurs titres. De plus, il n'existe pas de processus d'identification des porteurs de CR Action (titres non dématérialisés).*

RELATIONS ENTRE TOTALFINA ET L'ÉTAT FRANÇAIS

Les relations entre TOTALFINA et l'État français étaient régies par les conventions du 17 mai 1924 et du 25 juin 1930. Ces conventions ont expiré le 14 mars 2000. L'Assemblée Générale Mixte (AGM) du 22 mars 2000 a pris acte de l'expiration de ces conventions et a décidé de modifier en conséquence tous les articles des statuts de la Société dans lesquels figuraient les dispositions statutaires relatives aux droits particuliers de l'État. De ce fait, il n'est notamment plus réservé à l'État le droit de nommer, par décret, un représentant au Conseil d'Administration.

Par ailleurs, l'autorisation du gouvernement français au rapprochement avec ELF Aquitaine, donnée à TOTALFINA par lettre du 16 juillet 1999, a été formulée dans le cadre de l'article 2-1 du décret n° 93-1298 du 13 décembre 1993, qui prévoit que cette autorisation devra être renouvelée si TOTALFINA " vient à agir en concert, subir un changement de contrôle ou si l'identité d'un ou des membres du concert doit faire l'objet d'un agrément préalable. Le changement de contrôle s'entend au sens de l'article 355-1 de la loi du 24 juillet 1966 ".

ACTIONS PROPRES DÉTENUES PAR LE GROUPE

Interventions sur les actions de la Société

Dans le cadre de l'article 217-2 de la loi du 24 juillet 1966, l'Assemblée Générale du 13 mai 1998 avait autorisé pour une période de dix-huit mois le Conseil d'Administration à procéder à des achats et ventes en Bourse des propres actions de la Société en vue d'en régulariser le marché dans les limites d'un prix maximal d'achat de 900 F par action et d'un prix minimal de vente de 400 F par action sans que le nombre d'actions à acquérir puisse dépasser 10 % du capital social.

À la suite du nouveau cadre législatif du rachat d'actions créé par la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'Assemblée Générale du 11 mai 1999 a donné pour une période de dix-huit mois l'autorisation au Conseil d'Administration de procéder à des achats et ventes en Bourse des propres actions de la Société dans le respect des objectifs et modalités du programme de rachat d'actions dont la note d'information a reçu le visa COB n° 99-437 en date du 21 avril 1999 (en application du règlement COB n° 98-02 du 6 septembre 1998). Cette autorisation a remplacé celle de l'AGM du 13 mai 1998. Les achats doivent notamment être opérés dans les limites d'un prix maximal d'achat de 150 EUR par action et d'un prix minimal de vente de 60 EUR par action sans que le nombre d'actions à acquérir puisse dépasser 10 % du capital social. Il sera proposé à l'AGM du 25 mai 2000 d'approuver une autorisation relative à l'intervention sur l'action TOTALFINA au travers d'un programme de rachat d'actions qui devra préalablement obtenir le visa de la COB, cette autorisation remplaçant celle de l'AGM du 11 mai 1999.

Au titre de l'autorisation du 13 mai 1998, 242 244 actions TOTALFINA ont été achetées au cours de l'année 1999, au prix moyen de 579,51 F (88,34 EUR). Aucune action n'a été achetée au titre de l'autorisation du 11 mai 1999. 15 000 actions TOTALFINA ont été cédées en 1999 consécutivement à l'exercice de 14 700 options d'achat au prix d'exercice de 615 F (93,76 EUR) par action, dans le cadre du plan d'attribution de 970 000 options d'achat décidé par le Conseil d'Administration du 17 mars 1998, et de 300 options d'achat au prix d'exercice de 113 EUR par action, dans le cadre du plan d'attribution de 1 500 000 options d'achat décidé par le Conseil d'Administration du 15 juin 1999. Compte tenu des 4 455 548 actions déjà détenues au 31 décembre 1998, la Société possédait, au 31 décembre 1999, 4 682 792 actions TOTALFINA.

Autres achats d'actions par les sociétés du Groupe

Une société du Groupe, TOTAL Nucléaire, contrôlée indirectement par la Société, détenait au 31 décembre 1999, 505 318 actions TOTALFINA.

Aux termes du protocole d'accord conclu le 12 septembre 1999 entre TOTALFINA et ELF Aquitaine, ELF Aquitaine s'est engagée au nom et pour le compte de ses filiales, Financière Valorgest, Sogapar, Fingestval et ELF Atochem North America, à apporter à l'offre publique d'échange menée par TOTALFINA respectivement les 3 798 000, 702 000, 12 315 760 et 72 000 actions ELF Aquitaine qu'elles détenaient à cette date. En conséquence, ces sociétés détenaient au 31 décembre 1999 respectivement 5 550 926, 1 026 000, 17 999 973 et 105 230 actions TOTALFINA, soit un total de 24 682 129 actions TOTALFINA.

Ainsi, au 31 décembre 1999, la Société détient directement ou par l'intermédiaire de sociétés de son Groupe 29 870 239 actions TOTALFINA.

AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AUX SALARIÉS

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 juin 1993 a autorisé le Conseil d'Administration à augmenter le capital d'un montant maximum égal à 5 % du capital, la souscription des actions à émettre sur cette autorisation étant exclusivement réservée aux salariés de la Société et des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées.

Le Conseil d'Administration du 18 octobre 1994 a décidé d'effectuer une première augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 5 millions d'actions au prix de 254 F par action, jouissance 1er janvier 1994. 2 003 229 actions ont été créées lors d'une première tranche de souscription en novembre 1994. 904 014 actions ont été créées lors d'une deuxième tranche de souscription ouverte en avril 1995.

Le Conseil d'Administration du 5 septembre 1995 a décidé de mettre en œuvre une deuxième augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 2 millions d'actions au prix de 245 F par action, jouissance 1er janvier 1995. 133 055 actions ont été créées lors d'une première tranche de souscription réservée aux salariés des filiales étrangères ouverte en novembre 1995. Une deuxième tranche de souscription réservée à certaines filiales étrangères, non couverte par les tranches précédentes, et à certaines sociétés françaises du Groupe a été ouverte en février 1996, donnant lieu à la création de 1 244 892 actions.

Le Conseil d'Administration du 11 décembre 1996 a décidé de mettre en œuvre une troisième augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 3 millions d'actions au prix de 331 F par action. La première phase de souscription réservée aux salariés des filiales françaises a été ouverte du 24 février 1997 au 7 mars 1997, permettant la souscription de 1 139 447 actions portant jouissance au 1er janvier 1996. La deuxième phase, dont la période de souscription s'est déroulée du 14 au 22 avril 1997, était ouverte aux salariés des pays autres que la France où le Groupe est implanté, pour lesquels les autorisations administratives locales ont été obtenues en temps utile. 469 073 actions portant jouissance au 1er janvier 1996 ont été souscrites à cette occasion. La troisième phase, dont la période de souscription s'est déroulée du 12 au 21 novembre 1997, était ouverte aux salariés des pays autres que la France où le Groupe est implanté, pour lesquels les autorisations administratives locales sont intervenues postérieurement à la date de détachement du coupon (3 juin 1997). 22 236 actions portant jouissance au 1er janvier 1997 ont été souscrites lors de cette phase.

Le total des actions souscrites lors de ces trois tranches d'augmentation de capital réservées aux salariés est de 5 915 946 actions représentant 2,4 % du capital de la société.

L'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 1998 a autorisé, pour une durée de cinq ans, le Conseil d'Administration à augmenter le capital d'un montant maximal égal à 3 % du capital social existant au moment de l'émission, la souscription des actions à émettre sur cette autorisation étant exclusivement réservée aux salariés adhérant à un plan d'épargne entreprise.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'Administration du 15 novembre 1999 a décidé de mettre en œuvre une première augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 3,5 millions d'actions portant jouissance 1er janvier 1999 au prix de 98 EUR par action. Une première tranche de souscription réservée aux salariés des sociétés du Groupe situées en France et en Belgique a été ouverte du 13 décembre 1999 au 13 janvier 2000. 1 216 908 actions ont été souscrites au cours de cette première phase. Deux autres tranches de souscription, ouvertes du 14 février au 2 mars 2000 et du 13 mars au 30 mars 2000, ont été réservées aux salariés des pays autres que la France et la Belgique où le Groupe est implanté, pour lesquels les autorisations administratives locales auront été obtenues en temps utile.

PLAN D'ÉPARGNE D'ENTREPRISE

Le Plan d'Épargne d'Entreprise donne aux salariés la faculté d'effectuer des versements volontaires auxquels la Société ajoute, dans certaines conditions, un abondement.

Les actions créées au titre de l'augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe sont déposées dans deux fonds intitulés "TOTAL Actions France 1", lequel a fusionné avec le fonds "TOTAL Actions 2" le 3 décembre 1999, et "TOTAL International", qui est issu de la fusion, le 14 décembre 1999, des fonds "TOTAL International 1", "TOTAL International 2", "TOTAL International 3" et "TOTAL International 4".

Par ailleurs, les fonds salariés d'ELF Aquitaine ont apporté leurs actions ELF Aquitaine à l'offre publique d'échange menée par TOTALFINA du 23 septembre au 15 octobre 1999. Ces fonds sont donc investis en actions TOTALFINA depuis le 28 octobre 1999.

Le nombre total d'actions TOTALFINA détenues au 31 décembre 1999 se décomposait par fonds de la façon suivante :

Actionnariat TOTAL	2 135 554
TOTAL Actions France 1	3 375 294
TOTAL International	554 917
Fonds des salariés américains	77 127
ELF Actions TOTALFINA France	11 333 086
ELF Actions TOTALFINA International	1 116 109
ELF 1992 Actions TOTALFINA International	53 790
ELF 2e Actions TOTALFINA International	20 277
Privatisation n° 1 Actions TOTALFINA France	1 084 095
Privatisation Étranger Actions TOTALFINA	497 255
Trust USA/Canada	517 299
Total des actions détenues par les fonds d'actionnariat salarié	20 764 803

Ainsi, les salariés du Groupe détenaient au 31 décembre 1999, par l'intermédiaire des fonds d'épargne d'entreprise de TOTALFINA et d'ELF Aquitaine, 20 764 803 actions TOTALFINA, soit 2,88 % du capital (1) de la Société à cette date.

Montant cumulé de l'abondement pour le Groupe au périmètre de TOTALFINA pour les cinq dernières années :

1995	72,4 MFRF
1996	90,2 MFRF
1997	96,3 MFRF
1998	101,5 MFRF
1999	105,2 MFRF

ACTIONS DÉTENUES PAR LES ORGANES D'ADMINISTRATION ET LES MANDATAIRES SOCIAUX

Au 31 décembre 1999 et sur la base du registre des actions détenues en nominatif, l'ensemble des membres (personnes physiques) du Conseil d'Administration et des principaux dirigeants du Groupe (comité directeur et trésorier) détenait moins de 0,5 % du capital social.

(1) Sur la base de la définition de l'actionnariat salarié au sens de l'article 157.2 de la loi n° 66-537 du 27 juillet 1996.

Organigramme des principales sociétés consolidées

TOTALFINA et ses filiales*

** Cet organigramme ne présente pas ELF Aquitaine et ses filiales, dont les résultats seront consolidés à compter de l'exercice 2000.*

Renseignements généraux sur la Société

IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Dénomination (1)

TOTAL FINA ELF SA

Siège social (2)

2, place de la Coupole
La Défense 6
92400 COURBEVOIE

Capital social

7 222 036 790 EUR
divisé en 722 203 679 actions au 31 décembre 1999.

Forme et nationalité

Société anonyme régie par la législation française.

Registre du Commerce et des Sociétés

542 051 180 RCS Nanterre

Statuts

Déposés chez Maîtres Gildas Le Gonidec de Kerhalic et Frédéric Lucet, notaires associés à Paris.

Code APE (NAF)

111Z

Durée (3)

Prorogée de 99 ans à compter du 22 mars 2000, soit une expiration au 22 mars 2099 sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Exercice social

Du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

Objet social résumé (4)

La Société a pour objet, directement et indirectement, en tous pays, la recherche et l'exploitation des gisements miniers et notamment d'hydrocarbures sous toutes leurs formes, l'industrie, le raffinage, la transformation et le commerce de ces matières ainsi que de leurs dérivés et sous-produits ainsi que toutes activités relatives à la production et la distribution de toutes formes d'énergie.

(1) En vertu de la dix-septième résolution de l'AGM du 11 mai 1999, la dénomination sociale "TOTAL" a été remplacée par "TOTAL FINA SA" le 14 juin 1999, soit à l'issue de l'Offre Publique d'Échange sur les actions PetroFina. L'AGM du 22 mars 2000 a décidé de changer la dénomination sociale "TOTAL FINA SA" en "TOTAL FINA ELF SA".

(2) L'AGM du 22 mars 2000 a décidé de transférer le siège social de la Société de la Tour TOTAL à Puteaux au 2, place de la Coupole à Courbevoie.

(3) L'AGM du 22 mars 2000 a décidé de proroger la durée de la Société, initialement fixée à 99 ans à compter du 28 mars 1924, pour une nouvelle période de 99 ans à compter du 22 mars 2000.

(4) Article 3 des statuts modifié par l'AGM du 22 mars 2000.

Lieux ou peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la Société

Au siège social de la Société.

Répartition statutaire des bénéfices

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que tous amortissements de l'actif social et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices nets.

Sur ces bénéfices, il est prélevé dans l'ordre suivant :

1) 5 % pour constituer le fonds de réserve légale jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social ; après quoi le prélèvement affecté à sa formation cesse d'être obligatoire sauf à reprendre son cours si la réserve légale descendait au-dessous du dixième dudit capital ;

2) La somme fixée par l'Assemblée Générale en vue de la constitution de réserves dont elle déterminera l'affectation ou l'emploi ;

3) Les sommes dont l'Assemblée Générale décide le report à nouveau.

Le surplus est versé aux actionnaires.

Les fonds de réserve pourront, en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Ordinaire ou convoquée Extraordinaire sur proposition du Conseil, être affectés, soit à des amortissements supplémentaires de l'actif social, soit au rachat et à l'annulation d'actions de la Société, soit encore à l'amortissement total des actions ou à leur amortissement partiel par tous moyens permis.

Assemblées générales

Les Assemblées d'Actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Quelques dispositions sont cependant spécifiques à TOTALFINA dont les suivantes :

Droit de vote double

À compter du 14 décembre 1994, un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives entièrement libérées et inscrites au nom d'un même actionnaire depuis deux ans au moins.

Délai d'immobilisation des titres

Les propriétaires d'actions au porteur ou inscrites sur un compte non tenu par la Société doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter aux Assemblées Générales, déposer un certificat établi par l'intermédiaire du teneur de leurs comptes constatant l'indisponibilité des titres jusqu'à la date de la réunion aux lieux indiqués par l'avis de convocation, cinq jours au moins avant l'époque fixée pour l'Assemblée.

Limitation du droit de vote

Aucun actionnaire ne peut exprimer par lui-même et par mandataire, au titre des droits de vote simple attachés aux actions qu'il détient et aux pouvoirs qui lui sont donnés, plus de 10 % du nombre total des droits de vote attachés aux actions de la Société. S'il dispose du droit de vote double, cette limite pourra être dépassée sans cependant excéder 20 %.

Ces limitations deviennent caduques dès lors qu'une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, vient à détenir directement ou indirectement au moins les deux tiers du nombre total des actions de la Société à la suite d'une procédure publique visant la totalité des actions de la Société.

Franchissements de seuil statutaires

Toute personne, physique ou morale, qui vient à détenir directement ou indirectement un pourcentage du capital, des droits de vote ou de titres donnant accès à terme au capital de la Société, égal ou supérieur à 1 % ou à un multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer TOTALFINA. Elle doit également informer TOTALFINA lorsque sa participation directe ou indirecte redevient inférieure à ces pourcentages.

Caractéristiques des actions

Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions, de valeur nominale de 10 EUR. (1)

Les actions sont au porteur ou nominatives.

Pour la souscription des actions lors de chaque augmentation de capital, les propriétaires des actions antérieurement émises auront un droit de préférence à souscrire en proportion des actions anciennes possédées par chacun d'eux.

Pour le porteur, une action donne droit dans les Assemblées Générales à une voix. Toutefois, à compter du 14 décembre 1994, un droit de vote double est attribué, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, à toutes les actions nominatives et entièrement libérées, inscrites au nom d'un même actionnaire depuis deux ans au moins, ainsi que, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Capital autorisé non émis au 31 décembre 1999

– Autorisation d'augmenter le capital par émission d'actions nouvelles avec ou sans droit préférentiel de souscription d'actions, y compris par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission sous forme d'attribution d'actions gratuites et/ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, pour un montant nominal maximal de 4 milliards d'euros et autorisation d'émettre des valeurs mobilières donnant accès, immédiat ou à terme, à une quotité du capital de la société pour un montant nominal maximal de 6 milliards d'euros (AGM du 11 mai 1999 – autorisation valable vingt-six mois). Compte tenu de l'augmentation de capital d'un montant nominal de 3 717 351 140 euros par émission de 371 735 114 actions nouvelles, jouissance 1er janvier 1999, à la suite de l'apport de 254 345 078 actions ELF Aquitaine à l'offre publique d'échange menée par TOTALFINA, le capital autorisé non émis par émission d'actions nouvelles, sous cette autorisation, était de 282 648 860 euros au 31 décembre 1999.

L'AGM du 22 mars 2000 a remplacé cette autorisation par une nouvelle autorisation permettant, pendant un délai de vingt-six mois, d'augmenter le capital pour un montant nominal maximal de 4 milliards d'euros et d'émettre des valeurs mobilières donnant accés, immédiat ou à terme, à une quotité du capital de la société pour un montant nominal maximal de 10 milliards d'euros.

– Autorisation de réaliser des augmentations de capital réservées aux salariés adhérents à un Plan d'Épargne d'Entreprise dans la limite d'un montant maximal égal à 3 % du capital social existant au moment de l'émission (AGM du 13 mai 1998 – autorisation valable cinq ans). Le Conseil d'Administration du 15 novembre 1999 a décidé de mettre en œuvre une première augmentation de capital sous cette autorisation dans la limite de 3,5 millions d'actions portant jouissance 1er janvier 1999 au prix de 98 EUR par action.

– Autorisation d'attribuer des options de souscription et d'achat d'actions réservées au personnel de TOTALFINA dans la limite d'un montant maximal de 2,5 % du capital social existant au moment de l'attribution (AGM du 4 juin 1996 et AGM du 21 mai 1997 – autorisations valables jusqu'au 4 juin 2001). 960 000 options de souscription d'actions TOTALFINA ont été attribuées par le Conseil d'Administration du 11 décembre 1996. 2 470 000 options d'achat d'actions TOTALFINA au total ont été attribuées par les Conseils d'Administration en date du 17 mars 1998 et du 15 juin 1999.

– Autorisation d'annuler les actions de la Société dans la limite de 10 % du capital par période de vingt-quatre mois. Cette autorisation, accordée par l'AGM du 11 mai 1999, est valable jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2003.

Capital potentiel

Les titres donnant accès à des actions TOTALFINA, par exercice ou remboursement, sont :

– les options de souscription d'actions TOTALFINA (cf. note 30 des comptes consolidés) ;

– les warrants US TOTALFINA qui ont été émis en rémunération des warrants US PetroFina apportés à l'offre publique d'échange menée par TOTALFINA aux États-Unis d'Amérique sur l'intégralité des actions et titres de capital de PetroFina. Chaque warrant US TOTALFINA donne droit à l'achat d'un ADS TOTALFINA au prix de 46,94 USD par ADS. Au 31 décembre 1999, 3 349 917 warrants US TOTALFINA restaient en circulation, donnant droit à la souscription de 3 349 917 ADS TOTALFINA, soit 1 674 958 actions TOTALFINA ;

(1) En vertu de l'autorisation qui lui a été conférée par l'AGM du 11 mai 1999, le Conseil d'Administration du 15 juin 1999 a décidé de convertir en euros le capital social, en augmentant la valeur nominale des actions de 50 FRF à 10 EUR (65,5957 FRF) par action.

– les actions PetroFina résultant de l'exercice des warrants personnels PetroFina au 30 juin 2000. Elles pourront être échangées du 30 juin 2000 au 28 juillet 2000 contre des actions TOTALFINA avec le même rapport d'échange que celui proposé pour l'ensemble des actions PetroFina dans le cadre des différentes offres qui ont couru en 1999. Deux warrants personnels PetroFina donnent droit à la souscription de deux actions PetroFina au prix de 12 500 BEF par action à la seule date du 30 juin 2000. Au-delà de cette date, les warrants personnels PetroFina qui n'auront pas été exercés perdront toute valeur. Au 31 décembre 1999, 30 302 warrants personnels PetroFina restaient en circulation, donnant droit, après souscription d'actions PetroFina et apport de celles-ci à l'échange proposé, à la souscription de 136 359 actions TOTALFINA ;

– les actions futures ELF Aquitaine des bénéficiaires d'options de souscription et d'achat d'actions ELF Aquitaine qui ne les ont pas exercées au dernier jour de l'Offre Publique d'Échange menée par TOTALFINA, lesquelles bénéficient d'une faculté d'échange contre des actions TOTALFINA (sur la base de la parité d'échange de l'Offre, soit 19 actions TOTALFINA pour 13 actions ELF Aquitaine) garantie par la Société dans la note d'information relative à l'Offre en surenchère du 22 septembre 1999. Au 31 décembre 1999, 4 643 670 actions futures ELF Aquitaine étaient susceptibles de bénéficier de cette faculté d'échange, donnant donc droit à la souscription de 6 786 902 actions TOTALFINA.

Intéressement et participation du personnel

Le 25 juin 1997, un accord a été signé pour les exercices 1997, 1998, 1999 et concerne les sociétés : TOTAL FINA SA, TOTAL Raffinage Distribution, TOTALGAZ, TOTAL Solvants et Yacco.

Les montants de la réserve spéciale de participation et de l'intéressement à répartir pour l'ensemble des sociétés signataires de l'accord de groupe s'établissent comme suit pour :

	Intéressement	Participation
1997	138,5 MF	9,2 MF
1998	69,7 MF	15,5 MF
1999	201 MF	10 MF

Politique d'information

Outre son rapport annuel, le Groupe diffuse régulièrement des informations sur ses activités à travers des publications périodiques ainsi que depuis le 8 janvier 1997 sur son site Internet http://www.totalfinaelf.com, ceci indépendamment des nouvelles d'importance significative qui font l'objet de communiqués de presse.

Par ailleurs, TOTALFINA sollicite, depuis 1989, l'enregistrement de son rapport annuel comme document de référence auprès de la COB.

Enfin, le Groupe organise régulièrement des réunions d'information, tant en France qu'à l'étranger, à destination des actionnaires, journalistes et analystes financiers.

Responsable de l'information financière

Paris :
Ladislas Paszkiewicz
2, place de la Coupole
La Défense 6
92400 Courbevoie
Tél. : (33) (0)1 47 44 24 63
Fax : (33) (0)1 47 44 73 66

New York :
Robert Hammond
TOTAL American Services
1585 Broadway Avenue
26th Floor
New York, NY 10036 - U.S.A.
Tél. : (00 1) 212 969 28 10
Fax : (00 1) 212 969 29 79

Rémunération des organes d'Administration et de Direction

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toute nature perçues des sociétés françaises et étrangères membres du Groupe par l'ensemble des principaux dirigeants du Groupe (les membres du Comité Directeur et le Trésorier) s'est élevé à 55,7 MF pour l'exercice 1999 (19 personnes) et à 35,9 MF pour l'exercice 1998 (16 personnes). En 1999, la partie variable a représenté 40 % du montant global. Les principaux dirigeants du Groupe ne bénéficient pas des jetons de présence qui leur sont alloués à raison des mandats sociaux détenus dans les sociétés du Groupe.

Les rémunérations allouées aux membres du Conseil d'Administration au titre des jetons de présence s'élèvent à 3 MF en 1999 (décision de l'AGM du 11 mai 1999) et 2 MF en 1998 (seize Administrateurs au 31 décembre 1999 et douze au 31 décembre 1998).

Les modalités de répartition du montant global de 3 MF des jetons de présence au titre de 1999 sont les suivantes :

- une partie fixe de 100 000 F par administrateur (*prorata temporis* en cas de changement en cours d'année) ;
- un montant de 150 000 F pour le Comité d'audit réparti en fonction des présences effectives ;
- le solde étant réparti entre les Administrateurs en fonction des présences effectives aux réunions du Conseil d'Administration.

La liste des principaux dirigeants du Groupe au 31 décembre 1999 est la suivante (dix-neuf personnes au 31 décembre 1999 et seize au 31 décembre 1998) :

Comité Directeur :

Thierry DESMAREST*
François CORNELIS*
Alain MADEC*
Robert CASTAIGNE*
Jean-Paul VETTIER*
Christophe de MARGERIE*
Jean-Pierre SEEUWS*
Michel BENEZIT
Wayne BRENCKEL
Claude BRICE
Axel de BROQUEVILLE
Alain CHAMPEAUX
Jean-Claude COMPANY
Jean-Jacques GUILBAUD
Ian HOWAT
Pierre-Marie de LEENER
Patrick RAMBAUD
Hugues WOESTELANDT

** Membre du Comité Exécutif.*

Trésorier :

Charles PARIS de BOLLARDIERE.

Options de souscription et d'achat d'actions TOTALFINA de l'ensemble des principaux dirigeants de l'entreprise (le Comité Directeur et le Trésorier)

	Plan 1993 Options de souscription	Plan 1994 Options de souscription	Plan 1995 Options de souscription	Plan 1996 Options de souscription	Plan 1998 Options de d'achat	Plan 1999 Options de d'achat	Total
PRIX D'EXERCICE	210 F	286 F	291 F	392 F	615 F	113 EUR	
Options attribuées	105 000	117 500	145 500	150 500	144 000		662 500
Options exerçables au 1er janvier 1999	14 500	92 000	140 500	150 500	144 000		541 500
Options attribuées durant l'exercice 1999	0	0	0	0	0	261 000	261 000
Options exercées durant l'exercice 1999	14 500	87 500	125 500	43 000	13 000	0	283 500
Options exerçables au 31 décembre 1999	0	4 500	15 000	107 500	131 000	261 000	519 000

NB : les modalités d'exercice de ces options sont expliquées à la note 30 des comptes consolidés.

Administration – Direction – Contrôle

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Thierry Desmarest
Président-Directeur Général
(nommé administrateur le 30/05/1995)
(renouvelé le 13/05/1998)
(nommé Président le 31/05/1995)
(renouvelé le 13/05/1998)

M. François-Xavier Ortoli
Président d'honneur
(nommé administrateur le 26/10/1984)
(renouvelé le 30/05/1994)

M. Jérôme Monod
Président du Conseil de Surveillance
de Suez Lyonnaise des Eaux
(nommé administrateur le 20/06/1986)
(renouvelé le 13/05/1998)

M. Michel François-Poncet
Président du Conseil de Surveillance de Paribas
(nommé administrateur le 26/06/1987)
(renouvelé le 02/06/1993)

M. Serge Tchuruk
Président-Directeur Général
d'Alcatel
(nommé administrateur le 08/11/1989)
(renouvelé le 31/05/1995)

M. Jean Syrota
Président d'honneur
de COGEMA
(nommé administrateur le 02/06/1993)

M. Antoine Jeancourt-Galignani
Président
des Assurances Générales de France
(nommé administrateur le 30/05/1994)

Lord Alexander of Weedon Q.C.
Ancien Président
du Groupe NatWest
(nommé administrateur le 04/06/1996)

M. Bertrand Jacquillat
Professeur des Universités
Co-Fondateur et Président-Directeur Général
d'Associés en Finance
(nommé administrateur le 04/06/1996)

M. Daniel Bouton
Président-Directeur Général
de la Société Générale
(nommé administrateur le 21/05/1997)

M. Bruno Ribeyron-Montmartin
Secrétaire Général de Total Outre-mer
(nommé administrateur le 21/05/1997)

M. Didier Houssin
Représentant de l'État français
Directeur des Matières premières et des Hydrocarbures
au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Secrétariat d'État à l'Industrie
(nommé par décret du 24/10/1997,
mandat expiré le 14 mars 2000)

M. Le Baron Albert Frère
Président du Conseil d'Administration
et Administrateur délégué du Groupe Bruxelles Lambert SA
(nommé administrateur le 14/01/1999)

L'Honorable Paul Desmarais
Président du Comité Exécutif de Power
Corporation du Canada
(nommé administrateur le 14/01/1999)

M. Thierry de Rudder
Administrateur délégué
Groupe Bruxelles Lambert SA
Electrafina
(nommé administrateur le 14/01/1999)

M. John J. Goossens
Président-Directeur Général
Belgacom
(nommé administrateur le 11/05/1999)

Tous les membres du Conseil d'administration sont domiciliés au Siège Social de TOTAL FINA S.A. – 24, cours Michelet – 92800 PUTEAUX

CONTRÔLE EXTERNE DE LA SOCIÉTÉ – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Titulaires

Cabinet KPMG Fiduciaire de France
1, cours Valmy, 92923 Paris-la-Défense
Date de nomination : 13/05/1998 pour 6 exercices
R. Amirkhanian

Barbier Frinault et Autres
41, rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex
Date de nomination : 21/05/1997 pour un exercice
Renouvelé le 13/05/1998 pour 6 exercices
P. Macioce

Suppléants

Cabinet Salustro Reydel
8, avenue Delcassé, 75378 Paris Cedex 08
Date de nomination : 20/06/1986
Renouvelé le 13/05/1998 pour 6 exercices

M. Alain Grosmann
c/o Barbier Frinault et Autres
41, rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex
Date de nomination : 21/05/1997 pour un exercice
Renouvelé le 13/05/1998 pour 6 exercices

COMITÉ DE NOMINATION ET DES RÉMUNÉRATIONS

Membres

M. Michel François-Poncet

M. Jérôme Monod

M. Serge Tchuruk

M. Thierry Desmarest *

* Sauf pour les questions le concernant personnellement.

Missions

Étudier et soumettre au Conseil d'Administration toutes propositions relatives au choix des nouveaux administrateurs et des dirigeants mandataires sociaux, à la rémunération de ces derniers et au plan d'options d'achat d'actions.

COMITÉ D'AUDIT

Membres

M. François-Xavier Ortoli

M. Thierry de Rudder

M. Jean Syrota

Missions

Donner au Conseil son avis sur la qualité des comptes et sur les procédures de contrôle interne du Groupe.

Rapport de gestion du Conseil d'Administration

PANORAMA DE L'EXERCICE POUR TOTALFINA

Le résultat net part du Groupe hors éléments non récurrents s'établit en 1999 à 1 742 millions d'euros, en hausse de 13,3 % par rapport au résultat net hors éléments non récurrents pro forma de 1998. Le résultat net part du Groupe s'établit à 1 520 millions d'euros [1].

Les trois secteurs d'activité du Groupe sont :

– l'Amont, qui regroupe l'exploration, la production d'hydrocarbures, le gaz, l'électricité et les autres énergies ;

– l'Aval, avec le raffinage, la distribution des produits pétroliers, les spécialités, le trading et shipping des bruts et produits ;

– la Chimie, qui regroupe la pétrochimie et la chimie de spécialités avec Hutchinson (élastomères) et les revêtements (résines, encres [2], peintures décoratives et adhésifs).

L'année 1999 a été marquée par un environnement contrasté : une forte hausse des prix du brut et des marges de raffinage et de pétrochimie déprimées. Le prix moyen du baril de Brent a augmenté de 42 % à 18,0 $/b en 1999 contre 12,7 $/b en 1998. Les marges de raffinage ont baissé de 43 % à 9,7 $/t en 1999 contre 16,9 $/t en 1998. Le dollar s'est apprécié de 4 % par rapport à l'euro en 1999, la parité moyenne euro/dollar s'établissant à 1,07 sur la période.

La croissance des activités, les efforts de productivité et les synergies dégagées par le rapprochement avec PetroFina ont eu un impact positif de 440 millions d'euros sur le résultat opérationnel des secteurs.

Croissance de l'Amont

Dans le secteur Amont, la production d'hydrocarbures a augmenté de 4 %, s'établissant à 1 108 000 barils équivalent pétrole par jour (bep/j) contre 1 063 000 bep/j en 1998 (pro forma) malgré l'impact négatif des cessions qui s'élève à 30 000 bep/j en 1999. En excluant l'impact des cessions, la production en 1999 progresse de 7 % par rapport à 1998 (pro forma). La production d'hydrocarbures liquides a progressé de 2 % en 1999 à 718 000 bep/j et la production de gaz a augmenté de 8 % à 2 112 millions de pieds cubes par jour.

La production d'hydrocarbures hors Moyen-Orient s'établit à 784 000 bep/j (+ 5,1 %) et la production au Moyen-Orient est en hausse de 2,2 % à 324 000 bep/j, malgré la baisse des quotas de production décidée par les pays de l'OPEP.

Les réserves continuent de croître en 1999 et s'élèvent à 6 256 millions de bep, contre 5 976 millions de bep en 1998 (pro forma), soit une hausse de 4,7 %. Elles représentent plus de 15 ans de production. Le taux de renouvellement des réserves des filiales consolidées a atteint 213 % sur la période 1997-1999 (pro forma) contre 193 % sur la période 1996-1998 (pro forma).

Les coûts de renouvellement des réserves consolidées ont baissé à environ 4 $/bep sur la période 1997-1999 (pro forma) contre 4,4 $/bep sur la période 1996-1998 (pro forma).

Au Moyen-Orient, l'année a été marquée par le démarrage en février 1999 du champ de Sirri E (60 %, TOTALFINA opérateur) en Iran, dont la production est montée en puissance tout au long de l'année pour atteindre 90 000 b/j en fin d'année.

Au Qatar, l'usine de liquéfaction de Qatargas (TOTALFINA 10 %) a atteint sa pleine capacité et a permis de satisfaire plusieurs contrats "spot" en plus des livraisons effectuées en application des contrats long terme signés avec 7 utilisateurs japonais.

En Oman, après la commercialisation de la capacité de production de l'usine Oman LNG (6,6 Mt/an, TOTALFINA 5,54 %), les installations de production de gaz à condensats ont été réceptionnées et le premier train de liquéfaction devrait être mis en service début 2000.

En Afrique, le champ de Kuito, première structure du Bloc 14 en Angola (TOTALFINA 20 %), est entré en production en décembre 1999 ; la production devrait atteindre 100 000 b/j courant 2000.

En Algérie, le projet de Tin Fouyé Tabankort (TOTALFINA 35 %) est entré en production en mars 1999, en avance sur le calendrier prévisionnel. La production a atteint sa pleine capacité depuis le quatrième trimestre, soit 724 millions de pieds cubes par jour de gaz.

En Amérique du Sud, TOTALFINA est présent dans le sud de la Bolivie sur quatre permis. En 1999, le Groupe a fait des découvertes majeures sur les permis XX Ouest (TOTALFINA 41 %), San Alberto (TOTALFINA 15 %) et San Antonio (TOTALFINA 15 %). Les gisements découverts laissent entrevoir la mise en évidence de l'un des champs de gaz les plus importants du Cône Sud.

(1) Éléments non récurrents du résultat net : amortissements exceptionnels en application de la norme n° 121 du FASB (– 157 M€), charges de restructuration liées au rapprochement avec PetroFina (– 147 M€), plan de préretraite interne (– 31 M€) et plus-values de cessions (+ 113 M€).

(2) Activité cédée à la société Sun Chemicals fin 1999.

En Europe, le nombre de permis non opérés en mer du Nord a été sensiblement augmenté par l'apport de PetroFina. La première phase (production de liquides) du projet Åasgard (TOTALFINA 7,65 %) en Norvège a démarré en mai 1999. La seconde phase d'Åasgard (production de gaz) démarrera fin 2000.

Au Royaume-Uni, la région d'Alwyn (TOTALFINA 33,3 %, opérateur) a été marquée par le démarrage de plusieurs projets visant à augmenter la récupération des hydrocarbures en place.

En Asie du Sud-Est, le champ de gaz de Peciko (TOTALFINA 50 %) en Indonésie a été mis en production, comme prévu, à la fin de 1999, à partir de deux plates-formes puits. Dans une première phase, le champ pourra fournir 800 millions de pieds cubes par jour grâce aux nouvelles installations de traitement de gaz situées sur le terminal de Senipah. Une troisième plate-forme offshore sera installée en 2001. Un huitième train a été mis en service à l'usine de liquéfaction de Bontang, la plus importante au monde avec une capacité totale de production qui dépasse désormais 21 millions de tonnes par an.

En Russie, la production du champ de Kharyaga (TOTALFINA 50 %), situé dans le territoire autonome des Nenets en zone arctique, a démarré en octobre et s'est établie à 10 000 b/j dans cette première phase de développement.

Enfin, aux États-Unis, suite au rapprochement de TOTAL et de PetroFina, une étude approfondie du potentiel de l'ensemble des permis a été menée en vue de définir une politique de rationalisation des actifs. Dans ce cadre, les actifs onshore du Texas ouest et du Nouveau-Mexique ont été cédés au premier semestre 1999.

L'activité d'exploration en offshore profond, dans le golfe du Mexique, a été marquée par les découvertes de Morgus (huile) et de Camden Hills (gaz), qui font actuellement l'objet d'évaluations complémentaires. TOTALFINA détient fin 1999 des intérêts sur 87 permis dans l'offshore du golfe du Mexique. Un nouveau programme d'exploration est prévu sur certains d'entre eux en 2000.

Baisse des résultats de l'Aval limitée par les actions propres à TOTALFINA

L'environnement dans lequel l'Aval a évolué en 1999 a été très fortement dégradé par rapport à 1998, notamment du fait de marges de raffinage déprimées. Toutefois, les efforts de productivité et de maîtrise des frais fixes poursuivis depuis plusieurs années, conjugués à la mise en œuvre des premières synergies générées par le rapprochement entre TOTAL et PetroFina, ont permis de limiter le recul du résultat opérationnel hors éléments non récurrents de l'Aval à 26,6 % par rapport aux bons résultats de 1998. Il s'est établi à 574 millions d'euros en 1999 contre 782 millions d'euros en 1998 (pro forma).

En 1999, la baisse du point mort des raffineries européennes s'est accélérée (11 $/tonne en 1999 contre 13 $/tonne en 1998) grâce aux progrès de valorisation du raffinage et à une gestion rigoureuse et coordonnée des raffineries. La recherche des meilleures pratiques de TOTAL et de PetroFina et la mise en place de "hubs" (1) de raffinage ont contribué à l'amélioration des performances et permis des économies d'investissements significatives.

Dans le domaine du marketing, TOTALFINA a mené avec succès le rapprochement des activités de TOTAL et de PetroFina dans l'ensemble des pays, avec notamment, pour chacun d'entre eux, le regroupement des sièges des filiales sur un seul site.

En 1999, particulièrement au second semestre, l'activité marketing a été pénalisée par l'augmentation continue des cotations des produits, difficile à répercuter sur les prix de vente.

En Afrique, TOTALFINA a poursuivi son développement avec de nouvelles implantations au Rwanda, en Guinée-Équatoriale et en Mauritanie. Par ailleurs, TOTALFINA est revenu à Madagascar dans l'aviation en 1999 et a démarré une activité commerciale sur la plate-forme aéroportuaire de Berbera au Somaliland.

Enfin, TOTALFINA continue à développer ses activités de spécialités dans les zones à fort potentiel de croissance, en particulier en Chine (GPL, lubrifiants), au Vietnam (réseau de distribution, GPL, lubrifiants), au Cambodge (réseau de distribution) et aux Philippines (réseau de distribution, GPL).

(1) gestion intégrée de raffineries voisines.

Poursuite de la croissance de la Chimie

En 1999, le secteur Chimie a vu son chiffre d'affaires progresser de 15,1 % à 8,77 milliards d'euros contre 7,62 milliards d'euros en 1998 (pro forma). La baisse du résultat opérationnel de 14,3 % à 604 millions d'euros contre 705 millions d'euros en 1998 (pro forma) s'explique par la forte diminution des marges pétrochimiques qui ont atteint un point bas en milieu d'année. La croissance tant interne qu'externe, ainsi que la progression d'ensemble de la Chimie de spécialités ont permis de limiter l'impact de la diminution des marges pétrochimiques.

La Pétrochimie de TOTALFINA, qui comprend les composés de base (oléfines, aromatiques) et les grands polymères (polyéthylène à haute densité, polypropylènes et polystyrènes), a poursuivi la modernisation de ses sites et la croissance de ses capacités de production. L'année a été marquée par le démarrage d'une unité d'aromatiques de taille mondiale à Anvers.

La Chimie de spécialités a maintenu une croissance soutenue de ses activités.

Hutchinson a continué de renforcer ses positions parmi les leaders mondiaux du caoutchouc industriel, notamment à travers quatre acquisitions dont la principale se situe aux États-Unis (Kingston Warren) et permet à Hutchinson de devenir un fournisseur mondial de référence auprès des constructeurs automobiles américains dans le domaine de l'étanchéité de carrosserie.

Dans les peintures, Kalon a pris le contrôle de la société Polifarb en Pologne, sur un marché en forte croissance. Puis, afin de mener à bien la fusion entre Kalon et Sigma (activité peinture issue de PetroFina), TOTALFINA a procédé au rachat des minoritaires de Kalon en mai 1999. Dans les peintures décoratives, le Groupe se place désormais au deuxième rang européen.

Les résines poursuivent leur forte croissance, notamment par croissance externe.

Enfin, dans le domaine des encres, TOTALFINA a pris en 1999 la décision de céder cette activité à la société Sun Chemicals. La cession définitive a eu lieu à la fin de l'année 1999.

RAPPROCHEMENT AVEC PETROFINA

Le 1er décembre 1998, TOTAL a annoncé son projet de rapprochement avec PetroFina pour créer TOTALFINA, la cinquième compagnie pétrolière mondiale, la troisième européenne.

Le 14 janvier 1999, l'Assemblée Générale Mixte de TOTAL a approuvé l'opération de rapprochement qui s'est tout d'abord traduite par l'apport à TOTAL des actions PetroFina détenues par Electrafina, Fibelpar, Tractebel, Electrabel et AG 1824, représentant une participation de 41 % du capital de PetroFina. La parité retenue pour l'apport était de 9 actions TOTAL (jouissance au 1er janvier 1998) pour 2 actions PetroFina. Cette opération devait être suivie d'une offre publique d'échange sur le solde des actions PetroFina détenues dans le public.

Suite à l'accord de la Commission européenne sur le rapprochement, intervenu le 26 mars 1999, TOTAL a lancé une offre publique d'échange sur les actions PetroFina pour une période allant du 6 mai au 4 juin 1999 dans les mêmes conditions que le précédent apport. À l'issue de l'OPE, TOTAL détenait 94,3 % de PetroFina. Le franchissement du seuil de détention de 90 % a entraîné la réouverture de l'OPE pour une période de 15 jours ouvrables aux mêmes conditions que l'offre initiale.

TOTAL, devenu depuis TOTALFINA, a annoncé le 9 juillet détenir 98,8 % des titres de PetroFina.

La nouvelle organisation mise en place tout au long du second semestre 1999 a déjà permis de dégager 100 millions d'euros de synergies sur l'année.

SITUATION FINANCIÈRE

Les principaux éléments des comptes consolidés du Groupe sont résumés dans le tableau suivant. Les éléments concernant 1998 et 1997 sont pro forma :

(en millions d'euros)	**1999**	1998	1997
Chiffre d'affaires	**42 178**	34 981	41 329
Résultat opérationnel des secteurs d'activité [1]	**3 144**	2 629	3 271
Résultat net part du Groupe [1]	**1 742**	1 538	1 713
Bénéfice net par action [1] (euros) sur la base d'un capital dilué	**4,96**	4,37	4,91
Marge brute d'autofinancement	**4 316**	4 023	3 975

(1) hors éléments non récurrents.

Le chiffre d'affaires hors Groupe s'établit à 42 178 millions d'euros, en hausse de 20,6 % par rapport à 1998 (pro forma).

Le résultat opérationnel des secteurs d'activité hors éléments non récurrents s'élève à 3 144 millions d'euros, en progression de 19,6 % par rapport à 1998 (pro forma).

Le résultat net part du Groupe s'établit à 1 520 millions d'euros, en progression de 17,4 % par rapport à 1998 (pro forma). Hors éléments non récurrents, il est de 1 742 millions d'euros, en hausse de 13,3 % par rapport à 1998 (pro forma).

Le bénéfice net par action hors éléments non récurrents, calculé sur la base d'un capital dilué moyen (hors augmentation de capital relative à l'offre publique d'échange sur ELF Aquitaine) de 351,5 millions d'actions, s'élève à 4,96 euros, en hausse de 13,5 % par rapport à 1998 (pro forma).

La marge brute d'autofinancement s'élève à 4 316 millions d'euros contre 4 023 millions d'euros (pro forma) en 1998.

Les paramètres d'environnement ont eu un impact positif cumulé de 300 millions d'euros mais l'effet retard dans l'évolution des prix du gaz et des produits pétroliers a eu un impact négatif cumulé de 230 millions d'euros. La croissance des activités, les efforts de productivité et les synergies dégagées par le rapprochement avec PetroFina ont eu un impact positif de 440 millions d'euros.
Les éléments non récurrents pèsent :

– sur le résultat opérationnel à hauteur de 240 millions d'euros et correspondent à l'application de la norme FAS 121 (amortissements exceptionnels) ;

– sur le résultat net à hauteur de 222 millions d'euros et correspondent à l'application de la norme FAS 121, des charges de restructuration liées au rapprochement avec PetroFina, d'un plan de préretraite interne et des plus-values de cessions.

Résultat opérationnel des secteurs hors éléments non récurrents

(en millions d'euros)	**1999**	1998 pro forma	Variation en %
Amont	**1 966**	1 142	+ 72,2 %
Aval	**574**	782	– 26,6 %
Chimie	**604**	705	– 14,3 %
Résultat opérationnel des secteurs	**3 144**	2 629	+ 19,6 %

Investissements 1999

En 1999, les investissements bruts des secteurs ont été maintenus à un niveau élevé à 4 627 millions d'euros contre 4 453 millions d'euros en 1998 (pro forma), soit une hausse de 4 %.

• Le niveau d'investissement du secteur Amont est pratiquement stable à 2 708 millions d'euros contre 2 775 millions d'euros en 1998 (pro forma).

• Les investissements de l'Aval sont en baisse de 6 % à 837 millions d'euros contre 895 millions d'euros en 1998 (pro forma).

• Les investissements du secteur Chimie s'élèvent à 1 082 millions d'euros contre 783 millions d'euros en 1998 (pro forma), soit une hausse de 38 %.

En 1999, les désinvestissements calculés au prix de cession ont représenté 1 259 millions d'euros.

Naufrage de l'*Erika*

Le pétrolier *Erika*, propriété d'armateurs italiens, affrété par TOTAL TRANSPORT CORPORATION, filiale de TOTALFINA, pour transporter une cargaison de fuel lourd de Dunkerque à Livourne, a fait naufrage au large des côtes bretonnes, le 12 décembre 1999, déclenchant une pollution en mer et à terre.

TOTALFINA a tout d'abord mobilisé une cellule de crise qui a ensuite été relayée par une structure particulière nommée Mission Littoral Atlantique, composée d'environ 50 personnes à plein temps avec pour objet de travailler en relation avec les pouvoirs publics pour réduire les effets de la pollution, récupérer la cargaison de l'*Erika* et contribuer au rétablissement de l'équilibre écologique des milieux impactés.

Dans ce cadre, TOTALFINA a pris les engagements suivants :

– mise en place d'un fonds d'urgence de 50 millions de francs pour le nettoyage des côtes ;

– protocole d'accord conclu avec l'État le 26 janvier 2000 ayant pour objet le traitement de l'épave de l'*Erika* afin de supprimer tous risques de pollution par la cargaison restée dans l'épave (montant estimé du financement : 400 millions de francs) ;

– prise en charge des frais de stockage et d'élimination des déchets (financement estimé : 200 millions de francs) ;

– création d'une fondation de la mer ayant pour objet la restauration des équilibres écologiques (budget : 50 millions de francs sur 5 ans) ;

– décision d'allouer une subvention de 30 millions de francs au ministère du Tourisme destinée à financer une campagne promotionnelle nationale et internationale au profit des régions concernées : Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes.

Par ailleurs, TOTALFINA a accepté que les dépenses correspondant à ces engagements ne soient prises en charge sur le fonds d'indemnisation du FIPOL (1,2 milliard de francs) qu'après traitement des autres demandes d'indemnisation au titre de ce sinistre.

Comptes de TOTAL FINA SA et proposition de dividende

Le bénéfice de TOTALFINA société mère s'établit à 916 millions d'euros en 1999 contre 573 millions d'euros en 1998. Le Conseil d'Administration de TOTALFINA, après avoir arrêté les comptes, a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires du 25 mai 2000 la distribution d'un dividende de 2,35 euros par action, en progression de 17,5 % par rapport au dividende de l'année précédente, auquel s'ajoutera l'avoir fiscal selon les conditions en vigueur. Le dividende sera payé en espèces en juin 2000.

Rapprochement avec ELF Aquitaine et perspectives d'avenir

TOTALFINA a lancé le 5 juillet 1999 une offre publique d'échange des actions ELF Aquitaine pour des actions TOTALFINA à émettre à raison de 4 actions TOTALFINA pour 3 actions ELF Aquitaine, offre qui a été présentée par le Crédit Suisse-First Boston et Paribas et déclarée recevable par le Conseil des Marchés Financiers par un avis du 9 juillet 1999.

Cette offre publique d'échange a entraîné une contre-offre d'ELF Aquitaine sous la forme d'une offre publique d'échange avec soulte des actions TOTALFINA pour des actions ELF Aquitaine à raison de 3 actions ELF Aquitaine plus une soulte de 190 euros pour 5 actions TOTALFINA.

Après diverses procédures, les deux sociétés sont parvenues à la mi-septembre à un accord. L'offre d'ELF Aquitaine a été retirée et l'offre de TOTALFINA a été améliorée, le rapport d'échange ayant été porté à 19 actions TOTALFINA pour 13 actions ELF Aquitaine.

À l'issue de l'Offre Publique d'Échange, qui s'est achevée le 15 octobre 1999, TOTALFINA détenait 94,93 % du capital d'ELF Aquitaine. Afin de rémunérer l'apport des actions ELF Aquitaine, il a ensuite été procédé à la création de 371 735 114 actions nouvelles de TOTALFINA.

La Commission européenne a approuvé le rapprochement des deux Groupes le 9 février 2000.

L'opération de rapprochement place le nouveau Groupe à la quatrième place des compagnies pétrolières internationales.

La complémentarité exceptionnelle de TOTALFINA et d'ELF Aquitaine permettra de dégager d'importantes synergies.

L'année 2000 sera consacrée à la mise en place des nouvelles structures du Groupe, à l'intégration des équipes et à la mise en place des synergies.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 1999

Mesdames, Messieurs les actionnaires de la société TOTAL FINA ELF SA,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société TOTAL FINA ELF SA, établis en euros, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1999, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-dessous.

Nous certifions que les comptes consolidés, établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession applicables en France, à la vérification des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 29 mars 2000

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit

Fiduciaire de France

René Amirkhanian

Barbier Frinault et Autres

Membre d'Arthur Andersen

Pascal Macioce

Compte de résultat consolidé

TOTALFINA

(en millions d'euros excepté pour le résultat net par action donné en euros)

EXERCICE [1]	**1999**	1998	1997
Chiffre d'affaires (Notes 19 et 20)	**42 178**	24 333	29 131
Charges d'exploitation	**(37 139)**	(21 643)	(25 985)
Amortissements des immobilisations corporelles	**(2 235)**	(1 201)	(1 153)
Résultat opérationnel (note 19)			
Holding	**(99)**	(77)	(84)
Secteurs d'activité	**2 903**	1 566	2 077
Total résultat opérationnel	**2 804**	1 489	1 993
Frais financiers nets (Note 21)	**(378)**	(151)	(113)
Dividendes reçus des participations non consolidées	**76**	50	91
Rémunération des actions privilégiées des filiales consolidées (note 14)	**(15)**	(9)	(9)
Autres charges et produits (Note 22)	**147**	(33)	11
Éléments exceptionnels, nets (Note 23)	**(177)**	–	–
Impôt sur les sociétés (Note 24)	**(843)**	(366)	(622)
Résultat des sociétés mises en équivalence (Note 6)	**61**	57	(9)
Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition	**1 675**	1 037	1 342
Amortissement des écarts d'acquisition	**(110)**	(105)	(131)
Résultat de l'ensemble consolidé	**1 565**	932	1 211
dont part des minoritaires	**45**	46	51
Résultat net	**1 520**	886	1 160
RÉSULTAT NET PAR ACTION (NOTE 1-R)	**4,32** [2]	3,61	4,73

(1) Le compte de résultat de l'exercice 1999 n'intègre pas les comptes d'ELF. Le résultat estimé de l'ensemble consolidé d'ELF pour les mois de novembre et décembre 1999 est de 431 millions d'euros et la part du résultat revenant au Groupe TOTALFINA de 411 millions d'euros.
Le compte de résultat des exercices 1998 et 1997 correspond au Groupe TOTAL seul.
(2) Les actions émises lors de l'offre publique d'échange des actions ELF n'ont pas été retenues pour la détermination du résultat net par action.

Bilan consolidé

TOTALFINA

(en millions d'euros)

31 DÉCEMBRE	1999[1]	1998	1997
ACTIF			
Actif long terme			
Immobilisations incorporelles (Note 4)	**5 755**	2 604	2 491
Moins : amortissements et provisions (Note 4)	**(2 643)**	(1 143)	(1 062)
Immobilisations incorporelles, valeur nette (Note 4)	**3 112**	1 461	1 429
Immobilisations corporelles (Note 5)	**86 990**	20 149	19 441
Moins : amortissements et provisions (Note 5)	**(51 193)**	(10 181)	(10 081)
Immobilisations corporelles, valeur nette (Note 5)	**35 797**	9 968	9 360
Sociétés mises en équivalence : titres et prêts (Note 6)	**7 482**	1 410	1 294
Autres titres de participation (Note 7)	**1 866**	797	886
Autres actifs long terme (Note 8)	**3 101**	715	837
Total actif long terme	**51 358**	14 351	13 806
Actif circulant			
Valeurs d'exploitation (Note 9)	**7 863**	1 863	2 218
Clients et comptes rattachés (Note 10)	**13 330**	3 122	3 563
Autres créances (Note 11)	**3 853**	1 682	1 342
Valeurs mobilières de placement (Note 12)	**637**	625	270
Disponibilités et dépôts à court terme	**3 941**	1 522	1 929
Total actif circulant	**29 624**	8 814	9 322
TOTAL ACTIF	**80 982**	23 165	23 128

(1) Le bilan consolidé au 31 décembre 1999 intègre ELF ; les bilans consolidés au 31 décembre 1998 et 1997 correspondent au Groupe TOTAL seul.

(en millions d'euros)

31 DÉCEMBRE	**1999**[1]	1998	1997
PASSIF			
Capitaux propres (Note 13)			
Capital	**6 975**	1 866	1 862
Primes et réserves consolidées	**20 375**	8 715	8 295
Écarts de réévaluation	**49**	71	70
Écarts de conversion	**270**	(306)	(69)
Total des capitaux propres	**27 669**	10 346	10 158
Actions privilégiées émises par les filiales consolidées (Note 14)	**597**	214	228
Intérêts minoritaires	**1 481**	240	245
Provisions pour risques et charges :			
Provision pour régulation des cours	**1 728**	–	146
Provisions pour impôts différés (Note 24)	**4 675**	770	797
Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires (Note 15)	**3 649**	507	490
Autres provisions pour risques et charges (Note 16)	**4 475**	847	804
Total provisions pour risques et charges	**14 527**	2 124	2 237
Dettes à long terme :			
Emprunts et dettes financières (Note 17)	**10 172**	3 647	3 315
Dépôts et cautionnements	**340**	150	143
Total dettes à long terme	**10 512**	3 797	3 458
Dettes à court terme :			
Fournisseurs et comptes rattachés	**9 400**	2 348	2 794
Autres créditeurs et dettes diverses (Note 18)	**8 335**	2 916	2 683
Part à moins d'un an des emprunts à long terme	**1 511**	209	277
Dettes financières à court terme (Note 17)	**5 443**	570	690
Concours bancaires courants	**1 507**	401	358
Total dettes à court terme	**26 196**	6 444	6 802
TOTAL PASSIF	**80 982**	23 165	23 128

(1) Le bilan consolidé au 31 décembre 1999 intègre ELF ; les bilans consolidés au 31 décembre 1998 et 1997 correspondent au Groupe TOTAL seul.

Tableau des flux de trésorerie (Note 32)

TOTALFINA

(en millions d'euros)

EXERCICE [2]	1999	1998	1997
Flux de trésorerie d'exploitation			
Résultat de l'ensemble consolidé	**1 565**	932	1 211
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	**2 476**	1 390	1 383
Autres provisions long terme et impôts différés	**109**	104	(259) [1]
Exploration passée en charges	**166**	172	217
Marge brute d'autofinancement	**4 316**	2 598	2 552 [1]
Variation de la provision pour régulation des cours	**1 131**	(142)	(154)
(Plus) Moins-value sur cessions d'actifs	**(110)**	(117)	(124)
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	**8**	(24)	17
Diminution (Augmentation) du besoin en fonds de roulement (Note 32)	**(1 960)**	229	128
Autres, nets	**10**	(16)	3
Flux de trésorerie d'exploitation	**3 395**	2 528	2 422
Flux de trésorerie d'investissement			
Investissements corporels et incorporels	**(3 726)**	(2 585)	(2 477)
Dépenses d'exploration directement enregistrées en charges	**(158)**	(165)	(180)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	**(530)**	(109)	(52)
Coût d'acquisition de titres	**(195)**	(206)	(433)
Augmentation des prêts long terme	**(341)**	(185)	(312)
Investissements	**(4 950)**	(3 250)	(3 454)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	**383**	136	168
Produits de cession de titres consolidés, net de la trésorerie cédée	**457**	141	202
Produits de cession d'autres titres	**243**	255	67
Remboursement de prêts long terme	**176**	100	108
Désinvestissements	**1 259**	632	545
Diminution (Augmentation) des valeurs mobilières de placement	**249**	(356)	(116)
Flux de trésorerie d'investissement	**(3 442)**	(2 974)	(3 025)
Flux de trésorerie de financement			
Variations de capital et autres fonds propres :			
Actionnaires de la société mère	**46**	17	76
Actionnaires minoritaires	**25**	–	3
Autres fonds propres	**235**	–	–
Dividendes payés en numéraire :			
Aux actionnaires de la société mère	**(687)**	(479)	(389)
Aux actionnaires minoritaires	**(301)** [3]	(23)	(29)
Émission d'emprunts, nets des remboursements anticipés (Note 32)	**1 079**	755	658
Variation des dettes financières à court terme	**435**	(307)	(2 545)
Autres, nets	**(15)**	(9)	(9)
Flux de trésorerie de financement	**817**	(46)	(2 235)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	**770**	(492)	(2 838)
Incidence des variations de change et de périmètre	**(281)**	85	(111)
Trésorerie au 1er janvier – du Groupe TOTAL	**1 522**	1 929	4 878
– du Groupe PetroFina	**131**	–	–
Trésorerie au 31 décembre TOTALFINA	**2 142**	1 522	1 929
Trésorerie au 31 décembre ELF	**1 799**	–	–
Trésorerie au 31 décembre	**3 941**	1 522	1 929

(1) En 1997, le Groupe a "externalisé" certains engagements de pensions et retraites en France pour un montant de 372 millions d'euros. Avant cette opération, la rubrique "Autres provisions long terme et impôts différés" s'élevait à 113 millions d'euros (dotation nette) et la marge brute d'autofinancement à 2 925 millions d'euros.

(2) Le tableau des flux de trésorerie n'intègre pas les flux d'ELF ; il présente les flux du Groupe TOTAL seul pour les exercices 1998 et 1997.

(3) Y compris dividendes versés en début d'exercice aux actionnaires de PetroFina.

Variation des capitaux propres consolidés

TOTALFINA

(en millions d'euros)	Actions émises Nombre	Actions émises Montant	Primes et réserves consolidées	Écarts de réévaluation	Écarts de conversion	Capitaux propres
Au 1er janvier 1997	242 125 588	1 846	7 438	70	(320)	9 034
Dividendes payés en numéraire [1]	–	–	(388)	–	–	(388)
Résultat net 1997	–	–	1 160	–	–	1 160
Émission d'actions	2 207 588	16	85	–	–	101
Variation des écarts de réévaluation	–	–	–	–	–	–
Variation des écarts de conversion	–	–	–	–	251	251
Au 31 décembre 1997	244 333 176	1 862	8 295	70	(69)	10 158
Dividendes payés en numéraires [2]	–	–	(479)	–	–	(479)
Résultat net 1998	–	–	886	–	—	886
Émission d'actions	454 462	4	13	–	–	17
Variation des écarts de réévaluation	–	–	–	1	–	1
Variation des écarts de conversion	–	–	–	–	(237)	(237)
Au 31 décembre 1998	244 787 638	1 866	8 715	71	(306)	10 346
Dividendes payés en numéraires [3]	–	–	(687)	–	–	(687)
Résultat net 1999 de TOTALFINA	–	–	1 520	–	–	1 520
Conversion du nominal en euros	–	582	(582)	–	–	–
Offre publique d'échange PetroFina (art. 215) [4]	104 619 798	1 046	2 270	–	–	3 316
Offre publique d'échange ELF (art. 215) [5]	371 735 114	3 717	11 891	–	–	15 608
Autres émissions d'actions	1 061 129	11	35	–	–	46
Incidence des restructurations internes sur titres consolidés	–	–	(28)	–	–	(28)
Variation des écarts de réévaluation	–	–	–	(22)	–	(22)
Variation des écarts de conversion	–	–	–	–	576	576
Actions propres	(24 682 129)	(247)	(2 759)	–	–	(3 006)
Au 31 décembre 1999	697 521 550	6 975	20 375	49	270	27 669

(1) Dividendes distribués en 1997 : 388 millions d'euros (1,6 euro par action).
(2) Dividendes distribués en 1998 : 479 millions d'euros (1,98 euro par action).
(3) Dividendes distribués en 1999 : 687 millions d'euros (2 euros par action).
(4) La prime d'émission liée à cette opération est de 10 722 millions d'euros.
(5) La prime d'émission liée à cette opération est de 38 395 millions d'euros.

Informations financières et légales partie 2

1999

Assemblée Générale du 25 mai 2000

Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés 70
Bilans consolidés résumés des cinq derniers exercices 117
Comptes de résultats consolidés des cinq derniers exercices 118

Réserves

Estimation des réserves prouvées 122
Informations complémentaires sur l'activité hydrocarbures 123

Perspectives d'avenir

..... 132

Comptes de la société mère

États financiers simplifiés de la société mère 133
Filiales et participations 135
Autres informations sur cinq ans 136
Évolution du capital social 137

Personnes assurant la responsabilité du document de référence

..... 138

Annexe aux comptes consolidés

TOTALFINA

(montants en millions d'euros)

1. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés de TOTALFINA sont établis en conformité avec l'arrêté du 22 juin 1999 portant homologation du règlement n° 99-02 du Comité de Réglementation Comptable (C.R.C.).

Par ailleurs, le Groupe applique plusieurs normes du Financial Accounting Standards Board (FASB) qui sont en conformité avec la réglementation française.

Les états financiers des sociétés consolidées, établis selon les règles comptables en vigueur dans leur pays respectif, sont retraités afin d'appliquer ces principes.

Tous les comptes, transactions et résultats intragroupe significatifs sont éliminés.

A) Principes de consolidation

Les comptes consolidés regroupent l'ensemble des filiales jugées significatives dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Le Groupe applique la méthode de l'intégration proportionnelle pour les entreprises du secteur pétrolier détenues conjointement avec d'autres actionnaires.

Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence. La notion d'influence notable est présumée lorsque le Groupe dispose d'un droit de vote compris entre 20 % et 50 %. Dans le cas d'un pourcentage inférieur à 20 %, la consolidation par mise en équivalence n'est possible qu'à la condition que l'influence notable puisse être démontrée. Selon cette méthode, les titres de participation sont valorisés pour la quote-part du Groupe dans les capitaux propres (y compris le résultat) de ces sociétés. Ces titres apparaissent au bilan consolidé sous le libellé "Sociétés mises en équivalence". La part du Groupe dans le profit ou la perte de ces sociétés est inscrite au compte de résultat consolidé en "Résultat des sociétés mises en équivalence".

B) Méthode de conversion

Le Groupe applique la norme n° 52 du FASB.

(I) Élements monétaires

Les transactions réalisées en devises étrangères sont converties aux cours des devises à la date des transactions.

Les pertes et profits résultant de la conversion des soldes des transactions concernées aux cours de clôture sont enregistrés en résultat dans la rubrique "Autres charges et produits". Lorsqu'un emprunt en devise étrangère est contracté dans le but et avec pour résultat de protéger de l'effet des fluctuations de change un investissement dans une entité étrangère, les écarts de change qui en résultent sont inscrits en capitaux propres dans le poste "Écarts de conversion".

(II) Conversion des états financiers établis en monnaie étrangère

Les bilans des entreprises étrangères sont convertis en francs français sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture. Le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie sont convertis au cours moyen de l'exercice. Les différences de conversion qui en résultent sont inscrites soit en capitaux propres dans le poste "Écarts de conversion" (pour la part du Groupe), soit dans le poste "Intérêts minoritaires".

C) Instruments financiers

(I) Risque de taux d'intérêt et de change

■ Le Groupe utilise des instruments financiers dans un but de couverture afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change de devises étrangères.

Le Groupe a recours à des swaps de taux d'intérêt et de devises pour diminuer le coût de l'endettement et limiter son exposition aux risques de taux d'intérêt et de change. Les différentiels d'intérêts attachés à ces swaps sont constatés, prorata temporis, au compte de résultat en charges ou produits financiers, sur la durée de vie des éléments auxquels ils sont adossés.

Le Groupe peut aussi utiliser des FRA et des contrats de "futures" pour optimiser ses positions de taux d'intérêt. Conformément aux principes comptables applicables aux opérations de couverture, la variation des valeurs de marché de ces contrats est constatée au compte de résultat en charges ou produits financiers de façon symétrique au résultat de l'élément couvert.

■ Afin de limiter son exposition aux fluctuations des cours de devises étrangères, le Groupe peut utiliser des contrats d'achats ou ventes à terme de devises et, dans des circonstances exceptionnelles, des options de change. Conformément aux règles comptables applicables aux opérations de couverture, les variations des valeurs de marché de ces contrats sont comptabilisées de façon symétrique au résultat de l'élément couvert.

■ Conformément aux principes applicables aux opérations de couverture,

- en cas de débouclement de la couverture, anticipé ou à l'échéance, le principe d'une comptabilisation symétrique est maintenu : le résultat lié au débouclement de la couverture est comptabilisé prorata temporis sur la durée de vie de l'élément couvert ;
- en cas de disparition de l'élément couvert, la couverture est dénouée et les pertes et gains sont immédiatement reconnus en résultat.

(II) Matières premières

■ Dans le cadre de son activité de négoce international, le Groupe effectue des opérations de couverture afin de limiter son exposition aux fluctuations de prix du pétrole brut, des produits raffinés et du gaz naturel.

Pour couvrir ce risque, le Groupe utilise différents instruments parmi lesquels : les contrats sur les marchés organisés, les contrats à terme, les swaps sur le pétrole brut, les produits pétroliers et le gaz naturel ; les options sont peu utilisées.

■ Les opérations de "trading" sur le pétrole brut, les produits pétroliers et le gaz naturel sont évaluées à leur valeur de marché et les gains et pertes latents sont enregistrés en résultat.

■ Les instruments dérivés qui sont utilisés pour des opérations de couverture sont évalués en valeur de marché et traités, comptablement, de façon symétrique aux éléments couverts. En cas de débouclement de la couverture, anticipé ou à l'échéance, le principe d'une comptabilisation symétrique est maintenu : le résultat lié au débouclement de la couverture est comptabilisé prorata temporis sur la durée de vie de l'élément couvert. En cas de disparition de l'élément couvert, la couverture est dénouée et les pertes et gains sont immédiatement reconnus en résultat.

Dans ce cadre, les pertes et les gains relatifs à la couverture des stocks d'hydrocarbures et de produits pétroliers sont inclus dans la valorisation des stocks.

D) Immobilisations incorporelles

Les écarts d'acquisition sont amortis linéairement selon une durée n'excédant pas 40 ans.

E) Immobilisations corporelles

(I) Actifs d'exploration et de production pétrolière

Le Groupe utilise la méthode des "successful efforts" définie par la norme n° 19 du FASB :

Concessions

■ Les droits miniers non prouvés sont immobilisés. Ils sont dépréciés par la constitution de provisions en l'absence de découverte commercialisable. Les dépenses de géologie/géophysique sont comptabilisées directement en charges. Les forages en cours et les forages ayant contribué à la découverte de réserves commercialisables sont immobilisés ("permis prouvés"). En l'absence de découverte ou d'exploration planifiée ("permis non prouvés"), les travaux de forage immobilisés sont comptabilisés en charge dans un délai d'un an.

■ Les droits miniers prouvés et les autres dépenses liées à l'activité de production, incluant les actifs corporels et incorporels, sont amortis à l'unité de production sur la base des réserves prouvées estimées.

Contrats de partage de production

Le Groupe réalise des programmes d'exploration et de développement pétroliers avec certaines sociétés pétrolières nationales dans le cadre des contrats de partage de production pour lesquels le Groupe reçoit une part contractuelle de la production d'hydrocarbures (cost oil) en remboursement des dépenses d'exploration, de développement et d'exploitation. Le reste de la production est en général partagé entre les sociétés pétrolières nationales et le Groupe (profit oil).

Les contrats de partage de production sont comptabilisés selon la méthode des "successful efforts".

Limitation de la valeur des actifs

Le Groupe applique la norme n° 121 du FASB. Selon cette norme, un amortissement exceptionnel est comptabilisé à l'actif du bilan pour limiter la valeur nette des actifs en production du secteur Amont (évaluée par champ) au montant des flux de trésorerie futurs actualisés dans le cas où cette valeur est inférieure aux flux de trésorerie futurs non actualisés. Le même principe s'applique aux autres actifs long terme (y compris actifs incorporels). La valeur nette est limitée à la valeur de marché si l'actif est destiné à être vendu.

(II) Autres immobilisations corporelles

Les autres immobilisations corporelles figurent au bilan consolidé pour leur coût d'acquisition ou de revient, à l'exception des actifs acquis avant 1976 dont le coût a été majoré de la réévaluation légale pratiquée par les entreprises françaises dans leurs comptes sociaux et des réévaluations extra-comptables des entreprises étrangères, pratiquées selon les mêmes principes. L'incidence comptable de ces réévaluations a été maintenue en consolidation et incluse dans les capitaux propres consolidés en "Écarts de réévaluation". Ces écarts sont repris au rythme des amortissements des immobilisations concernées ou lors de leur cession.

Si elles sont d'un montant significatif, les immobilisations mises à la disposition du Groupe dans le cadre des contrats de crédit-bail sont comptabilisées à l'actif du bilan et amorties linéairement en application de la norme n° 13 du FASB. La dette correspondante est comptabilisée au passif du bilan.

Les immobilisations corporelles acquises ou financées par crédit-bail sont amorties linéairement sur la durée de vie estimée des biens :

	Années de durée de vie estimée
Matériel de transport	5-20
Installations, machines et outillage	5-10
Mobilier et matériel de bureau	5-10
Raffineries :	
■ Installations complexes spécialisées	8-20
■ Dépôts	10-15
■ Pipelines et autres équipements associés	10-15
Constructions	10-50

Les subventions d'investissement reçues sont déduites directement du coût des immobilisations qu'elles ont financées.

Les coûts d'entretien et de réparation sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais d'arrêt des raffineries sont provisionnés sur la période comprise entre le dernier arrêt et le prochain arrêt planifié.

F) Autres titres de participation

Les titres de participation des sociétés dans lesquelles le Groupe n'exerce pas une influence notable (généralement détenues à moins de 20 %) ou qui ont été exclues du périmètre de consolidation en application des principes expliqués ci-dessus, sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et éventuellement provisionnés en fonction de leur valeur économique (essentiellement la situation nette retraitée pour les titres non cotés).

Certains titres ont fait l'objet de la réévaluation légale mentionnée au paragraphe E (II).

G) Valeurs d'exploitation

Les stocks sont évalués au prix de revient ou à la valeur de marché si celle-ci est inférieure. Les stocks d'hydrocarbures bruts et de produits pétroliers sont évalués selon la méthode FIFO. Les autres stocks sont généralement évalués au prix de revient moyen pondéré.

H) Détermination des charges d'exploitation - Provisions pour régulation des cours

Le résultat du Groupe est défini selon la méthode du coût de remplacement. A la valeur de la consommation des stocks pétroliers (hydrocarbures bruts et produits finis) calculée mois par mois aux coûts historiques, se substitue une valeur de remplacement qui est fonction du coût du pétrole brut et des produits pétroliers sur la période considérée.

Quand le coût de remplacement est supérieur au coût historique (effet prix sur stocks positif), une provision pour régulation des cours est constituée et affecte les charges d'exploitation. Cette provision est inscrite en provisions pour risques et charges. Lorsque l'effet prix sur stocks devient négatif, la provision pour régulation des cours est reprise en réduction des charges d'exploitation dans la limite des montants antérieurement comptabilisés.

En 1999, (hors intégration d'ELF), l'effet prix sur stocks s'est élevé à 1 131 millions d'euros (effet positif). Il a été en totalité affecté à la provision pour régulation des cours.

La dotation en 1999 de la provision pour régulation des cours a pour origine l'augmentation du cours moyen du pétrole brut qui, pour le Brent, est de 18 $ en 1999 contre 12,7 $ en 1998.

En 1998, l'effet prix sur stocks s'est élevé à – 358 millions d'euros (effet négatif). Il a été couvert partiellement par la reprise en résultat de la provision pour régulation des cours figurant au bilan du 31 décembre 1997. L'effet prix sur stock non couvert s'est élevé à 240 millions d'euros avant impôt et à 226 millions d'euros, net d'impôt.

La reprise en 1998 de la provision pour régulation des cours a pour origine la diminution du cours moyen du baril de pétrole brut qui, pour le Brent, fut de 12,7 $/b en 1998, contre 19,1 $/b en 1997.

I) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur de marché si elle est inférieure.

J) Provision pour remise en état de site et pour risques et charges liés à l'environnement

Activités Amont :

Le Groupe constitue une provision pour les frais futurs estimés de démantèlement et d'enlèvement des installations d'exploration et de production de pétrole et de gaz par un calcul à l'unité de production.

Autres activités :

Les risques liés à l'environnement font l'objet de provisions pour risques lorsque des dépenses de réhabilitation sont considérées comme probables et raisonnablement estimables. Ces provisions sont calculées sur la base des normes existantes et en fonction de la technologie actuelle.

Les coûts futurs estimés ne sont pas actualisés.

K) Impôts différés

Le Groupe applique la norme n° 109 du FASB relative aux impôts différés.

Conformément à cette norme, toute différence temporaire entre la valeur comptable et la base fiscale des actifs et passifs donne lieu à la reconnaissance d'un impôt différé. Ces impôts différés sont déterminés selon la méthode du report variable en fonction des derniers taux d'imposition connus.

L) Chiffre d'afffaires, charges d'exploitation et résultat opérationnel

Les ventes sont comptabilisées à la date de chargement des marchandises ou lorsque les services ont été rendus.

Le chiffre d'affaires est présenté net des droits de douane et des taxes de mise à la consommation dont le montant s'est élevé à 14 893 millions d'euros en 1999, 8 281 millions d'euros en 1998 et 7 492 millions d'euros en 1997.

Les impôts payés aux pays producteurs du Moyen-Orient au titre des concessions historiques de TOTAL (Abu Dhabi - offshore, Abu Dhabi - onshore, Dubai - offshore, Oman et Abu Al Bu Khoosh) sont inclus dans les charges d'exploitation et s'élèvent en 1999 à 856 millions d'euros, 547 millions d'euros en 1998 et 935 millions d'euros en 1997.

Les charges d'exploitation sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel les ventes correspondantes ont été enregistrées.

Le résultat opérationnel se définit comme l'excédent brut d'exploitation modifié par la variation des provisions d'exploitation, les amortissements des immobilisations corporelles, et l'exploration passée en charges.

M) FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Le total de ces coûts s'est élevé en 1999 à 295 millions d'euros, 213 millions d'euros en 1998 et 197 millions d'euros en 1997.

N) Frais financiers

Les frais financiers relatifs au financement des projets en cours de construction, y compris les travaux de développement de réserves pétrolières, sont incorporés au prix de revient des immobilisations. Tous les autres frais financiers sont passés en charges.

O) Tableau des flux de trésorerie (voir Note 32)

Le Groupe applique les principes retenus par la norme n° 95 du FASB.

P) Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires

Engagements en matière de pensions et retraites

Le Groupe applique les méthodes de calcul définies par les normes n° 87 et 88 du FASB.

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe participe à des régimes de prévoyance, de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de départ. Ces régimes fournissent des prestations dépendant de différents facteurs : ancienneté, régimes légaux, plans multi-employeurs, etc.

Pour les régimes à cotisations définies et les régimes mutualisés avec d'autres employeurs, les charges correspondent aux cotisations versées. Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont évalués à l'aide de la méthode actuarielle "Projected Unit Credit".

Les coûts liés à la mise en oeuvre de plans sociaux sont provisionnés lors de l'acceptation des conditions par les salariés ou leurs représentants.

Engagements en matière de couverture des frais médicaux et assurance-vie future

L'adoption de la norme n° 106 du FASB au 1er janvier 1993 pour les régimes situés aux États-Unis, et au 1er janvier 1995 pour les régimes hors États-Unis conduit à comptabiliser les provisions au titre des régimes de couverture des frais médicaux et assurance-vie future dont bénéficient les retraités actuels et les actifs pour leur période de retraite.

Q) Éléments exceptionnels

Les éléments exceptionnels du résultat sont constitués de charges ou de produits significatifs dont la nature sort du cadre normal des activités de l'entreprise tels que :

- les cessions de branches d'activité,
- les plans sociaux et les charges de restructuration liés à des opérations exceptionnelles de croissance externe,
- la mise en application de nouveaux principes comptables,
- les provisions pour risques lorsqu'elles procèdent d'évènements importants et inhabituels.

R) Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen d'actions dilué de la période (hors actions propres déduites des capitaux propres) en tenant compte des augmentations de capital et des actions restant à émettre.

Dans la mesure où le compte de résultat consolidé n'intègre pas ELF, les actions émises lors de l'offre publique d'échange n'ont pas été retenues pour la détermination du résultat net par action.

S) Actions propres

Conformément à l'Avis n° 98-d du Comité d'Urgence du Conseil National de la Comptabilité, les actions de la société mère détenues par les filiales et classées en titres immobilisés (auto-contrôle) sont portées en diminution des capitaux propres consolidés. Les actions de la société-mère inscrites en valeurs mobilières de placement sont maintenues dans l'actif consolidé.

2. VARIATION DE LA COMPOSITION DU GROUPE ET PÉRIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 1999

A) Variation de la composition du Groupe

■ Au début du premier semestre 1999, TOTAL s'est rapproché de PetroFina et détient désormais 98,8 % de son capital. Après apport de 41 % de PetroFina par cinq sociétés actionnaires, l'opération s'est effectuée par offre publique d'échange sur les actions de PetroFina.

La société mère TOTAL prend la dénomination de TOTALFINA S.A. à la suite d'une décision de l'Assemblée Générale Mixte réunie le 11 mai 1999.

■ Le 31 mars 1999, TOTALFINA a lancé une offre publique d'achat en numéraire sur les actions de sa filiale consolidée KALON Group PLC détenue à 65,9 % et cotée à la Bourse de Londres.

Cette offre publique d'achat, suivie d'une procédure de retrait obligatoire, a permis à TOTALFINA d'acquérir la totalité du capital de KALON Group PLC au 30 juin 1999.

■ Par ailleurs, TOTALFINA a lancé une offre publique d'échange sur ELF le 21 juillet 1999 qui l'a conduit, après surenchère, à détenir 94,9 % du capital d'ELF le 27 octobre 1999, sans toutefois lui permettre d'exercer son pouvoir de contrôle jusqu'à l'obtention de l'accord donné par la Commission Européenne le 9 février 2000. Pour cette raison, le Groupe ELF est intégré dans les comptes consolidés à compter du 31 décembre 1999. Après déduction des titres d'autodétention, le pourcentage d'intérêt de TOTALFINA dans ELF est de 95,4% au 31 décembre 1999.

■ Le 29 octobre 1999, TOTALFINA a annoncé la signature du contrat définitif de cession de sa division Encres (Coates) au Groupe SUN CHEMICAL. Cette cession a pris effet le 31 décembre 1999.

B) Consolidation de PetroFina et de ELF

Le Groupe TOTALFINA a appliqué la méthode dérogatoire dite de la Mise en Commun d'Intérêts prévue par l'article 215 du règlement 99-02 du C.R.C. pour les acquisitions de PetroFina et de ELF conformément aux structures des offres d'échange de titres. Au coût d'acquisition des titres de l'entreprise acquise est substituée la valeur des actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de celle-ci telle qu'elle ressort, à la date d'acquisition, de ses comptes retraités aux normes comptables du groupe TOTALFINA.

Compte tenu des règles applicables :

■ PETROFINA et ses filiales ont été consolidées à partir du 1er janvier 1999 en intégration globale.

■ Seuls les bilans de ELF et de ses filiales ont été consolidés au 31 décembre 1999 dans la mesure où TOTALFINA n'avait pas la possibilité d'assurer la direction des opérations avant que la Commission Européenne ne rende ses conclusions le 9 Février 2000.

Le Groupe TOTALFINA dans le cadre de sa cotation au New York Stock Exchange "NYSE" dépose un rapport annuel (Form 20F) auprès de l'US Securities and Exchange Commission (SEC).

Ce document inclut, entre autre, un tableau de réconciliation pour le résultat net et les capitaux propres entre les principes comptables français appliqués par TOTALFINA et les principes comptables généralement admis aux États-Unis (US GAAP).

Selon les US GAAP, l'acquisition de PetroFina sera traitée en "Purchase Method" qui implique la constatation d'un écart d'acquisition pour la différence entre le coût d'acquisition des titres PetroFina et la valeur réévaluée des capitaux propres correspondants. En outre, la prise de contrôle par TOTALFINA sera réputée effective d'un point de vue comptable le 9 juin 1999.

Au 31 décembre 1999, TOTALFINA n'avait pas reçu l'accord de la Commission Européenne d'exercer le contrôle sur ELF. Les US GAAP n'autorisant la consolidation que dans la mesure où le contrôle est effectif, ELF et ses filiales ne seront pas intégrées dans les comptes établis selon les US GAAP du document Form 20F déposé auprès de la SEC au titre de 1999.

C) Bilan consolidé TOTALFINA – Impact de l'intégration de ELF

(en millions d'euros)

31 DÉCEMBRE 1999	TOTALFINA	ELF	Intégration et éliminations	TOTALFINA ELF
ACTIF				
Actif long terme				
Immobilisations incorporelles	3 015	2 740	–	5 755
Moins : amortissements et provisions	(1 240)	(1 403)	–	(2 643)
Immobilisations incorporelles, valeur nette	1 775	1 337	–	3 112
Immobilisations corporelles	38 507	48 483	–	86 990
Moins : amortissements et provisions	(20 231)	(30 962)	–	(51 193)
Immobilisations corporelles, valeur nette	18 276	17 521	–	35 797
Titres de participation ELF	42 192	–	(42 192)	–
Sociétés mises en équivalence : titres et prêts	1 647	5 835	–	7 482
Autres titres de participation	918	3 954	(3 006)	1 866
Autres actifs long terme	1 238	1 863	–	3 101
Total actif long terme	66 046	30 510	(45 198)	51 358
Actif circulant				
Valeurs d'exploitation	4 454	3 409	–	7 863
Clients et comptes rattachés	7 466	6 184	(320)	13 330
Autres créances	2 034	1 820	(1)	3 853
Valeurs mobilières de placement	558	79	–	637
Disponibilités et dépôts à court terme	2 142	1 799	–	3 941
Total actif circulant	16 654	13 291	(321)	29 624
TOTAL ACTIF	82 700	43 801	(45 519)	80 982

(en millions d'euros)

31 DÉCEMBRE 1999	TOTALFINA	ELF	Intégration et éliminations	TOTALFINA ELF
PASSIF				
Capitaux propres				
Capital	7 222	2 219	(2 466)[1]	6 975
Primes et réserves de consolidation	49 638	14 479	(43 742)[2]	20 375
Écarts de réévaluation	49	–	–	49
Écarts de conversion	270	(249)	249	270
Total des capitaux propres	57 179	16 449	(45 959)	27 669
Actions privilégiées émises par les filiales consolidées	498	99	–	597
Intérêts minoritaires	293	427	761	1 481
Provisions pour risques et charges :				
Provision pour régulation des cours	1 147	581	–	1 728
Provisions pour impôts différés	1 672	3 003	–	4 675
Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires	808	2 841	–	3 649
Autres provisions pour risques et charges	1 584	2 891	–	4 475
Total provisions pour risques et charges	5 211	9 316	–	14 527
Dettes à long terme :				
Emprunts et dettes financières	5 722	4 450	–	10 172
Dépôts et cautionnements	166	174	–	340
Total dettes à long terme	5 888	4 624		10 512
Dettes à court terme :				
Fournisseurs et comptes rattachés	5 271	4 449	(320)	9 400
Autres créditeurs et dettes diverses	4 307	4 029	(1)	8 335
Part à moins d'un an des emprunts à long terme	665	846	–	1 511
Dettes financières à court terme	2 677	2 766	–	5 443
Concours bancaires courants	711	796	–	1 507
Total dettes à court terme	13 631	12 886	(321)	26 196
TOTAL PASSIF	82 700	43 801	(45 519)	80 982

(1) Imputation du capital ELF en réserves de consolidation *(2 219)*
Actions propres *(247)*
(2 466)

(2) Prix de revient des titres ELF *(42 192)*
Imputation du capital ELF en réserves de consolidation *2 219*
Actions propres *(2759)*
Reconnaissance d'intérêts minoritaires *(761)*
Imputation des écarts de conversion en réserves de consolidation *(249)*
(43 742)

Ces tableaux présentent l'explication du passage du bilan du Groupe TOTALFINA au bilan du Groupe après intégration de ELF au 31 décembre 1999 selon la méthode de la Mise en Commun d'Intérêts (article 215).

■ La colonne ELF présente les comptes du bilan de ELF selon la présentation habituellement retenue par TOTALFINA.

Par rapport au bilan au 31 décembre publié par ELF, les modifications de présentation portent sur les points suivants :

A l'actif :

- les prêts accordés aux sociétés mises en équivalence sont reclassés du poste "Prêts, avances et autres actifs long terme" à "Sociétés mises en équivalence – titres et prêts",
- les stocks de pétrole brut et de produits pétroliers sont valorisés en FIFO et inclus dans le poste "Valeurs d'exploitation",
- les actifs d'impôts différés sont reclassés du passif à l'actif du bilan pro forma TOTALFINA,
- la partie court terme des prêts est reclassée de "Autres créances" à "Disponibilités et dépôts à court terme",
- les comptes de "Trésorerie" de ELF sont répartis entre les postes "Valeurs mobilières de placement" et "Disponibilités et dépôts à court terme".

Au passif

- les capitaux propres ne sont pas modifiés,
- la différence de valorisation des stocks de pétrole brut et de produits pétroliers entre FIFO et LIFO, soit 581 millions d'euros, est portée au poste "Provision pour régulation des cours",
- les actions privilégiées émises par des filiales sont reclassées de "Intérêts minoritaires" au poste spécifique correspondant dans le bilan TOTALFINA,
- les provisions pour risques et charges d'une autre nature que les provisions pour retraites et engagements similaires sont reclassées en "Autres provisions pour risques et charges",
- les dépôts et cautionnements reçus sont individualisés sur une ligne distincte au sein des "Dettes à long terme",
- les comptes d'emprunts à moins d'un an sont répartis entre les postes de "Dettes financières à court terme" et "Concours bancaires courants".

■ La colonne "Intégration et élimination" présente l'impact de l'utilisation de la méthode de la Mise en Commun d'intérêts (article 215), de l'élimination des transactions entre le groupe ELF et le groupe TOTALFINA et des actions autodétenues.

D) Périmètre de consolidation au 31 décembre 1999

Ensemble TOTALFINA

Cet ensemble comprend pour l'exercice 1999, 597 entreprises dont 529 ont fait l'objet d'une consolidation globale, 10 d'une intégration proportionnelle et 58 d'une mise en équivalence.

Liste des principales sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle :

	% d'intérêt du Groupe		% d'intérêt du Groupe
AMONT		**AMONT (suite)**	
Europe		***Afrique(suite)***	
TOTAL Oil Marine	100,0	TOTAL Exploration South Africa	100,0
TOTAL Norge	100,0	TOTAL Marine Gabon	99,8
TOTAL Oil & Gas Nederland BV	100,0	***Moyen-Orient/Asie***	
TOTAL Exploration Production Russie	99,7	TOTAL Yémen	99,8
TOTAL Exploration Production Kazakhstan	99,7	TOTAL Abu Al Bu Khoosh	99,7
FINA Exploration Norway SA	98,8	TOTAL Qatar Oil & Gas	99,7
FINA Exploration Ltd	98,8	TOTAL Thaïlande	100,0
Afrique		TOTAL Indonésie	100,0
TOTAL Upstream Nigeria	99,7	TOTAL Myanmar Exploration Production	99,7
TOTAL Exploration Production Algérie	100,0	TOTAL Oman	99,8
TLOG (Libye)	99,8	TOTAL Sirri	99,8
TOTAL Angola	100,0	TOTAL South Pars	99,8

	% d'intérêt du Groupe
AMONT (suite)	
Amérique du Sud et du Nord	
Tepma Colombie	100,0
TOTAL Austral	99,8
TOTAL Exploration Production Venezuela	99,6
TOTAL Exploration Production USA	100,0
AVAL	
France	
TOTAL Raffinage Distribution	100,0
TOTALGAZ	100,0
Compagnie Pétrolière de l'Est	100,0
Distributeurs de Combustibles Associés	100,0
Charvet	100,0
Sud-Ouest Fioul TOTAL	100,0
Stela	99,9
Pétroliers Réunis de l'Ouest	100,0
TOTAL Solvants	100,0
Yacco	100,0
FINA France	98,8
Europe	
TOTALFINA Belgium	98,8
TOTALFINA Great Britain	100,0
TOTALFINA Nederland	100,0
TOTALFINA Deutschland	100,0
TOTAL España	100,0
TOTAL Hungaria	100,0
Lindsey Oil Refinery	99,4
(P) TOTAL Raffinaderij Nederland	55,0
FINA Deutschland	98,8
FINA Plc	98,8
FINA Italiana	100,0
Méditerranée/Afrique	
TOTAL Turkiye	51,0
TOTAL Maroc	100,0
TOTAL Nigeria	60,0
TOTAL Kenya	78,6
TOTAL Tunisie	90,0
TOTAL Outre-mer	100,0
TOTAL Côte d'Ivoire	77,3
TOTAL Liban	99,8
TOTAL Sénégal	91,0
TOTAL South Africa (Pty) Ltd	57,6

	% d'intérêt du Groupe
AVAL (suite)	
Amérique du Sud	
TOTALGAZ Argentina	99,8
TOTAL Gasandes SA	100,0
International	
TOTAL Transport Maritime	100,0
TOTAL Transport Corporation	100,0
TOTAL International	100,0
Air TOTAL International	99,0
New Wisdom Operating Cy	100,0
New Vision Operating Cy	100,0
CHIMIE	
France	
Hutchinson	100,0
Euridep	99,9
Cray Valley SA	100,0
Bostik SA	100,0
Europe	
Cray Valley Iberica	100,0
Kalon	100,0
Sigma Coatings BV	98,8
Amérique du Nord	
Bostik Inc.	100,0
Cook Composites & Polymers Co	70,3
Hutchinson FTS, Inc.	100,0
FINANCES ET AUTRES ACTIVITÉS	
TOTALFINA SA (société mère)	100,0
Société Financière d'Auteuil	100,0
TOTAL Finance	99,8
TOTAL Chimie	100,0
TOTAL Nucléaire	100,0
Omnium de Participations SA	100,0
Omnium Insurance and Reinsurance Cy	100,0
TOTAL Oil Holdings Ltd	100,0
TOTAL America Inc.	100,0
PetroFina	98,8
American PetroFina Holding Cy	100,0
FINA Inc.	100,0
FINA Oil & Chemical Cy	100,0
PetroFina International Group	98,8

(P) = intégration proportionnelle

Ensemble ELF

L'ensemble ELF comprend pour l'exercice 1999, 370 entreprises dont 306 ont fait l'objet d'une consolidation globale, 3 d'une intégration proportionnelle et 61 d'une mise en équivalence.

Liste des principales sociétés consolidées :

	% d'intérêt du Groupe ELF
AMONT	
Europe	
ELF Aquitaine Explo. / Prod. France	100
ELF Aquitaine Exploration Production	100
ELF Exploration UK	100
ELF Petroleum Norge A/S	100
ELF Petroland BV	100
ELF Petroleum UK (Holdings) Plc	100
ELF Hydrocarbons Ltd	100
ELF Hydrocarbons Holding BV	100
Afrique	
ELF Gabon SA	58
ELF Petroleum Nigeria Ltd	100
ELF Congo SA	100
ELF Petroleum Angola	100
ELF Exploration Angola	100
Sté ELF de Rech. & Expl. Petroles Cameroun	76
Moyen-Orient/Asie	
ELF Petroleum Asia BV	100
ELF Petroleum Iran	100
ELF Hydrocarbures Syrie	100
Amérique du Sud et du Nord	
ELF Exploration Inc	100
AVAL	
France	
ELF Antar France	100
Filiales Grands Produits	100
ELF Lubrifiants	100
ELF Antargaz	100
Europe	
ELF Mineralöl GmbH	100
ELF Oil Deutschland GmbH	98

	% d'intérêt du Groupe ELF
AVAL (SUITE)	
ELF Oil Company Ltd	100
ELF Oil Switzerland	100
Mider	100
RD Italie	100
(E) Cepsa	45
ELF Oil España	100
Méditerranée/Afrique	
ELF Oil Africa Ltd	100
International	
ELF Trading SA	100
ELF Trading Inc	100
Somarelf	100
Socap International Ltd	100
CHIMIE	
France	
ELF Atochem (consolidé)	99
Amérique du Sud et du Nord	
ELF Atochem North America (consolidé)	100
FINANCES ET AUTRES ACTIVITÉS	
Sofax banque	100
Sogelfa	100
Safrep SA	100
Socap Ltd	100
Rivunion SA	100
(E) Sanofi Synthelabo	35
ELF Aquitaine Inc	100
ELF Finance SA	100
VGF	100

(E) = intégration par mise en équivalence

3. ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

La Commission Européenne a approuvé le 9 février 2000 le rapprochement de TOTALFINA avec ELF.

Dans le cadre de la procédure d'approbation, TOTALFINA a pris un certain nombre d'engagements applicables exclusivement en France et portant sur quatre marchés ayant fait l'objet d'une enquête par la Commission Européenne.

Ces engagements se traduiront par les opérations suivantes :

- cession de 70 stations-service sur autoroutes, avec une répartition équilibrée entre les enseignes des deux Groupes,

- cession totale ou partielle des intérêts détenus dans trois oléoducs (TRAPIL, SPMR, DMM) et 17 dépôts de stockage de produits pétroliers,

- cession en France métropolitaine de la société ELF Antargaz et de la logistique GPL associée de ELF,

- ouverture à des tiers, à hauteur de 50 %, de l'infrastructure de ravitaillement des aéroports de Lyon et de Toulouse.

L'approbation de la Commission Européenne permet la réalisation effective du rapprochement entre TOTALFINA et ELF.

4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

31 DÉCEMBRE		**1999**		1998
	Brut	**Amortissements et provisions**	**Net**	Net
Écarts d'acquisition				
■ Aval	**346**	**178**	**168**	174
■ Chimie	**1 626**	**434**	**1 192**	977
■ Autres	**12**	**4**	**8**	-
Total écarts d'acquisition	**1 984**	**616**	**1 368**	1 151
Autres immobilisations incorporelles				
■ Brevets et marques	**180**	**122**	**58**	25
■ Frais d'établissement	**33**	**23**	**10**	9
■ Fonds de commerce	**323**	**147**	**176**	148
■ Autres [1]	**495**	**332**	**163**	128
Total autres immobilisations incorporelles	**1 031**	**624**	**407**	310
TOTALFINA [2]	**3 015**	**1 240**	**1 775**	1 461
ELF [3]	**2 740**	**1 403**	**1 337**	
ENSEMBLE TOTALFINA ELF	**5 755**	**2 643**	**3 112**	

(1) Lors de la première application de la norme n° 109 du FASB, certaines immobilisations du secteur Amont acquises avant le 1er janvier 1993 dont les amortissements n'étaient pas déductibles fiscalement, ont fait l'objet d'une réévaluation ("gross up") correspondant à la valeur théorique de l'économie d'impôt qu'elles auraient dégagée si elles avaient été fiscalement déductibles.
La contrepartie de cette réévaluation, neutre en résultat, est inscrite au passif du bilan dans la rubrique provisions pour impôts différés.

31 DÉCEMBRE	**1999**	1998
Valeurs brutes	**116**	118
Amortissements	**(74)**	(77)
TOTAL	**42**	41

(2) Au 31 décembre 1998, les valeurs brutes et les amortissements et provisions s'élevaient respectivement à 2 604 millions d'euros et 1 143 millions d'euros.
(3) Dont écarts d'acquisition brut 1 782 millions d'euros et net 966 millions d'euros au 31 décembre 1999.

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

31 DÉCEMBRE	1999			1998
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations du secteur amont				
■ Sur permis prouvés	**17 377**	**9 243**	**8 134**	4 191
■ Sur permis non prouvés	**368**	**248**	**120**	101
■ Travaux en cours	**2 047**	**17**	**2 030**	1 673
Total immobilisations du secteur amont	**19 792**	**9 508**	**10 284**	5 965
Autres immobilisations				
■ Matériel de transport	**256**	**84**	**172**	156
■ Installations techniques	**9 906**	**6 433**	**3 473**	945
■ Terrains	**868**	**149**	**719**	508
■ Constructions	**3 492**	**1 824**	**1 668**	1 171
■ Immobilisations en cours	**807**	**1**	**806**	251
■ Autres	**3 386**	**2 232**	**1 154**	972
Total autres immobilisations	**18 715**	**10 723**	**7 992**	4 003
TOTALFINA [1]	**38 507**	**20 231**	**18 276**	9 968
ELF [2]	**48 483**	**30 962**	**17 521**	
ENSEMBLE TOTALFINA ELF	**86 990**	**51 193**	**35 797**	

(1) Au 31 décembre 1998, les valeurs brutes et les amortissements et provisions s'élevaient respectivement à 20 149 millions d'euros et 10 181 millions d'euros.
(2) Dont immobilisations du secteur amont brut 32 856 millions d'euros et net 11 210 millions d'euros.

Les immobilisations corporelles présentées ci-dessus incluent des installations techniques et des constructions financées en crédit-bail pour les montants suivants :

31 DÉCEMBRE (non compris ELF)	1999			1998
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
■ Installations techniques	**832**	**797**	**35**	6
■ Constructions	**154**	**106**	**48**	48
TOTALFINA	**986**	**903**	**83**	54

6. SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE : TITRES ET PRÊTS

Quote-part du groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés mises en équivalence :

			31 DÉCEMBRE				EXERCICE
	1999	1998	**1999**	1998	**1999**	1998	1997
TITRES	**% de détention**	% de détention	**Valeur d'équi-valence**	Valeur d'équi-valence	**Quote-part du profit (perte)**	Quote-part du profit (perte)	Quote-part du profit (perte)
TOTALFINA							
Cogema	**14,52**	15,00	**388**	370	**32**	17	–
Ocensa	**15,20**	15,20	**100**	87	**(2)**	12	11
Gisco	**10,00**	10,00	**93**	81	**2**	6	2
Qatargas	**10,00**	10,00	**78**	55	**14**	2	1
SARA	**25,00**	25,00	**64**	61	**6**	7	2
Fina Petroleos de Angola	**61,72**	–	**64**	–	**9**	–	–
Abu Dhabi Gas Industries Ltd	**15,00**	15,00	**63**	54	**–**	–	–
Cie Française du Méthane Holding	**15,00**	15,00	**61**	61	**6**	4	–
Southwest Convenience	**34,40**	–	**27**	–	**(2)**	–	–
IPC	**23,75**	23,75	**27**	23	**–**	–	–
Ruwais Fertilizer Industries	**33,33**	33,33	**25**	21	**–**	–	–
Autres	**n/a**	n/a	**70**	92	**(4)**	9	(25)
			1 060	905	**61**	57	(9)
PRÊTS			**587**	505			
TOTALFINA			**1 647**	1 410			
ELF [1]			**5 835**				
ENSEMBLE TOTALFINA ELF			**7 482**				

(1) Dont Sanofi-Synthelabo : 3 983 millions d'euros.

7. AUTRES TITRES DE PARTICIPATION

31 DÉCEMBRE	1999			1998
	Valeur Brute	**Provision pour dépréciation**	**Valeur nette**	Valeur nette
Titres cotés				
Ultramar Diamond Shamrock	**232**	**–**	**232**	200
BNP - Paribas	**57**	**–**	**57**	24
Société Générale	**29**	**–**	**29**	76
Eiffage	**28**	**–**	**28**	28
Compagnie Générale de Géophysique	**20**	**–**	**20**	20
Sté Centrale des AGF	**20**	**–**	**20**	20
Autres	**11**	**–**	**11**	15
Total titres cotés	**397**	**–**	**397**	383
Valeur de marché des titres de participation cotés			**444**	460
Autres titres				
Wepec	**45**	**–**	**45**	45
Oman LNG LLC	**27**	**–**	**27**	25
Nogat	**12**	**–**	**12**	14
Gasandes Argentina	**23**	**–**	**23**	12
Oleoducto de Colombia	**14**	**–**	**14**	12
Autres [1]	**573**	**173**	**400**	306
Total autres titres	**694**	**173**	**521**	414
TOTALFINA [2]	**1 091**	**173**	**918**	797
ELF [3]	**1 433**	**485**	**948**	
ENSEMBLE TOTALFINA ELF	**2 524**	**658**	**1 866**	

(1) Le montant net des titres de filiales non consolidées globalement (du fait de leur importance relative) s'élève à 225 millions d'euros au 31 décembre 1999 et 185 millions d'euros au 31 décembre 1998.
(2) Au 31 décembre 1998, le montant total des valeurs brutes et des provisions pour dépréciation des autres titres de participation s'élevait respectivement à 947 millions d'euros et 150 millions d'euros.
(3) Dont titres BNP Paribas, pour un montant de 279 millions d'euros au 31 décembre 1999.

8. AUTRES ACTIFS LONG TERME

31 DÉCEMBRE	1999			1998
	Valeur Brute	**Provision pour dépréciation**	**Valeur nette**	Valeur nette
Impôts différés actifs, long terme	**341**	**–**	**341**	156
Prêts et avances [1]	**653**	**159**	**494**	411
Autres	**403**	**–**	**403**	148
TOTALFINA	**1 397**	**159**	**1 238**	715
ELF	**2 212**	**349**	**1 863**	
ENSEMBLE TOTALFINA ELF	**3 609**	**508**	**3 101**	

(1) Hors prêts aux sociétés mises en équivalence.

9. VALEURS D'EXPLOITATION

31 DÉCEMBRE	**1999**	1998
Hydrocarbures bruts	**1 089**	271
Produits pétroliers raffinés et en cours	**1 994**	756
Produits de la chimie	**1 096**	662
Autres stocks	**275**	174
TOTALFINA	**4 454**	1 863
ELF	**3 409**	
ENSEMBLE TOTALFINA ELF	**7 863**	

10. CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

31 DÉCEMBRE		**1999**		1998
(y compris effets à recevoir)	**Valeur Brute**	**Provision pour dépréciation**	**Valeur nette**	Valeur nette
TOTALFINA [1]	**7 737**	**(271)**	**7 466**	3 122
ELF	**6 364**	**(180)**	**6 184**	–
Élimination des éléments réciproques	**(320)**		**(320)**	–
ENSEMBLE TOTALFINA ELF	**13 781**	**(451)**	**13 330**	

(1) Au 31 décembre 1998, les valeurs brutes et les provisions pour dépréciation s'élevaient respectivement à 3 374 millions d'euros et 251 millions d'euros.

11. AUTRES CRÉANCES

31 DÉCEMBRE		**1999**		1998
	Valeur Brute	**Provision pour dépréciation**	**Valeur nette**	Valeur nette
Créances d'exploitation	**275**	**–**	**275**	126
Comptes courants	**444**	**–**	**444**	399
Créances sur États (impôts et taxes divers)	**369**	**–**	**369**	531
Charges constatées d'avance	**195**	**–**	**195**	159
Impôts différés actifs, court terme [1]	**219**	**–**	**219**	51
Autres débiteurs	**549**	**(17)**	**532**	416
TOTALFINA	**2 051**	**(17)**	**2 034**	1 682
ELF			**1 820**	
Élimination des éléments réciproques			**(1)**	
ENSEMBLE TOTALFINA ELF			**3 853**	

(1) Voir Note 24.

12. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

31 DÉCEMBRE	1999		1998	
	Valeur nette	Valeur de marché	Valeur nette	Valeur de marché
Valeurs mobilières de placement cotées	**552**	**807**	**620**	**611**
Valeurs mobilières de placement non cotées	**6**	**–**	**5**	**–**
TOTALFINA	**558**	**807**	**625**	**611**
ELF	**79**	**79**		
ENSEMBLE TOTALFINA ELF	**637**	**886**		

13. CAPITAUX PROPRES

Augmentations de capital consécutives à l'OPE sur PetroFina

Le 1er décembre 1998, TOTAL d'une part, et ELECTRAFINA, INVESTOR, TRACTEBEL, ELECTRABEL et AG 1824 (les Apporteurs) d'autre part, ont signé une convention d'apport en nature par laquelle les Apporteurs ont apporté leurs actions PetroFina, sous conditions suspensives de l'approbation des autorités de la concurrence européennes et américaines et de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de TOTAL du 14 janvier 1999, conditions qui ont toutes été levées au premier semestre 1999. Les 9 614 190 actions PetroFina apportées ont été échangées contre 43 263 855 nouvelles actions TOTAL (2 actions PetroFina échangées contre 9 actions TOTAL).

TOTAL a lancé ensuite une offre publique d'échange sur l'intégralité des actions PetroFina non encore en sa possession, ouverte en Belgique et aux États Unis du 6 mai au 4 juin 1999, à la même parité que la convention d'apport, au cours de laquelle 12 516 106 actions PetroFina ont été apportées, donnant lieu à la création de 56 322 477 actions TOTAL de 50 francs de nominal. L'augmentation de capital corrélative d'un montant nominal de 2 816 123 850 francs a été constatée le 9 juin 1999.

Durant la réouverture de l'offre du 11 juin au 2 juillet 1999 portant sur les actions PetroFina restant en circulation, 1 038 192 actions PetroFina ont été remises à l'échange, entraînant la création de 4 671 864 actions TOTALFINA [1] de 10 euros de nominal [2] . L'augmentation de capital corrélative d'un montant nominal de 46 718 640 euros a été constatée le 9 juillet 1999.

Enfin, TOTALFINA a mené une nouvelle réouverture de l'offre du 30 juin au 28 juillet 1999 portant cette fois sur les actions PetroFina issues de l'exercice au 30 juin 1999 de warrants personnels PetroFina, au cours de laquelle 80 356 actions PetroFina ont été apportées à échange. Le montant nominal de l'augmentation de capital consécutive, constatée le 20 août 1999, a été de 3 616 020 euros et 361 602 actions nouvelles TOTALFINA de 10 euros de nominal ont été émises.

Warrants US TOTALFINA

En rémunération de l'opération de fusion du 5 août 1998, négociée entre PetroFina et FINA, Inc., 4 451 060 warrants US PetroFina ont été émis, lesquels donnent droit à souscrire des ADS PetroFina, à raison de 9 ADS PetroFina pour 10 warrants US PetroFina à un prix d'exercice de 42,25 USD par ADS PetroFina. Dans le cadre de l'offre publique d'échange sur PetroFina ouverte aux États-Unis, TOTALFINA a offert d'échanger 100 warrants US PetroFina contre 81 warrants US TOTALFINA à créer, chaque warrant US TOTALFINA donnant droit à l'achat d'un ADS TOTALFINA au prix de 46,94 USD par ADS. 4 140 500 warrants US PetroFina ont été apportés à l'offre, entraînant la création de 3 353 805 warrants US TOTALFINA. Au 31 décembre 1999, 3 349 917 warrants US TOTALFINA restaient en circulation.

(1) En vertu de la dix-septième résolution de l'AGM du 11 mai 1999, la dénomination sociale "TOTAL" a été remplacée par "TOTAL FINA S.A." le 14 juin 1999, soit à l'issue de la première phase de l'Offre Publique d'Echange sur les actions PetroFina.
(2) Le Conseil d'Administration du 15 juin 1999, faisant usage de l'autorisation qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale du 11 mai 1999, a décidé de convertir en euros le capital social de la Société en portant la valeur nominale des actions de 50 francs à 10 euros. En conséquence, le capital social de TOTAL FINA S.A., qui s'élevait à 17 218 698 500 francs divisé en 344 373 970 actions de 50 francs de nominal chacune, a été porté à 3 443 739 700 euros (soit 22 589 451 623,93 francs), par incorporation d'une somme de 5 370 753 123,93 francs prélevée sur le poste prime d'émission.

Augmentation de capital consécutive à l'OPE sur ELF Aquitaine

Le 13 septembre 1999, les conseils d'administration de TOTALFINA et d'ELF Aquitaine ont proposé à leurs actionnaires de rapprocher les deux entreprises de façon amicale au moyen d'une offre publique d'échange par laquelle les actionnaires d'ELF Aquitaine se sont vus proposer d'échanger 13 actions ELF Aquitaine contre 19 actions TOTALFINA. A l'issue de l'offre qui s'est déroulée du 23 septembre au 15 octobre 1999, TOTALFINA s'est porté acquéreur des 254 345 078 actions ELF Aquitaine (1) présentées à l'offre et a remis en échange 371 735 114 actions nouvelles TOTALFINA. L'augmentation de capital corrélative d'un montant nominal de 3 717 351 140 euros a été constatée le 26 octobre 1999.

Augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe

Le Conseil d'Administration du 11 décembre 1996 a décidé de mettre en œuvre une nouvelle augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 3 millions d'actions au prix de 331 francs par action. La première phase de souscription réservée aux salariés des filiales françaises a été ouverte du 24 février 1997 au 7 mars 1997, permettant la souscription de 1 139 447 actions portant jouissance au 1er janvier 1996. La deuxième phase, dont la période de souscription s'est déroulée du 14 au 22 avril 1997 était ouverte aux salariés des pays étrangers. 469 073 actions portant jouissance au 1er janvier 1996 ont été souscrites à cette occasion. Cette augmentation de capital réservée aux salariés, dont la période de souscription s'est déroulée du 12 au 21 novembre 1997 était ouverte aux salariés des pays étrangers où le Groupe est implanté, pour lesquels les autorisations administratives locales sont intervenues postérieurement à la date de détachement du coupon (3 juin 1997). 22 236 actions portant jouissance au 1er janvier 1997 ont été souscrites lors de cette phase.

L'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 1998 a autorisé le Conseil d'Administration à augmenter le capital, dans un délai maximum de cinq ans, en réservant la souscription aux salariés du Groupe, dans la limite de 3 % du capital social existant au moment de l'émission, cette autorisation remplaçant et annulant, pour la partie non utilisée, l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 juin 1993.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'Administration du 15 novembre 1999 a décidé de mettre en œuvre une première augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 3,5 millions d'actions portant jouissance 1er janvier 1999 au prix de 98 euros par action. Une première tranche de souscription réservée aux salariés des sociétés du Groupe, au périmètre de TOTALFINA, situées en France et en Belgique a été ouverte du 13 décembre 1999 au 13 janvier 2000. 1 216 908 actions ont été souscrites au cours de cette première phase. Deux autres tranches de souscription, ouvertes du 14 février au 2 mars 2000 et du 13 mars au 30 mars 2000, ont été réservées aux salariés des pays autres que la France et la Belgique où le Groupe, au périmètre de TOTALFINA, est implanté, et pour lesquels les autorisations administratives locales auront été obtenues en temps utile.

Évolution de la participation de l'État

Au 31 décembre 1997, l'État français détenait 2 180 644 actions, soit 0,9 % du capital, représentant 4 361 288 droits de vote, soit 1,7 % du total des droits de vote. Au cours du mois boursier d'avril 1998, l'État français a cédé 1 197 474 actions TOTAL. En avril 1998, il a également réalisé un échange obligatoire sur les 983 170 certificats pétroliers TOTAL (une action TOTAL pour un certificat pétrolier). Depuis la fin de cette opération effective le 7 mai 1998, l'État ne possède plus aucune action TOTAL.

Droits particuliers de l'État dans le capital d'ELF Aquitaine

Le capital social d'ELF Aquitaine comprend une action spécifique résultant de la transformation d'une action ordinaire décidée par décret du 13 décembre 1993 qui confère à la République Française des droits particuliers. Ce décret prévoit notamment une approbation préalable en cas de franchissement à la hausse de seuils de détention du capital ou des droits de vote par une personne agissant seule ou de concert. L'autorisation du gouvernement français au rapprochement avec ELF Aquitaine donnée le 16 juillet 1999 prévoit que celle-ci devra être renouvelée dans certains cas, en particulier si TOTALFINA vient à subir un changement de contrôle.

(1) Compte tenu de l'engagement d'ELF Aquitaine de ne pas apporter à l'offre les 8 485 797 actions qu'elle détenait en propre en date du 12 septembre 1999, l'offre visait un nombre maximum de 271 978 053 actions ELF Aquitaine.

Auto-détention

Au 31 décembre 1999, TOTAL FINA S.A. détenait 4 682 792 de ses propres actions, soit 0,65 % du capital social. Ces actions ont été achetées à des fins d'attribution aux salariés et de régularisation de cours, en vertu d'autorisations données par l'Assemblée Générale des actionnaires antérieures au nouveau cadre juridique du rachat d'actions fixé par la loi n° 98-546 portant DDOEF du 3 juillet 1998. Conformément à l'avis du Comité d'urgence du CNC du 17 décembre 1998 (Avis 98-D), ces titres sont traités en titres de placement et maintenus à l'actif du bilan consolidé.

Au 31 décembre 1999, ELF Aquitaine détenait 10 635 787 de ses propres actions. Celles-ci sont comptabilisées en titres immobilisés, donc déduites des capitaux propres consolidés.

Auto-contrôle

Au 31 décembre 1999, TOTAL FINA S.A. détenait indirectement, par l'intermédiaire de ses filiales, 25 187 447 de ses propres actions, soit 3,49 % du capital, réparties de la façon suivante :

- une société du Groupe, TOTAL Nucléaire, détenue indirectement par TOTAL FINA S.A., détenait 505 318 actions TOTALFINA. Ces actions ont été initialement acquises dans le but d'effectuer des placements de trésorerie et sont classées en titres de placement dans les comptes consolidés,

- aux termes du protocole d'accord conclu le 12 septembre 1999 entre TOTALFINA et ELF Aquitaine, ELF Aquitaine s'est engagée pour le compte de ses filiales Financière Valorgest, Sogapar, Fingestval et ELF Atochem North America à apporter à l'offre publique d'échange initiée par TOTALFINA respectivement les 3 798 000, 702 000, 12 315 760 et 72 000 actions ELF Aquitaine qu'elles détenaient à cette date. En conséquence, ces sociétés détenaient au 31 décembre 1999 respectivement 5 550 926, 1 026 000, 17 999 973 et 105 230 actions TOTALFINA, soit un total de 24 682 129 actions TOTALFINA. Ces actions sont comptabilisées en titres immobilisés dans les comptes de ces filiales ; en conséquence, elles sont déduites des capitaux propres consolidés.

Actions TOTALFINA

Au 1er janvier 1997	**242 125 588**
Actions émises en raison de :	
■ Augmentation de capital réservée aux salariés	1 630 756
■ Exercice d'options de souscription d'actions	576 832
Au 31 décembre 1997	**244 333 176**
Actions émises en raison de :	
■ Exercice d'options de souscription d'actions	454 462
Au 31 décembre 1998	**244 787 638**
Actions émises en raison de :	
■ Apport des 41 % de PetroFina	43 263 855
■ OPE sur PetroFina – 1re phase	56 322 477
■ OPE sur PetroFina – 2e phase	4 671 864
■ OPE sur PetroFina – 3e phase	361 602
■ OPE sur ELF Aquitaine	371 735 114
■ Exercice d'options de souscription d'actions	1 059 185
■ Exercice de warrants US	1 944
Au 31 décembre 1999 (1)	**722 203 679**

(1) Dont 24 682 129 actions d'auto-contrôle déduites des capitaux propres.

14. ACTIONS PRIVILÉGIÉES ÉMISES PAR LES FILIALES CONSOLIDÉES

TOTALFINA

Ces actions sans droit de vote ont été émises par les filiales consolidées TOTAL ENERGY RESOURCES FINANCE Inc. (TERFIN), TOTAL ENERGY CAPITAL Inc. (TECI) et TOTAL AMERICAN HOLDING (TAH) aux États-Unis. Elles bénéficient d'un dividende dont le taux dépend du "commercial paper" classé AA et sont remboursables au gré des sociétés émettrices.

ELF

Ces actions privilégiées ont été émises par les filiales ELF OVERSEAS, ELF Aquitaine CAPITAL AND INVESTMENT et ELF PETROLEUM UK.

A) Variations des actions privilégiées émises par les sociétés consolidées

TOTALFINA	
1er janvier 1998	228
Écarts de conversion	(14)
31 décembre 1998	214
Émission d'actions privilégiées	235
Écarts de conversion	49
Au 31 décembre 1999	498
ELF	
Au 31 décembre 1999	99
ENSEMBLE TOTALFINA ELF	**597**

B) Rémunération des actions privilégiées émises par les sociétés consolidées

EXERCICE	**1999**	1998	1997
Actions émises par :			
TERFIN	**4**	3	3
TECI	**5**	6	6
TAH	**6**	–	–
TOTALFINA	**15**	9	9

15. PROVISIONS POUR PENSIONS, RETRAITES ET OBLIGATIONS SIMILAIRES

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe participe à des régimes de prévoyance, retraite, préretraite et indemnités de fin de carrière. Ces régimes fournissent des prestations dépendant de différents facteurs : ancienneté, salaire, versements des régimes légaux et interprofessionnels, etc.

Les régimes sont majoritairement préfinancés par des placements diversifiés tels que contrats d'assurance, fonds communs de placement, actions, etc. Il n'y a pas d'investissement significatif en actions du Groupe.

Pour les régimes à cotisations définies et les régimes mutualisés avec d'autres employeurs, les charges correspondent aux cotisations versées. Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont évalués à l'aide de la méthode actuarielle "Projected Unit Credit".

Les effets des plans sociaux temporaires sont comptabilisés en charge à la date à laquelle les employés ont accepté d'y participer.

	Régimes de retraites		Autres régimes	
(en millions d'euros)	**1999**	1998	**1999**	1998
Variation de la dette actuarielle				
Dette actuarielle en début d'exercice	**1 501**	1 434	**52**	55
Coût normal	**75**	35	**4**	1
Intérêts sur la dette actuarielle	**122**	95	**8**	3
Cotisations employés	**12**	8	**–**	–
Acquisitions [1]	**1 123**	–	**62**	–
Cessions	**(187)**	–	**(1)**	(1)
Réductions de régimes	**1**	14	**–**	–
Pertes et (gains) actuariels générés	**78**	37	**11**	(3)
Prestations payées	**(162)**	(80)	**(6)**	(2)
Octroi de droits supplémentaires	**67**	–	**–**	–
Autres (Écarts de change)	**115**	(42)	**7**	(1)
Dette actuarielle en fin d'exercice	**2 745**	1 501	**137**	52
Variation de la valeur vénale des placements				
Valeur vénale des placements en début d'exercice	**(1 320)**	(1 226)	**–**	–
Rendement réel des placements	**(150)**	(127)	**–**	–
Cotisations employeurs	**(79)**	(17)	**–**	–
Cotisations employés	**(12)**	(8)	**–**	–
Acquisitions [1]	**(1 080)**	–	**–**	–
Cessions	**230**	–	**–**	–
Prestations payées par le fonds	**78**	53	**–**	–
Autres (Écarts de change)	**(207)**	5	**–**	–
Valeur vénale des placements en fin d'exercice	**(2 540)**	(1 320)	**–**	–
Couverture financière	**205**	181	**137**	52
Pertes et gains actuariels restant à amortir	**3**	115	**(9)**	1
Modifications de régimes restant à amortir	**9**	9	**3**	2
Dette initiale restant à amortir	**3**	(2)	**–**	–
Provisionné/(activé) selon les normes américaines	**220**	303	**131**	55

(1) Correspond à l'acquisition du Groupe PetroFina.

La dette actuarielle avec effet des augmentations de salaire, la dette actuarielle sans effet des augmentations de salaire et la valeur vénale des placements pour lesquelles la dette actuarielle sans effet des augmentations de salaire est supérieure à la valeur vénale des placements, s'élèvent respectivement à 1 311 millions d'euros, 1 212 millions d'euros et 678 millions d'euros, au 31 décembre 1999 et à respectivement 517 millions d'euros, 489 millions d'euros et 74 millions d'euros, au 31 décembre 1998.

Réconciliation avec les états financiers :

	Régimes de retraites		Autres régimes	
(en millions d'euros)	**1999**	1998	**1999**	1998
Provisions (MLA inclus)	**713**	477	**131**	55
Charges constatées d'avance	**(424)**	(120)	**–**	–
Engagements à comptabiliser selon les normes américaines	**289**	357	**131**	55
Ajustement de dette minimale (MLA) [1]	**(69)**	(54)	**–**	–
TOTALFINA - Provisionné/(activé) selon les normes américaines	**220**	303	**131**	55

(1) Ajustement spécifique aux normes américaines, la provision comptabilisée devant au minimum être égale à la dette actuarielle sans effet des augmentations de salaire diminuée de la valeur des placements.

Dans les comptes consolidés intégrant TOTALFINA et ELF, les engagements nets comptabilisés à fin 1999 sont de 2 223 millions d'euros pour les régimes de retraite et de 949 millions pour les autres régimes et se rapprochent comme suit des montants déterminés en application des normes américaines :

	Régimes de retraites		Autres régimes	
(en millions d'euros)	**1999**	1998	**1999**	1998
Engagements à comptabiliser selon les normes américaines (TOTALFINA)	**289**	357	**131**	55
■ Surfinancements des régimes constatés seulement lors de leur remboursement	**79**	69	**–**	–
■ Écarts sur changements de méthode, sur modifications de régimes et pertes et gains actuariels comptabilisés sur des durées différentes selon les règles locales	**148**	14	**(1)**	–
■ Ajustement de dette minimale (MLA)	**(69)**	(55)	**–**	–
Engagements à comptabiliser (TOTALFINA)	**447**	385	**130**	55
Engagements à comptabiliser (ELF)	**1 776**	–	**819**	–
Engagements à comptabiliser dans les comptes consolidés	**2 223**	385	**949**	55
■ Provisions TOTALFINA	**678**	452	**130**	55
■ Provisions ELF	**2 022**	–	**819**	–
ENSEMBLE TOTALFINA ELF	**2 700**	–	**949**	–
■ Charges constatées d'avance TOTALFINA	**(231)**	(67)	**–**	–
■ Charges constatées d'avance ELF	**(246)**	–	**–**	–
ENSEMBLE TOTALFINA ELF	**(477)**	–	**–**	–

Coût net de la période

(en millions d'euros)	Régimes de retraites 1999	1998	1997	Autres régimes 1999	1998	1997
Composants du coût de la période						
Coût normal	**75**	35	38	**4**	1	1
Intérêt sur la dette actuarielle	**122**	95	91	**8**	3	3
Rendement prévu des placements	**(155)**	(101)	(61)	**–**	–	–
Amortissement des modifications de régimes	**(1)**	(1)	(1)	**–**	–	–
Amortissement des pertes et gains actuariels	**19**	10	5	**–**	–	–
Amortissements de la dette initiale	**4**	4	4	**–**	–	–
Réductions/cessations de régimes et plans temporaires	**1**	14	(14)	**–**	–	–
Octroi de droits supplémentaires	**67**	–	–	**–**	–	–
Coût total (TOTALFINA) selon les normes américaines	**132**	56	62	**12**	4	4

Les charges de retraite enregistrées en compte de résultat consolidé selon les normes françaises au 31 décembre 1999 et 1998 s'élèvent respectivement à 152 et 60 millions d'euros. La différence entre ces montants et ceux évalués selon les normes américaines provient principalement de la méthode d'amortissement utilisée pour les écarts actuariels et de l'absence de reconnaissance des surfinancements dans les comptes consolidés.

Résumé des principales hypothèses actuarielles au 31 décembre pour TOTALFINA

Les hypothèses actuarielles utilisées sont déterminées par des actuaires selon les spécificités de chaque pays et de chaque régime.

	Régimes de retraites 1999	1998	1997	Autres régimes 1999	1998	1997
Taux moyen d'actualisation	**6 %**	7,1 %	7,4 %	**6 %**	6,6 %	6,6 %
Taux moyen de revalorisation des salaires	**3 %**	4,0 %	4,0 %	**3,5 %**	4,0 %	4,0 %
Taux moyen de rendement prévu des placements	**8,4 %**	8,1 %	8,0 %			
Espérance résiduelle moyenne d'activité	**10-25 ans**	10-25 ans	10-25 ans	**10-25 ans**	10-25 ans	10-25 ans

Concernant les autres régimes, la variation d'un point du taux d'augmentation des coûts maladie aurait les effets suivants:

(en millions d'euros)	Augmentation d'un point	Diminution d'un point
Effet sur le cumulé du coût normal et des intérêts sur la dette actuarielle	4	(2)
Effet sur la dette actuarielle	18	(17)

16. AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

31 DÉCEMBRE	**1999**	1998
Provision pour litiges	**111**	91
Provision pour arrêts techniques	**156**	93
Provision pour remise en état des sites et protection de l'environnement	**655**	248
Autres provisions		
■ Provisions d'exploitation	**452**	218
■ Autres	**210**	197
TOTALFINA	**1 584**	847
ELF [1]	**2 891**	–
ENSEMBLE TOTALFINA ELF	**4 475**	–

(1) Dont provision pour remise en état des sites de 1 530 millions d'euros.

17. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

A/ Dettes financières à long terme

31 DÉCEMBRE	**1999**			1998		
	Garantis	**Non garantis**	**Total**	Garantis	Non garantis	Total
Emprunts obligataires [1]	**7**	**3 189**	**3 196**	1	2 447	2 448
Financement des immobilisations en crédit-bail	**68**	**–**	**68**	64	–	64
Autres emprunts :						
■ Taux fixe	**77**	**625**	**702**	4	68	72
■ Taux variable	**59**	**1 697**	**1 756**	1	1 062	1 063
	136	**2 322**	**2 458**	5	1 130	1 135
TOTALFINA	**211**	**5 511**	**5 722**	70	3 577	3 647
ELF	**408**	**4 042**	**4 450**	–	–	–
ENSEMBLE TOTALFINA ELF	**619**	**9 553**	**10 172**	–	–	–

(1) Y compris emprunts assimilés de la société mère.

Les emprunts obligataires et assimilés [1] se décomposent comme suit :

31 DÉCEMBRE	**1999**	1998
Société mère [2]		
Emprunt 8 1/2 % 1991-2001 (200 millions de deutsche marks)	**126**	108
Emprunt 7 1/8 % 1991-2001 (100 millions de francs suisses)	**72**	62
Emprunt 8 1/4 % 1992-2002 (300 millions de deutsche marks)	**180**	155
Emprunt 6 % 1993-2000 (150 millions de francs suisses)	**98**	84
Emprunt 8 1/5 % 1995-2005 (500 millions de francs français)	**97**	83
Emprunt 7,62 % coupon unique 1995-2005 (950 millions de francs français)	**184**	159
Emprunt 7 1/2 % 1995-2005 (400 millions de francs français)	**78**	67
Emprunt 6,90 % 1996-2006 (990 millions de francs français)	**195**	168
Emprunt 6 3/4 % 1996-2008 (950 millions de francs français)	**182**	157
Emprunt 6 3/4 % 1996-2008 (800 millions de francs français)	**157**	135
Emprunt 6 3/4 % 1996-2008 (700 millions de francs français)	**134**	115
Emprunt 5,03 % 1997-2007 (620 millions de francs français)	**98**	85
Emprunt 6,8 % 1997-2007 (12 milliards de pesetas)	**82**	71
Emprunt 6 1/5 % 1997-2009 (900 millions de francs français)	**172**	148
Emprunt 6 7/8 % 1997-2004 (300 millions de dollars US)	**299**	257
Emprunt 5 1/4 % 1997-2003 (250 millions de deutsche marks)	**145**	125
Emprunt 2 1/4 % 1998-2003 (200 millions de francs suisses)	**134**	115
Emprunt ATHIMID 3 mois - 0,9 % 1998-2003 (10 milliards de drachmes grecques) [3]	**33**	28
Emprunt Pibor 3 mois+0,38 % 1998-2008 (230 millions de francs français)	**38**	33
Emprunt 5 1/8 % 1998-2009 (1 milliard de francs français)	**165**	142
Emprunt 5 % 1998-2013 (1 milliard de francs français)	**165**	143
Emprunt 3 7/8 % 1999-2006 (300 millions d'euros)	**323**	–
Emprunt 3 1/4 % 1999-2005 (200 millions de francs suisses)	**130**	–
Part à moins d'un an [4]	**(98)**	–
TOTAL SOCIÉTÉ MÈRE	**3 189**	2 440
Filiales consolidées	**7**	8
TOTALFINA	**3 196**	2 448

(1) Seuls les emprunts assimilés de la société mère sont pris en compte.
(2) Ces emprunts sont transformés en emprunts en dollars US à taux variable par l'intermédiaire de swaps d'émission adossés individuellement.
(3) Cet emprunt est à taux ATHIMID 3 mois – 0.9 % puis à 6 % à partir de juillet 2000.
(4) Emprunts obligataires - part à moins d'un an :
- au 31 décembre 1999 : 98 millions d'euros sur emprunt 6 % 1993-2000,
- au 31 décembre 1998 : néant.

Répartition par échéance (hors court terme) :

31 DÉCEMBRE	**1999**	**%**	1998	%
2000	**–**	**–**	254	7
2001	**502**	**9**	255	7
2002	**518**	**9**	375	10
2003	**603**	**11**	420	12
2004	**959**	**17**	2 343 [1]	64
2005 et suivantes	**3 140**	**54**	–	–
TOTALFINA	**5 722**	**100**	3 647	100

(1) 2004 et suivantes.

Répartition par devise et par type de taux :

Ces analyses sont présentées après prise en compte de l'effet des swaps de change et de taux adossés aux emprunts à long terme.

31 DÉCEMBRE	**1999**	**%**	1998	%
Dollar US	**4 356**	**76**	2 287	63
Livre sterling	**985**	**17**	811	22
Euro	**207**	**4**	144	4
Couronne Norvégienne	**135**	**2**	366	10
Autres devises	**39**	**1**	39	1
TOTALFINA	**5 722**	**100**	3 647	100

31 DÉCEMBRE	**1999**	**%**	1998	%
Taux fixes	**748**	**13**	89	2
Inférieurs à 7,5 %	**492**	**–**	46	–
Entre 7,5 % et 10 %	**219**	**–**	32	–
Supérieurs ou égaux à 10 %	**37**	**–**	11	–
Taux variables (1)	**4 974**	**87**	3 558	98
TOTALFINA	**5 722**	**100**	3 647	100

(1) La dette à taux variable est principalement libellée en dollar US et livre sterling. Les conditions en vigueur au 31 décembre 1999 étaient les suivantes :

Devise	Taux de référence	Spread moyen	Taux effectif
Dollar US	Libor USD 6 mois	0,21 %	6,04 %
Livre sterling	Libor GBP 3 mois	0,17 %	5,68 %

Au 31 décembre 1999, la société mère bénéficie de lignes de crédit long terme pour 3 467 millions de dollars US dont 3 372 millions de dollars US ne sont pas utilisés (contre respectivement 3 327 et 3 292 millions de dollars US au 31 décembre 1998).

Ces lignes de crédit sont accordées par des banques internationales pour des durées initiales pouvant aller jusqu'à 7 ans (la moyenne étant de 4,7 ans). Les intérêts payables en cas d'utilisation des lignes de crédit sont évalués sur la base du taux du marché monétaire. Des commissions diverses pour les montants non utilisés de ces lignes de crédit sont également dues.

B) Dettes financières à moins d'un an dès l'origine

31 DÉCEMBRE	**1999**		1998	
	Encours en fin de période	**Taux d'intérêt moyen pondéré**	Encours en fin de période	Taux d'intérêt moyen pondéré
"US commercial paper"	**1563**	**6,03 %**	–	–
"Euro commercial paper"	**42**	**5,07 %**	–	–
"GBP commercial paper"	**32**	**5,70 %**	–	–
Billets de trésorerie	**189**	**3,34 %**	171	3,50 %
Autres dettes à court terme	**851**	**5,58 %**	399	6,46 %
TOTALFINA	**2 677**		570	
ELF	**2 766**			
ENSEMBLE TOTALFINA ELF	**5 443**			

18. AUTRES CRÉDITEURS ET DETTES DIVERSES

31 DÉCEMBRE	**1999**	1998
Dettes d'exploitation	**776**	472
Produits constatés d'avance	**191**	117
Dettes sur États (impôts et taxes divers)	**2 024**	1453
Dettes sociales	**367**	262
Autres	**949**	612
TOTALFINA	**4 307**	2916
ELF	**4029**	
Éliminations des comptes réciproques	**(1)**	
ENSEMBLE TOTALFINA ELF	**8 335**	

19. INFORMATIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(non compris ELF)

Les secteurs d'activités sont définis et présentés en accord avec la norme n° 131 du FASB : l'information financière est présentée selon des principes identiques à ceux du reporting interne et reproduit l'organisation sectorielle interne tels que les instances de direction l'ont définie pour gérer et mesurer la performance de l'entreprise.

Les activités du Groupe sont divisées en trois secteurs : Amont, Aval, Chimie.

- L'Amont rassemble, aux côtés de l'exploration et de la production d'hydrocarbures, les activités Gaz, Electricité et Autres Energies.
- L'Aval regroupe les activités de raffinage et de distribution, le Trading et les Transports maritimes.
- La Chimie comprend la transformation des élastomères, avec Hutchinson, la Chimie de revêtements avec Bostik, Kalon et la division Résines, et la Pétrochimie.

Les secteurs d'activité bénéficient de l'assistance des directions fonctionnelles de la holding.

Le résultat opérationnel et les actifs sont répartis entre chaque secteur d'activité après retraitements de consolidation et ajustements inter-secteurs.

Les transactions entre secteurs sont réalisées à des prix proches des prix de marché.

EXERCICE 1999	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
COMPTE DE RÉSULTAT :						
■ Ventes hors Groupe	4 092	29 263	8 772	51	–	42 178
■ Ventes Groupe	3 784	628	162	335	(4 909)	–
Total ventes	**7 876**	**29 891**	**8 934**	**386**	**(4 909)**	**42 178**
Résultat opérationnel	1 838	461	604	(99)	–	2 804
Résultat des sociétés mises en équivalence	28	13	3	17	–	61
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	1 103	753	351	28	–	2 235
Dotations (reprises) aux provisions des immobilisations corporelles (incluses dans les charges d'exploitation)	31	2	–	–	–	33
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations incorporelles (Note 22)	4	42	8	15	-	69
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	1	26	83	–	–	110
Total des dotations aux amortissements et provisions	1 139	823	442	43	–	2 447
Éléments exceptionnels (nets d'impôt)	(37)	(126)	(14)	–	–	(177)
Produits financiers	24	57	16	154	–	251
Charges financières	(126)	(126)	(126)	(338)	–	(716)
Impôts courants et différés	828	18	103	(106)	–	843
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	10 344	5 259	4 216	232	–	20 051
Investissements	2 708	837	1 082	323	–	4 950
Sociétés mises en équivalence : titres	468	168	24	400	–	1 060

EXERCICE 1998	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
COMPTE DE RÉSULTAT :						
■ Ventes hors Groupe	2 363	17 187	4 746	37	–	24 333
■ Ventes Groupe	2 351	42	6	290	(2 689)	–
Total ventes	**4 714**	**17 229**	**4 752**	**327**	**(2 689)**	**24 333**
Résultat opérationnel	734	456	376	(77)	–	1 489
Résultat des sociétés mises en équivalence	45	11	1	–	–	57
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	640	372	169	20	–	1 201
Dotations (reprises) aux provisions des immobilisations corporelles (incluses dans les charges d'exploitation)	13	–	–	–	–	13
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations incorporelles (Note 22)	22	22	7	20	–	71
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-	32	70	3	–	105
Total des dotations aux amortissements et provisions	675	426	246	43	–	1 390
Éléments exceptionnels (nets d'impôt)	–	–	–	–	–	–
Produits financiers	29	66	10	135	–	240
Charges financières	(72)	(79)	(43)	(281)	–	(475)
Impôts courants et différés	239	69	41	17	–	366
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	6 072	2 875	2 339	143	–	11 429
Investissements	2 213	558	437	42	–	3 250
Sociétés mises en équivalence : titres	418	103	10	374	–	905

EXERCICE 1997	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
COMPTE DE RÉSULTAT :						
■ Ventes hors Groupe	2 522	22 199	4 350	60	–	29 131
■ Ventes Groupe	3 095	51	6	248	(3 400)	–
Total ventes	**5 617**	**22 250**	**4 356**	**308**	**(3 400)**	**29 131**
Résultat opérationnel	1 253	470	354	(84)	–	1 993
Résultat des sociétés mises en équivalence	(14)	4	1	–	–	(9)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	540	425	155	33	–	1 153
Dotations (reprises) aux provisions des immobilisations corporelles (incluses dans les charges d'exploitation)	17	–	–	–	–	17
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations incorporelles (Note 22)	9	23	7	42	–	81
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	–	38	90	3	–	131
Total des dotations aux amortissements et provisions	566	486	253	78	–	1 383
Éléments exceptionnels (nets d'impôt)	–	–	–	–	–	–
Produits financiers	26	47	10	298	–	381
Charges financières	(61)	(97)	(41)	(349)	–	(548)
Impôts courants et différés	470	52	33	67	–	622
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	5 592	2 774	2 270	153	–	10 789
Investissements	1 912	976	373	193	–	3 454
Sociétés mises en équivalence : titres	233	105	1	365	–	704

20. INFORMATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(non compris ELF)

Les ventes du Groupe sont essentiellement réalisées en Europe et sur le continent américain pour les produits raffinés et en Extrême-Orient pour les hydrocarbures.

	France	Reste de l'Europe	Amérique du Nord	Afrique	Extrême-Orient et reste du monde	Total
EXERCICE 1999						
Ventes hors Groupe	8 498	14 751	5 485	2 014	11 430	42 178
Immobilisations corporelles et incorporelles	2 026	8 462	2 743	1 790	5 030	20 051
EXERCICE 1998						
Ventes hors Groupe	6 504	6 658	1 264	1 859	8 048	24 333
Immobilisations corporelles et incorporelles	2 024	4 055	615	1 357	3 378	11 429
EXERCICE 1997						
Ventes hors Groupe	7 504	6 828	2 759	1 964	10 076	29 131
Immobilisations corporelles et incorporelles	2 101	4 012	721	1 262	2 693	10 789

En Asie, les productions gazières du Groupe sont vendues à des acheteurs de premier rang ou à des sociétés nationales, dans le cadre d'engagements contractuels de longue durée et à des prix liés au dollar. De ce fait, la croissance des productions gazières en Asie devrait se poursuivre. Les secteurs Aval et Chimie ont une présence limitée en Asie.

21. FRAIS FINANCIERS NETS

(non compris ELF)

EXERCICE	**1999**	1998	1997
Produits financiers	**251**	240	381
Charges financières	**(716)**	(475)	(548)
	(465)	(235)	(167)
Charges financières immobilisées	**87**	84	54
TOTALFINA	**(378)**	(151)	(113)

22. AUTRES CHARGES ET PRODUITS

(non compris ELF)

EXERCICE	**1999**	1998	1997
Pertes et profits de change	**25**	(21)	(27)
Plus et moins-values sur cessions d'actifs	**178**	128	148
Amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles	**(69)**	(71)	(81)
Autres	**13**	(69)	(29)
TOTALFINA	**147**	(33)	11

23. ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS (NETS D'IMPÔT)

(non compris ELF)

EXERCICE			**1999**	1998
	Montant avant impôts	Impôts	**Montants nets**	Montants nets
Cession de branches d'activité	(11)	14	**3**	–
Coûts de restructuration	(241)	61	**(180)**	–
TOTALFINA	(252)	75	**(177)**	–
dont part du Groupe			**(176)**	
dont part des minoritaires			**(1)**	

24. IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

(non compris ELF)

Conformément aux dispositions de l'article 209 quinquies du Code Général des impôts, TOTALFINA a obtenu du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie le renouvellement de l'agrément qui lui permet d'être imposé selon le régime du bénéfice consolidé. Ce régime lui permet de retenir pour le calcul de l'assiette de l'impôt non seulement le résultat des sociétés françaises ou étrangères consolidées globalement ou par mise en équivalence, mais aussi celui des sociétés dans lesquelles le Groupe détient une participation directe ou indirecte de plus de 10 % dans le secteur de l'énergie et de plus de 50 % dans les autres secteurs. Cet agrément permet ainsi la compensation, dans certaines limites, du résultat taxable des sociétés bénéficiaires et des pertes des autres entités.

Le renouvellement de l'agrément a été obtenu pour une période de trois ans à compter du 1er janvier 1999 jusqu'au 31 décembre 2001.

Rapprochement entre la charge d'impôt et le résultat avant impôt

EXERCICE	**1999**
Résultat net	**1 520**
Part des minoritaires	**45**
Impôts sur les sociétés	**768**
Résultat des sociétés mises en équivalence	**(61)**
Résultat avant impôt	**2 272**
Taux d'imposition - français	**40 %**
Charge d'impôt théorique	**909**
Différence entre le taux d'imposition français et le taux d'imposition des filiales étrangères	**69**
Différences permanentes	**(231)**
Réduction de la charge d'impôt due au régime du bénéfice consolidé	**(42)**
Variation de la provision pour dépréciation des impôts différés actifs	**30**
Autres	**33**
Charge d'impôt	**768**

Impôts

EXERCICE	**1999**	1998	1997
Impôts courants	**717**	334	505
Impôts différés	**51**	32	117
Total impôt sur les sociétés (y compris éléments exceptionnels)	**768**	366	622
Effet fiscal des éléments exceptionnels	**75**	-	-
Total impôt sur les sociétés (hors éléments exceptionnels)	**843**	366	622

Les surtaxes en majoration de l'impôt sur les sociétés françaises n'ont pas d'impact significatif sur la charge d'impôt du groupe.

Les principales sources d'impôts différés au 31 décembre 1999 sont les suivantes :

Déficits et crédits d'impôts reportables	863
Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires	74
Autres provisions	310
Dépenses d'exploration	107
Autres	959
Total des impôts différés actifs bruts	2 313
Provision pour dépréciation des impôts différés actifs	(375)
Impôts différés actifs nets	**1 938**
Amortissement fiscal accéléré	1 555
Provisions réglementées	445
Autres	1 050
Provision pour impôts différés passifs	**3 050**
Passif net d'impôt différé	**(1 112)**

Les impôts différés sont présentés de la manière suivante dans le bilan au 31 décembre 1999 :

Impôts différés actifs, long terme	341
Impôts différés actifs, court terme	219
Provision pour impôts différés	(1 672)
Net	**(1 112)**

Au 31 décembre 1999, le Groupe dispose de déficits et crédits d'impôts reportables. Cette économie d'impôt expire de la manière suivante :

2000	22
2001	54
2002	44
2003	20
2004	59
2005 et suivantes	309
Déficits et crédits d'impôts indéfiniment reportables	355
TOTAL	**863**

25. CRÉDIT-BAIL

Les contrats de crédit-bail portent sur des actifs immobiliers, des stations-service, des navires et d'autres matériels.

Les redevances minimales des contrats de crédit-bail irrévocables restant à payer au 31 décembre 1999 sont présentées selon leurs dates d'échéance dans le tableau suivant :

	Crédit-bail non capitalisé	Crédit-bail capitalisé
2000	60	42
2001	52	19
2002	39	18
2003	27	11
2004	14	27
2005 et suivantes	28	8
Total des engagements	220	125
Moins intérêts		(24)
Valeur nominale des contrats		101
Moins dette à moins d'un an des contrats de crédit-bail capitalisés		(33)
TOTALFINA - DETTES LONG TERME RÉSULTANT DES OPÉRATIONS DE CREDIT-BAIL CAPITALISES	–	**68**
ELF - DETTES LONG TERME RÉSULTANT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL CAPITALISÉES	–	**420**
ENSEMBLE TOTALFINA ELF	–	**488**

Les redevances constatées au titre des contrats de crédit-bail non capitalisés ont été de 52 millions d'euros pour l'exercice 1999 et de 38 millions d'euros pour l'exercice 1998.

Les contrats de crédit-bail non capitalisés incluent des chartes à long terme de plusieurs navires.

26. GESTION DES RISQUES

1/ Activité de trésorerie

La gestion de TOTALFINA est principalement orientée vers la couverture des risques financiers induits par son activité industrielle et commerciale.

(I) Gestion du risque de contrepartie

Toute contrepartie bancaire, intervenant dans le cadre d'opérations de couverture de change, de gestion de taux d'intérêt ou de placement de trésorerie, doit avoir obtenu l'aval du département central chargé du suivi des risques de contrepartie.

Elle ne peut être autorisée à travailler avec une société du groupe TOTALFINA que si elle bénéficie des meilleurs ratings (à court ou long terme, selon l'opération), attribués par les agences Moody's et Standard & Poor's.

Une limite est fixée pour chaque banque : déterminée au niveau du Groupe, elle est ensuite répartie entre les filiales et la maison-mère selon leurs besoins. L'encours calculé inclut notamment les instruments dérivés, qui sont pris en compte selon des normes très prudentes.

(II) Gestion du risque de change

Bien que la monnaie de comptabilisation du Groupe soit le franc français, une part significative des cash-flows est libellée en dollar américain, et dans une moindre mesure en livre britannique et couronne norvégienne.

L'activité commerciale génère des revenus et des coûts en devises. Or le Groupe a pour politique de couvrir systématiquement ses positions de change. Si la recette et le coût sont dans la même devise, TOTALFINA couvre la marge. Si la devise de l'achat (par exemple coût du pétrole brut) diffère de celle de la recette (par exemple vente de produit pétrolier), TOTALFINA couvre chacun des flux réels. Cette couverture s'effectue par achat/vente, essentiellement au comptant et parfois à terme, des montants en devises correspondants. TOTALFINA ne couvre que rarement des flux prévisionnels, et dans ce cas, a principalement recours à des achats d'options.

Quant aux actifs à long terme en devises étrangères, TOTALFINA s'efforce de réduire le risque de change associé en adossant, si cela est possible, un financement dans la même devise ; la dette à long et moyen terme en devise compense alors partiellement la position économique générée. Ainsi, pour des projets offrant une visibilité satisfaisante, un financement bancaire en devise, conclu localement ou via la société mère, est souvent préféré à un financement sur fonds propres en francs français. Dans le cadre du refinancement par la société mère, celle-ci va soit directement adosser un emprunt bancaire en devises, soit utiliser des swaps de change court terme ou long terme.

La position de change résiduelle est suivie régulièrement, en référence à un dispositif de limites définies par la Direction Générale.

(III) Gestion de la trésorerie

La trésorerie de la plupart des filiales du Groupe est centralisée au niveau de la société mère.

À ce niveau, la position courante, principalement constituée d'euros et de dollars américains, est gérée avec l'objectif de maintenir une liquidité permanente et maximale. Compte tenu de l'importance de la position courante en euros, les disponibilités sont placées soit directement en euros, soit par l'intermédiaire de swaps de devises court terme, sans modification de la position de change.

(IV) Gestion des taux sur la dette à long terme

Tenant compte de la couverture naturelle entre le prix du baril et le niveau des taux d'intérêt, le groupe TOTALFINA privilégie, pour minimiser les risques, la référence au taux variable. Des swaps de taux et change long terme sont ainsi adossés à l'émission à la plupart des emprunts obligataires, afin de créer une dette synthétique à taux variable. Pour modifier partiellement la structure de taux d'intérêt de la dette à long terme, TOTALFINA peut également conclure des swaps de taux d'intérêt à long terme. Dans ce but, tout endettement destiné à rester à taux fixe, ou toute transformation de dette à taux variable en taux fixe, nécessite un accord préalable du Comité Exécutif du Groupe.

(V) Gestion de position de taux à court terme

La position de taux à court terme est gérée avec trois objectifs principaux :

- maintenir une liquidité maximale,
- optimiser le revenu des placements en fonction de la courbe des taux,
- minimiser le coût d'emprunt.

La trésorerie est gérée sur un horizon inférieur à douze mois, et sur la base d'une référence de taux au jour le jour. La Direction du Groupe considère en effet que ces principes de gestion permettent d'atteindre ces objectifs.

La position de taux générée par l'ensemble du portefeuille (prêts, emprunts,...) est corrigée en recourant à des instruments financiers tels des swaps (échange) de taux d'intérêts, des Forward Rate Agreements (contrats à terme de taux d'intérêt) et des futures (contrats sur marchés organisés).

(VI) Contrôle du portefeuille d'instruments dérivés

Les produits dérivés sont utilisés dans un but de couverture des risques induits par l'activité du Groupe. L'encours correspondant est contrôlé en permanence par un service indépendant, avec notamment une vérification du respect des limites de contrepartie, des évaluations au marché des instruments détenus et des estimations de sensibilité aux variations des taux. Le groupe TOTALFINA n'utilise que des instruments peu complexes, ce qui permet de faciliter et fiabiliser les procédures de contrôle.

2. Activité sur matières premières

Produits pétroliers

La direction Trading de TOTALFINA assure un service commercial pour le compte des autres entités du Groupe.

Ses missions sont les suivantes :

- vendre la production du secteur Amont au meilleur prix ;
- assurer l'approvisionnement des raffineries du Groupe dans les meilleures conditions ;
- écouler les produits des raffineries du Groupe à l'exportation.

Dans ce cadre, la direction Trading de TOTALFINA développe une activité de commercialisation de cargaisons physiques "hors groupe".

Pour remplir ces objectifs, la direction Trading peut utiliser les instruments de couverture disponibles sur le marché.

(I) Risques de marché

Certains contrats d'achat ou de vente physique génèrent une position en risque en raison des formules de prix. Pour couvrir ce risque, la direction Trading de TOTALFINA utilise les instruments disponibles sur le marché : contrats sur marchés organisés (IPE, NYMEX), contrats Brent et Dubaï à terme, swaps sur produits pétroliers et sur pétrole brut. Le volume d'options est faible.

(II) Suivi des risques

Le risque et le résultat des opérations de la direction Trading sont évalués quotidiennement sur une base de valorisation de marché "mark-to-market" et diffusés aux intervenants du Groupe sur les marchés ainsi qu'à la Direction Générale.

(III) Risque de contrepartie

Les limites de contrepartie sont fixées et communiquées quotidiennement aux traders.

Gaz naturel

Les instruments dérivés utilisés entrent pour l'essentiel dans le cadre d'opérations de couverture sur la production de gaz naturel et de trading. Le risque et le résultat des opérations sont évalués quotidiennement "mark-to-market" et diffusés aux intervenants du Groupe sur les marchés ainsi qu'à la Direction Générale.

27. ENGAGEMENTS HORS BILAN

(non compris ELF)

31 DÉCEMBRE	**1999**	1998
Engagements donnés		
Effets escomptés non échus	**37**	5
Cautions en douane	**1 540**	1 422
Garanties sur emprunts	**277**	223
Sûretés réelles	**3**	4
Autres engagements donnés	**291**	183
TOTAL ENGAGEMENTS DONNÉS	**2 148**	1 837
Engagements reçus		
Garanties reçues des clients	**199**	125
Autres engagements reçus	**287**	167
TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS	**486**	292

Les engagements relatifs aux crédits-baux sont présentés en Note 25.

Instruments financiers et risque de contrepartie

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés simples pour gérer son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt, de cours de change des devises étrangères, des prix du pétrole brut et du gaz naturel.

Le Groupe a poursuivi, au cours de l'exercice 1999, sa politique consistant à privilégier le taux au jour le jour pour ses placements de trésorerie. Cela justifie l'utilisation de swaps de taux court terme qui permettent de ramener à une référence au jour le jour des liquidités placées à quelques semaines ou quelques mois.

Les opérations de placement de la trésorerie expliquent en partie l'encours élevé des swaps de change à court terme. Des swaps de change sont également utilisés dans le cadre du financement des filiales du Groupe par la société-mère.

Afin de minimiser le coût de son endettement à long terme, le Groupe a emprunté à taux fixe sur les marchés internationaux et utilise des swaps d'émission (swaps de taux et de change long terme négociés lors de l'émission) pour convertir cette dette en dollars US à taux variable. Des swaps de taux long terme peuvent être adossés à certaines dettes à long terme afin de modifier la structure d'endettement du Groupe.

Les positions de change sont couvertes par des achats/ventes de devises essentiellement au comptant, ce qui explique l'encours relativement faible des instruments dérivés de gestion du risque de change. Les achats/ventes à terme de devises sont, pour la plupart, de très courte maturité (quelques jours à quelques mois).

Le Groupe ne prévoit pas de défaut de tiers qui pourrait avoir un impact significatif sur sa situation financière et le résultat de ses opérations.

Portefeuille d'instruments financiers dérivés

Les engagements hors bilan liés aux activités du Groupe sur les instruments financiers dérivés sont présentés ci-dessous. Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'une perte ou d'un gain latent. Ils sont exprimés en millions d'euros.

31 DÉCEMBRE 1999		Total		2000	2001	2002	2003	2004	2005 et après
GESTION DU RISQUE DE TAUX									
Swaps d'émission									
Swaps prêteurs à taux fixe	Montant notionnel	3 287		98	198	180	311	299	2 201
	Taux reçu (au 31.12.99)		6,06 %						
	Taux payé (au 31.12.99)		6,03 %						
Swaps de taux et de change à long terme									
	Montant notionnel	83		–	67	–	–	–	16
	Taux reçu (au 31.12.99)		3,45 %						
	Taux payé (au 31.12.99)		5,88 %						
Swaps de taux long terme									
Swaps prêteurs à taux fixe	Montant notionnel	314		–	141	105	68	–	–
	Taux reçu (au 31.12.99)		7,22 %						
	Taux payé (au 31.12.99)		6,24 %						
Swaps prêteurs à taux variable	Montant notionnel	545		–	50	90	156	189	60
	Taux payé (au 31.12.99)		7,08 %						
	Taux reçu (au 31.12.99)		5,91 %						
Swaps de change court terme	Montant notionnel	3 862		de 4 jours					
				à 4 mois	–	–	–	–	–
Swaps de taux court terme	Montant notionnel	3 523		de 10 jours					
				à 4 mois	–	–	–	–	–
Caps/Floors [1]	Montant notionnel	116		de 1 mois					
	Taux garanti		12,58 %	à 1 an	–	–	–	–	–
Future Rate Agreements	Montant notionnel	–							
	Taux garanti			–	–	–	–	–	–
GESTION DU RISQUE DE CHANGE									
Options de change	Options achetées - notionnel	–		–	–	–	–	–	–
	Options vendues - notionnel	–		–	–	–	–	–	–
Contrats à terme de devises	Montant notionnel	396		383	13	–	–	–	–

(1) Ces contrats portent sur le rand sud-africain, ce qui justifie le niveau élevé des taux garantis.

TOTALFINA

31 DÉCEMBRE 1998		Total		1999	2000	2001	2002	2003	2004 et après
GESTION DU RISQUE DE TAUX									
Swaps d'émission									
Swaps prêteurs à taux fixe	Montant notionnel	2 440		–	84	170	155	268	1 763
	Taux reçu (au 31.12.98)		6,43 %						
	Taux payé (au 31.12.98)		5,30 %						
Swaps de taux et de change à long terme									
	Montant notionnel	59		–	–	59	–	–	–
	Taux reçu (au 31.12.98)		4,08 %						
	Taux payé (au 31.12.98)		7,85 %						
Swaps de taux long terme									
Swaps prêteurs à taux fixe	Montant notionnel	121		19	19	19	46	17	1
	Taux reçu (au 31.12.98)		8,00 %						
	Taux payé (au 31.12.98)		7,10 %						
Swaps prêteurs à taux variable	Montant notionnel	29		29	–	–	–	–	–
	Taux payé (au 31.12.98)		4,89 %						
	Taux reçu (au 31.12.98)		3,44 %						
Swaps de change court terme	Montant notionnel	2 235		de 2 jours à 6 mois	–	–	–	–	–
Swaps de taux court terme	Montant notionnel	2 003		de 7 jours à 6 mois	–	–	–	–	–
Caps/Floors [1]	Montant notionnel	22		9 mois	–	–	–	–	–
	Taux garanti		22,00 %						
Future Rate Agreements [1]	Montant notionnel	22		9 mois	–	–	–	–	–
	Taux garanti		19,86 %						
GESTION DU RISQUE DE CHANGE									
Options de change	Options achetées - notionnel	–		–	–	–	–	–	–
	Options vendues - notionnel	–		–	–	–	–	–	–
Contrats à terme de devises	Montant notionnel	74		72	1	1	–	–	–

(1) Ces contrats portent sur le rand sud-africain, ce qui justifie le niveau élevé des taux garantis.

Impact en compte de résultat des principaux instruments financiers de couverture [1]

31 DÉCEMBRE	**1999**	1998
Swaps de taux d'intérêt à long terme	**(9)**	(3)
Swaps de taux d'intérêt à court terme	**(2)**	(1)
Caps/Floors	**–**	–
Swaps de change à court terme	**(36)**	(39)[2]
Options de change	**–**	–

(1) Il n'a pas été jugé pertinent de mesurer un tel impact pour les swaps d'émission. En effet, ces derniers font partie intégrante des contrats d'émission de la plupart des emprunts obligataires afin de convertir dès l'origine une référence à taux fixe en devises diverses, en taux variable en dollars. De ce fait, le taux fixe d'origine de l'emprunt obligataire, et donc du swap, n'a pas de signification réelle.
(2) Les swaps de change sont largement utilisés par TOTALFINA SA pour placer ses disponibilités en euros sur des marchés de devises étrangères, et notamment en dollars. Cette manière de procéder s'est traduite par un montant de produits financiers élevé, compensé par un montant de déport significatif.

Matières premières

Les engagements hors bilan liés aux activités du Groupe sur les marchés à terme de pétrole brut, de produits raffinés et de gaz naturel sont présentés ci-dessous. Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'une perte ou d'un gain latent. Les engagements sur instruments assimilés à des instruments financiers correspondent à la branche à prix fixe des swaps. Les engagements sur instruments non assimilés à des instruments financiers sont valorisés sur la base des cotations à la clôture, ou, pour les options sur gaz naturel, sur la base du prix d'exercice.

31 DÉCEMBRE	**1999**	1998
Instruments assimilés à des instruments financiers		
Swaps de produits pétroliers		
■ Achat à prix fixe	**43**	27
■ Vente à prix fixe	**98**	31
Swaps de pétrole brut		
■ Achat à prix fixe (y compris CFD)	**210**	169
■ Vente à prix fixe	**15**	39
Swaps de gaz naturel		
■ Achat à prix fixe	**8**	–
■ Vente à prix fixe	**16**	–
Instruments non assimilés à des instruments financiers		
Contrats de futures		
■ Achat	**125**	114
■ Vente	**133**	125
Contrats de gré à gré (Brent, Dubai, Gaz naturel)		
■ Achat	**615**	466
■ Vente	**824**	602
Options sur gaz naturel		
■ Achat	**12**	–
■ Vente	**25**	–

Les engagements sur matières premières ont, pour l'essentiel, une échéance courte (inférieure à 1 an).

28. VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS

(non compris ELF)

Les normes n° 107 et 119, édictées par le FASB, requièrent l'estimation d'une valeur de marché de tous les instruments financiers à l'exception de certains instruments tels que les contrats de crédit-bail, les prêts aux filiales et sociétés apparentées et les retraites et obligations similaires. Les valeurs de marché ont ainsi été estimées pour la majorité des instruments financiers du Groupe, à l'exception des titres de participation et valeurs mobilières de placement cotés pour lesquels le cours de cotation a été retenu. Les instruments financiers intra-Groupe ne sont pas valorisés.

Les valorisations calculées, basées notamment sur des principes d'actualisation des flux de trésorerie futurs, doivent être nuancées par le fait que la valeur d'un instrument financier à un instant donné peut se trouver modifiée en fonction de l'environnement de marché (liquidité notamment), et d'autre part que les variations ultérieures de taux d'intérêt et des cours de change ne sont pas prises en compte. Dans certains cas, les évaluations ont été effectuées sur la base d'hypothèses simplificatrices, en particulier lorsque le calcul exact de la valeur de marché ne peut être obtenu sans coût excessif.

Les méthodes utilisées ont été les suivantes :

Disponibilités et dépôts à court terme, clients et comptes rattachés, concours bancaires courants, fournisseurs et comptes rattachés : en raison de leur caractère court terme, les valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

Titres de participation et valeurs mobilières de placement : les valeurs de marché estimées pour les titres de participation cotés proviennent des cours aux 31 décembre 1999 et 1998. Pour les autres titres non cotés, une estimation raisonnable de la valeur de marché ne peut être obtenue sans entraîner de coûts excessifs.

Prêts au personnel et autres prêts : l'échéancier des flux de trésorerie nets a été estimé et les montants ont été actualisés sur la base des courbes de taux "zéro coupon" au 31 décembre 1999. Les prêts aux filiales non consolidées et sociétés apparentées ne sont pas valorisés.

Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an des emprunts à long terme, swaps d'émission : la valeur de marché de ces éléments a été déterminée sur une base individuelle en actualisant les flux de trésorerie futurs avec les courbes de taux "zéro coupon" en vigueur à la clôture des exercices avec prise en compte d'un spread déterminé pour le Groupe.

Remarque : les swaps d'émission (swaps de change et de taux à long terme) sont spécifiquement adossés aux emprunts obligataires. Ils ont été conclus dès l'origine sous un contrat d'agrément ISDA, afin de créer un emprunt synthétique à taux variable en dollars US. La valeur de marché de ces swaps peut donc être intégrée dans une valeur globale des emprunts obligataires.

De même, des swaps de taux long terme ont été conclus afin de modifier partiellement la structure de taux de l'endettement du Groupe. Leur valeur de marché peut, là aussi, être rapprochée de celle des emprunts à long terme, auxquels ces swaps sont adossés.

Garanties bancaires : les garanties sont évaluées en estimant les primes moyennes demandées par le marché pour reprendre des garanties similaires émises par un groupe de même classe de risque que TOTALFINA.

Autres instruments financiers hors bilan :

La valeur de marché des swaps de taux est calculée par actualisation des flux futurs sur la base des courbes de taux "zéro coupon" en vigueur à la clôture des exercices 1999 et 1998.

Les Future Rate Agreements sont évalués à partir de taux "forward" déduits de la courbe des taux d'intérêts observés à la date de clôture.

Quant aux seuls Caps recensés au 31 décembre 1999, il a été considéré, compte tenu de leur échéance proche et de leur faible liquidité, que la prime versée était un bon indicateur de leur valeur de marché.

Les opérations de change à terme (termes secs et swaps de change) sont valorisées sur la base d'une comparaison des taux à terme négociés avec ceux en vigueur sur les marchés financiers aux 31 décembre 1999 et 1998 pour les mêmes maturités.

Remarque : Les swaps de change court terme sont utilisés dans le cadre de la gestion de la position courante de TOTALFINA, afin de pouvoir emprunter ou placer la trésorerie sur des marchés autres que le marché de l'euro. Ainsi, leur valeur de marché, si elle s'avère significative, est compensée par celle des prêts et emprunts court terme auxquels ils se rattachent. De même, la valeur de marché des swaps de taux court terme est corrélée à celle des prêts et emprunts court terme, ces swaps étant utilisés afin de ramener les taux négociés au taux au jour le jour, celui-ci constituant la référence.

31 DÉCEMBRE	**1999**		1998	
	Valeur nette comptable	**Valeur de marché estimée**	Valeur nette comptable	Valeur de marché estimée
BILAN				
Autres titres de participation :				
■ Cotés	**397**	**444**	383	460
■ Non cotés :				
Filiales non consolidées	**225**	**–**	185	–
Autres	**295**	**–**	229	–
Valeurs mobilières de placement :				
■ Cotées	**552**	**807**	620	611
■ Non cotées	**6**	**–**	5	–
Prêts et avances :				
■ Filiales non consolidées	**123**	**–**	220	–
■ Autres prêts	**371**	**349**	191	176
Emprunts obligataires (avant swaps et hors part à moins d'un an)	**3 196**	**2 892**	2 448	2 777
Swaps d'émission	**–**	**296**	–	(339)
Autres emprunts, hors crédits-baux [1] :				
■ Taux fixe	**462**	**472**	169	186
■ Taux variable	**1 996**	**1 996**	966	966
Part à moins d'un an des emprunts à long terme (hors part à moins d'un an des immobilisations en crédit-bail)	**631**	**662**	184	195
HORS BILAN				
Instruments de gestion de trésorerie				
Garanties sur emprunts	**–**	**(4)**	–	(13)
Swaps de taux et change long terme [3]	**–**	**(4)**	–	[2]
Swaps de taux long terme	**–**	**(4)**	–	5
Swaps de taux court terme	**–**	[2]	–	[2]
Swaps de change court terme	**–**	**(62)**	–	3
Contrats à terme de devises	**–**	[2]	–	3
Forward Rate Agreements	**–**	**–**	–	[2]
Caps/floors	**–**	[2]	–	[2]
Instruments sur matières premières				
Swaps sur produits pétroliers et de pétrole brut	**–**	**17**	–	[2]
Swaps de gaz naturel	**–**	[2]	–	–

La valeur de marché des autres instruments hors bilan détenus au 31 décembre 1999 n'est pas significative (inférieure à 2 millions d'euros).

(1) La valeur de marché ne tient pas compte des swaps de taux dans la mesure où ils sont présentés séparément.

(2) Valeur non significative.

(3) Non adossés à un emprunt obligataire.

29. ENVIRONNEMENT

Le Groupe opère dans des secteurs d'activité et dans des pays où les règlementations et les lois concernant la protection de l'environnement sont en constante évolution. Les coûts futurs estimés liés à des obligations probables en matière d'environnement ont été provisionnés. À mesure que la portée de ces obligations environnementales se précise, des variations des coûts futurs estimés peuvent être enregistrées. Le montant définitif de ces coûts futurs reste toutefois indéterminé du fait de facteurs tels que l'étendue d'une possible contamination du sol, la durée et l'importance des actions correctives qui pourraient être rendues nécessaires et la part de responsabilité du Groupe par rapport à d'autres parties en cause. Bien qu'il ne soit pas possible de déterminer avec précision quelle sera l'évolution de ces règlementations et de ces lois, le Groupe ne s'attend pas à ce qu'elles affectent de façon significative ses comptes consolidés.

Naufrage de l'*Erika*

Le pétrolier *ERIKA,* propriété d'armateurs italiens, affrété par TOTALFINA pour transporter du fioul lourd entre Dunkerque et Livourne (Italie), a fait naufrage au large des côtes bretonnes le 12 décembre 1999, déclenchant une pollution en mer et à terre par le fioul échappé du navire.

TOTALFINA a mobilisé une cellule de crise qui travaille aux côtés des pouvoirs publics français et a pris certains engagements. La Compagnie a annoncé le 30 décembre 1999 d'une part la mise en place d'un fonds d'urgence de 40 millions de francs destiné à aider les actions de nettoyage des côtes, et d'autre part la décision de financer directement les travaux de pompage du fioul contenu dans l'épave de l'ERIKA et le traitement des déchets afin que l'enveloppe d'indemnisation des assureurs et du FIPOL qui s'élève à 1,2 milliard de francs soit prioritairement consacrée à l'indemnisation des préjudices économiques et au remboursement des frais engagés dans le cadre de la lutte contre la pollution en mer et à terre. A ce jour, TOTALFINA n'est pas en mesure d'évaluer avec précision la charge qui lui incombera et n'a pas constitué de provisions dans les comptes de l'exercice 1999 au titre de cet événement.

30. PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET D'ACHAT D'ACTIONS

Options de souscription d'actions (Plans 1992, 1993, 1994, 1995)

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 juin 1991 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir dans un délai de cinq ans, aux salariés du Groupe, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital. En vertu de cette autorisation, le nombre total des options consenties ne peut donner droit à souscrire un nombre d'actions supérieur à 3 % du capital social au jour où les options sont consenties.

Options de souscription d'actions (Plan 1996)

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 juin 1996 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir dans un délai de cinq ans, aux salariés du Groupe, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital. En vertu de cette autorisation, le nombre total des options consenties ne peut donner droit à souscrire un nombre d'actions supérieur à 2,5 % du capital social au jour où les options sont consenties.

	Plan 1992 (1)	Plan 1993 (1)	Plan 1994 (1)	Plan 1995 (1)	Plan 1996 (2)	Total
PRIX D'EXERCICE (en francs)	225	210	286	291	392	
Nombre d'options						
■ attribuées avant le 1er janvier 1997	788 700	697 250	800 000	946 500	960 000	4 192 450
■ attribuées	–	–	–	–	–	–
■ annulées	(7 600)	(7 300)	(6 100)	(4 900)	–	(25 900)
■ exercées	(395 146)	(107 090)	(12 500)	(4 000)	–	(518 736)
■ exerçables au 1er janvier 1997	385 954	582 860	781 400	937 600	960 000	3 647 814
■ attribuées	–	–	–	–	–	–
■ annulées	–	–	(1 150)	(500)	(2 200)	(3 850)
■ exercées	(277 117)	(222 947)	(70 968)	(3 300)	(2 500)	(576 832)
■ exerçables au 1er janvier 1998	108 837	359 913	709 282	933 800	955 300	3 067 132
■ attribuées	–	–	–	–	–	–
■ annulées	(15 300)	(200)	(500)	(1 000)	(2 100)	(19 100)
■ exercées	(93 537)	(168 483)	(102 302)	(85 240)	(4 900)	(454 462)
■ exerçables au 1er janvier 1999	–	191 230	606 480	847 560	948 300	2 593 570
■ attribuées	–	–	–	–	–	–
■ annulées	–	(3 950)	(1 200)	(1 000)	(6 100)	(11 750)
■ exercées	–	(187 280)	(407 875)	(340 930)	(123 100)	(1 059 685)
■ exerçables au 31 décembre 1999	–	–	197 405	505 630	819 100	1 522 135
Date d'expiration	Mars 1998 Juin 1998	Juin 1999 Octobre 1999	Novembre 2000	Septembre 2001	Décembre 2002	

(1) Attributions décidées par le Conseil d'Administration et autorisées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 juin 1991. Les options sont exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.
(2) Attributions décidées par le Conseil d'Administration et autorisées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 juin 1996. Les options sont exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.

Le Conseil d'Administration n'a effectué aucune attribution d'options de souscription en 1997, 1998 et 1999.

Options d'achat d'actions TOTALFINA

L'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 1997 (treizième résolution) a autorisé le Conseil d'Administration à consentir au plus tard le 4 juin 2001, aux salariés du Groupe TOTALFINA, des options d'achat d'actions TOTALFINA. Le nombre global d'options d'achat consenties en vertu de cette autorisation et d'options de souscription consenties dans le cadre de la même résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 4 juin 1996 ne pourra donner droit globalement à acheter ni à souscrire un nombre d'actions supérieur à 2,5 % du capital social. Le Conseil d'Administration du 17 mars 1998 a décidé l'attribution de 970 000 options d'achat au prix d'exercice de 615 FRF par action. 955 000 options ont été notifiées individuellement et 8 350 options ont été annulées postérieurement à leur notification. Le Conseil d'Administration du 15 juin 1999 a décidé l'attribution de 1 500 000 options d'achat au prix d'exercice de 113 euros par action. 1 499 567 options ont été notifiées individuellement et 1 800 options ont été annulées postérieurement à leur notification.

Au 31 décembre 1999, le nombre d'options d'achat non exercées s'élevait à 931 950 (Conseil d'Administration du 17 mars 1998) et à 1 497 467 (Conseil d'Administration du 15 juin 1999).

Options de souscription et d'achat d'actions ELF Aquitaine

Dans le cadre de l'offre publique d'échange sur les actions ELF Aquitaine, le Groupe s'est engagé à garantir aux bénéficiaires d'options de souscription et d'achat d'actions ELF Aquitaine, à l'issue de la période visée à l'article 163 C du Code général des impôts "CGI", qui est en général de 5 ans à compter de la date d'attribution sauf survenance d'un cas de libération prévu par la loi, et jusqu'au terme de la période d'exercice des options, une faculté d'échange de leurs actions futures ELF Aquitaine contre des actions TOTALFINA sur la base de la parité d'échange de l'offre.

Au 31 décembre 1999, cette garantie portait potentiellement sur 4 643 670 actions ELF Aquitaine réparties par plan de la façon suivante:

Plan	Date du Conseil d'Administration	Options non exercées au 31.12.1999	Options exercées au 31.12.1999	Total
Plan 1995	25 janvier 1995	173 181	60 503	233 684
Plan 1996	20 mars 1996	376 808	12 168	388 976
Plan 1997	26 mars 1997	718 966	5 077	724 043
Plan 1998	1er avril 1998	926 804	0	926 804
Plan 1999 n°1	31 mars 1999	675 731	0	675 731
Plan 1999 n°2	13 septembre 1999	59 600	0	59 600
Plan performance IMT (1)	1er avril 1998 et 31 mars 1999	1 634 832	0	1 634 832
Total		**4 565 922**	**77 748**	**4 643 670**

(1) IMT : Incitation Moyen Terme.

31. EFFECTIFS DU GROUPE ET CHARGES DE PERSONNEL

(non compris ELF)

EXERCICE	**1999**	1998	1997
Charges de personnel			
Salaires et traitements (y compris charges sociales) (millions d'euros)	**3 143**	2 166	2 120
Effectif moyen du Groupe			
France			
■ Encadrement	**5 506**	5 164	4 942
■ Autres personnels	**18 393**	16 904	16 586
Étranger			
■ Encadrement	**7 898**	4 391	4 337
■ Autres personnels	**42 640**	30 707	28 526
TOTALFINA (1)	**74 437**	57 166	54 391

(1) Dont division Encres cédée en 1999 soit 4 585 personnes.

Les effectifs comprennent uniquement ceux des entreprises consolidées globalement.

32. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(non compris ELF)

(I) Informations supplémentaires sur les opérations d'investissement et de financement n'ayant pas eu d'incidence en termes de variation de trésorerie

Il n'y a pas eu de flux non financier significatif en 1999.

(II) Informations sur les principes comptables appliqués

Les flux de trésorerie en devises étrangères sont convertis en francs au cours moyen de l'exercice. Le tableau des flux de trésorerie exclut les différences de change dues à la conversion en francs des actifs et passifs des bilans libellés en devises étrangères au cours de fin de période (sauf pour les disponibilités et dépôts à court terme). Par conséquent, les flux ne peuvent être reconstitués à partir des montants figurant au bilan.

Disponibilités et dépôts à court terme

Les disponibilités et dépôts à court terme sont des actifs soit immédiatement disponibles, soit convertibles en disponibilités dans une échéance inférieure à trois mois. Les variations des concours bancaires courants sont incluses dans les flux de trésorerie de financement.

Dette à long terme

La variation de l'endettement à long terme a été présentée pour sa valeur nette en raison de l'importance des mouvements dus aux tirages multiples sur les lignes de crédit revolving. Cette variation peut être analysée de la manière suivante :

EXERCICE	**1999**	1998	1997
Augmentation de l'endettement à long terme	**1 669**	916	1 164
Remboursement de l'endettement à long terme	**(590)**	(162)	(506)
	1 079	754	658

(III) Variation du besoin en fonds de roulement

EXERCICE	**1999**	1998	1997
Valeurs d'exploitation	**(1 582)**	328	53
Créances clients et comptes rattachés	**(2 406)**	406	(39)
Autres créances	**299**	(417)	(134)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**1 426**	(369)	81
Autres créditeurs et dettes diverses	**303**	281	167
	(1 960)	229	128

(IV) Informations complémentaires

EXERCICE	**1999**	1998	1997
Trésorerie décaissée dans l'exercice au titre de :			
■ Frais financiers (nets des montants capitalisés)	**621**	466	932
■ Impôts sur les bénéfices	**457**	297	293

33. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter substantiellement la situation financière, les résultats ou l'activité du Groupe.

34. L'EURO

TOTALFINA prévoit le maintien en francs de la comptabilité des sociétés gérées au Siège jusqu'au second trimestre 2001. La préparation des systèmes informatiques a été entreprise avec mise en place de versions "euro" des logiciels. Les autres sociétés du Groupe ont la faculté de basculer leur comptabilité en euros avant cette date.

Les opérations commerciales (y compris intragroupe) ne seront que progressivement négociées en euros, la possibilité étant offerte aux clients et fournisseurs de régler dans cette devise.

Le passage à l'euro des activités de trésorerie a fait l'objet d'une préparation minutieuse, et s'est concrétisé par la conversion, en fin d'année 1998, de l'ensemble des positions et soldes financiers précédemment exprimés dans l'une des devises de l'Union Monétaire Européenne (dites devises "in").

Depuis le 1er janvier 1999, les opérations financières court terme, précédemment conclues en devises "in", sont réalisées en euros. Ceci concerne les opérations de marché à court terme (billets de trésorerie, papier commercial, dépôts), ainsi que les opérations de financement de TOTALFINA vis-à-vis de ses filiales, quelle que soit leur durée, et les opérations de change. L'euro est désormais la devise de référence de l'ensemble des rapports internes au Groupe sur la trésorerie, en particulier des états de suivi des positions de change et de taux d'intérêt.

En ce qui concerne les opérations financières à long terme, TOTALFINA étudie l'opportunité de procéder à la " redénomination" en euros de certains de ses emprunts obligataires en fonction de leur montant et de leur échéance. Quant au capital social, l'Assemblée Générale Mixte du 11 mai 1999 a décidé la conversion du capital social en euros et l'augmentation du nominal des actions de 50 francs à 10 euros.

L'ensemble des coûts de passage à l'euro n'est pas jugé significatif pour le Groupe.

35. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Le Groupe TOTALFINA, dans le cadre de sa cotation au New York Stock Exchange ("NYSE") dépose un rapport annuel (Form 20 F) auprès de l'US Securities and Exchange Commission ("SEC").

Bilans consolidés résumés des cinq derniers exercices

TOTALFINA

(en millions d'euros)

31 DÉCEMBRE	**1999** [1]	1998	1997	1996	1995
ACTIF					
Actif long terme	**51 358**	14 351	13 806	11 992	10 652
Immobilisations incorporelles	**3 112**	1 461	1 429	1 429	1 231
Immobilisations corporelles	**35 797**	9 968	9 360	8 279	7 299
Autres actifs long terme	**12 449**	2 922	3 017	2 284	2 122
Actif circulant	**29 624**	8 814	9 322	12 123	10 533
Valeurs d'exploitation	**7 863**	1 863	2 218	2 289	1 784
Autres actifs	**21 761**	6 951	7 104	9 834	8 749
TOTAL	**80 982**	23 165	23 128	24 115	21 185

31 DÉCEMBRE	**1999** [1]	1998	1997	1996	1995
PASSIF					
Capitaux permanents	**54 786**	16 721	16 326	15 470	14 547
Capitaux propres	**27 669**	10 346	10 158	9 034	8 017
Actions privilégiées sans droit de vote	**597**	214	228	200	187
Intérêts minoritaires	**1 481**	240	245	339	363
Provisions pour risques et charges	**14 527**	2 124	2 237	2 662	2 200
Dettes à long terme	**10 512**	3 797	3 458	3 235	3 780
Dettes à court terme	**26 196**	6 444	6 802	8 645	6 638
TOTAL	**80 982**	23 165	23 128	24 115	21 185

(1) Le bilan consolidé au 31 décembre 1999 intègre ELF ; les bilans présentés au titre des exercices antérieurs correspondent au Groupe TOTAL seul.

Comptes de résultats consolidés des cinq derniers exercices

TOTALFINA

(en millions d'euros)

EXERCICE [1]	**1999**	1998	1997	1996	1995
Chiffre d'affaires	**42 178**	24 333	29 131	26 919	20 707
Charges d'exploitation	**(37 139)**	(21 643)	(25 985)	(24 376)	(18 806)
Amortissements courants des immobilisations corporelles	**(2 235)**	1 201	(1 153)	(1 054)	(845)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	**2 804**	1 489	1 993	1 489	1 056
Frais financiers nets	**(378)**	(151)	(113)	(140)	(111)
Dividendes reçus des participations non consolidées	**76**	50	91	52	51
Rémunération des actions privilégiées	**(15)**	(9)	(9)	(8)	(8)
Autres charges et produits	**147**	(33)	11	(20)	(8)
Eléments exceptionnels	**(177)**	–	–	–	(254)
Impôts	**(843)**	(366)	(622)	(400)	(308)
Résultat des sociétés mises en équivalence	**61**	57	(9)	10	2
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ AVANT AMORTISSEMENT DES ÉCARTS D'ACQUISITION	**1 675**	1 037	1 342	983	420
Amortissement des écarts d'acquisition	**(110)**	(105)	(131)	(101)	(84)
Résultat de l'ensemble consolidé	**1 565**	932	1 211	882	336
Part des minoritaires	**45**	46	51	21	(7)
RÉSULTAT NET	**1 520**	886	1 160	861	343

(1) Les comptes de résultat des années 1995 à 1998 correspondent au Groupe TOTAL seul.

Comptes de résultats consolidés

TOTALFINA

(en millions de francs excepté pour le résultat net par action donné en francs)

EXERCICE	**1999** [1]	1998	1997
Chiffre d'affaires (Notes 19 et 20)	**276 668**	159 614	191 085
Charges d'exploitation	**(243 615)**	(141 968)	(170 448)
Amortissements des immobilisations corporelles	**(14 661)**	(7 876)	(7 565)
Résultat opérationnel (note 19)			
Holding	**(651)**	(504)	(551)
Secteurs d'activité	**19 043**	10 274	13 623
Total résultat opérationnel	**18 392**	9 770	13 072
Frais financiers nets (Note 21)	**(2 479)**	(988)	(738)
Dividendes reçus des participations non consolidées	**501**	326	597
Rémunération des actions privilégiées des filiales consolidées (Note 14)	**(98)**	(61)	(60)
Autres charges et produits (Note 22)	**962**	(215)	71
Éléments exceptionnels, nets (Note 23)	**(1 159)**	–	–
Impôt sur les sociétés (Note 24)	**(5 532)**	(2 402)	(4 077)
Résultat des sociétés mises en équivalence (Note 6)	**400**	372	(58)
Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition	**10 987**	6 802	8 807
Amortissement des écarts d'acquisition	**(724)**	(686)	(860)
Résultat de l'ensemble consolidé	**10 263**	6 116	7 947
dont part des minoritaires	**295**	302	336
Résultat net	**9 968**	5 814	7 611
RÉSULTAT NET PAR ACTION (NOTE 1-R) [2]	**28,4**	23,7	31,0

(1) Le compte de résultat de l'exercice 1999 n'intègre pas les comptes d'ELF. Le résultat estimé de l'ensemble consolidé d'ELF pour les mois de novembre et décembre 1999 est de 2 827 millions de francs et la part du résultat net revenant au Groupe TOTALFINA de 2 696 millions de francs. Le compte de résultat des exercices 1998 et 1997 correspond au Groupe TOTAL seul.

(2) Les actions émises lors de l'offre publique d'échange des actions ELF n'ont pas été retenues pour la détermination du résultat par action.

Bilans consolidés

TOTALFINA

(en millions de francs)

31 DÉCEMBRE	**1999** (1)	1998	1997
ACTIF			
Actif long terme			
Immobilisations incorporelles (Note 4)	**37 750**	17 086	16 339
Moins : amortissements et provisions (Note 4)	**(17 337)**	(7 500)	(6 965)
Immobilisations incorporelles, valeur nette (Note 4)	**20 413**	9 586	9 374
Immobilisations corporelles (Note 5)	**570 617**	132 163	127 525
Moins : amortissements et provisions (Note 5)	**(335 804)**	(66 780)	(66 125)
Immobilisations corporelles, valeur nette (Note 5)	**234 813**	65 383	61 400
Sociétés mises en équivalence : titres et prêts (Note 6)	**49 079**	9 247	8 491
Autres titres de participation (Note 7)	**12 240**	5 230	5 811
Autres actifs long terme (Note 8)	**20 341**	4 692	5 489
Total actif long terme	**336 886**	94 138	90 565
Actif circulant			
Valeurs d'exploitation (Note 9)	**51 578**	12 219	14 550
Clients et comptes rattachés (Note 10)	**87 439**	20 485	23 371
Autres créances (Note 11)	**25 274**	11 032	8 800
Valeurs mobilières de placement (Note 12)	**4 178**	4 097	1 773
Disponibilités et dépôts à court terme	**25 851**	9 982	12 652
Total actif circulant	**194 320**	57 815	61 146
TOTAL ACTIF	**531 206**	151 953	151 711

(1) Le bilan consolidé au 31 décembre 1999 intègre ELF Aquitaine ; les bilans consolidés au 31 décembre 1998 et 1997 correspondent au Groupe TOTAL seul.

(en millions de francs)

31 DÉCEMBRE	**1999** [1]	1998	1997
PASSIF			
Capitaux propres (Note 13)			
Capital	**45 753**	12 239	12 217
Primes et réserves consolidées	**133 652**	57 171	54 407
Écarts de réévaluation	**323**	465	458
Écarts de conversion	**1 768**	(2 010)	(450)
Total des capitaux propres	**181 496**	67 865	66 632
Actions privilégiées émises par les filiales consolidées (Note 14)	**3 916**	1 406	1 497
Intérêts minoritaires	**9 715**	1 577	1 605
Provisions pour risques et charges :			
Provision pour régulation des cours	**11 335**	–	955
Provisions pour impôts différés (Note 24)	**30 666**	5 054	5 230
Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires (Note 15)	**23 935**	3 326	3 216
Autres provisions pour risques et charges (Note 16)	**29 354**	5 551	5 272
Total provisions pour risques et charges	**95 290**	13 931	14 673
Dettes à long terme :			
Emprunts et dettes financières (Note 17)	**66 724**	23 919	21 742
Dépôts et cautionnements	**2 230**	985	939
Total dettes à long terme	**68 954**	24 904	22 681
Dettes à court terme :			
Fournisseurs et comptes rattachés	**61 660**	15 403	18 328
Autres créditeurs et dettes diverses (Note 18)	**54 674**	19 128	17 598
Part à moins d'un an des emprunts à long terme	**9 912**	1 370	1 818
Dettes financières à court terme (Note 17)	**35 704**	3 740	4 529
Concours bancaires courants	**9 885**	2 629	2 350
Total dettes à court terme	**171 835**	42 270	44 623
TOTAL PASSIF	**531 206**	151 953	151 711

(1) Le bilan consolidé au 31 décembre 1999 intègre ELF Aquitaine ; les bilans consolidés au 31 décembre 1998 et 1997 correspondent au Groupe TOTAL seul.

Estimation des réserves prouvées toutes zones

(Non auditées)

Réserves prouvées de pétrole et de gaz naturel

	Moyen-Orient			Hors Moyen-Orient			Toutes zones		
	Liquides [1] (millions de barils)	Gaz naturel (milliards de pieds cubes)	Liquides + gaz (millions de barils équivalent pétrole)	Liquides (millions de barils)	Gaz naturel (milliards de pieds cubes)	Liquides + gaz (millions de barils équivalent pétrole)	Liquides (millions de barils)	Gaz naturel (milliards de pieds cubes)	Liquides + gaz [2] (millions de barils équivalent pétrole)
31 DECEMBRE 1997									
Sociétés consolidées globalement	253,3	–	253,3	820,7	9 586,9	2 512,7	1 074,0	9 586,9	2 766,0
Sociétés mises en équivalence	1 761,2	876,0	1 922,2	4,3	–	4,3	1 765,5	876,0	1 926,5
Sociétés non consolidées	–	714,0	140,5	–	–	–	–	714,0	140,5
Total toutes sociétés	2 014,5	1 590,0	2 316,0	825,0	9 586,9	2 517,0	2 839,5	11 176,9	4 833,0
Variation en % depuis le 31 décembre 1996	(2,2 %)	31,6 %	1,3 %	8,9 %	6,7 %	7,0 %	0,7 %	9,7 %	4,2 %
31 DECEMBRE 1998									
Sociétés consolidées globalement	461,5	–	461,5	911,8	9 972,6	2 670,5	1 373,3	9 972,6	3 132,0
Sociétés mises en équivalence	1 644,5	857,2	1 802,1	3,0	–	3,0	1 647,5	857,2	1 805,1
Sociétés non consolidées	–	745,4	145,6	–	–	–	–	745,4	145,6
Total toutes sociétés	2 106,0	1 602,6	2 409,2	914,8	9 972,6	2 673,5	3 020,8	11 575,2	5 082,7
Variation en % depuis le 31 décembre 1997	4,5 %	0,9 %	4,0 %	10,9 %	4,0 %	6,2 %	6,4 %	3,6 %	5,2 %
31 DECEMBRE 1999									
Sociétés consolidées globalement	278,3	–	278,3	2 003,5	11 838,4	4 110,4	2 281,8	11 838,4	4 388,7
Sociétés mises en équivalence	1 537,4	837,6	1 691,5	15,2	–	15,2	1 552,6	837,6	1 706,7
Sociétés non consolidées	–	827,3	160,9	–	–	–	–	827,3	160,9
Total toutes sociétés	1 815,7	1 664,9	2 130,7	2 018,7	11 838,4	4 125,6	3 834,4	13 503,3	6 256,4
Variation en % depuis le 31 décembre 1998	(13,8 %)	3,9 %	(11,6 %)	120,7 %	18,7 %	54,3 %	26,9 %	16,7 %	23,1 %

(1) Ne sont incluses au Moyen-Orient que les réserves prouvées de la Compagnie qui peuvent être produites avant la fin des concessions, sans tenir compte d'éventuels renouvellements de ces dites concessions.

(2) Le gaz naturel est converti en barils équivalent pétrole à raison de 5,575, 5,614 et 5,607 pieds cubes par bep pour les années 1999, 1998 et 1997 respectivement. Ces ratios sont basés sur l'équivalence énergétique moyenne des réserves de gaz de la Compagnie.

Informations complémentaires sur l'activité hydrocarbures (Non auditées)

TOTALFINA

Les informations présentées dans les tableaux suivants donnent les éléments de TOTALFINA pour l'exercice 1999 (PetroFina est intégré au 1er janvier 1999) et ceux du Groupe TOTAL pour les exercices 1998 et 1997.

A - Coûts capitalisés

Les coûts capitalisés représentent les montants des droits miniers prouvés et non prouvés et comprennent les actifs industriels et installations ainsi que les amortissements correspondants.

Le tableau qui suit présente les coûts capitalisés au 31 décembre 1999, 1998 et 1997 des activités hydrocarbures du Groupe TOTALFINA.

(en millions d'euros)	Filiales consolidées				
	Europe	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	Total
31 décembre 1999					
Relatifs à des réserves prouvées	10 836	1 232	1 853	5 254	19 175
Relatifs à des réserves non prouvées	42	210	54	269	575
Total	10 878	1 442	1 907	5 523	19 750
Amortissements cumulés	(6 866)	(954)	(331)	(1 389)	(9 540)
Coûts nets capitalisés	4 012	488	1 576	4 134	10 210
dont frais généraux capitalisés	9	1	12	39	61
Quote part des coûts nets capitalisés des sociétés mises en équivalence					629
31 décembre 1998					
Relatifs à des réserves prouvées	5 456	–	1 234	3 482	10 172
Relatifs à des réserves non prouvées	24	41	22	332	419
Total	5 480	41	1 256	3 814	10 591
Amortissements cumulés	(3 342)	–	(168)	(1 075)	(4 585)
Coûts nets capitalisés	2 138	41	1 088	2 739	6 006
dont frais généraux capitalisés	8	–	3	11	22
Quote part des coûts nets capitalisés des sociétés mises en équivalence					547
31 décembre 1997					
Relatifs à des réserves prouvées	5 408	554	986	3 042	9 990
Relatifs à des réserves non prouvées	81	39	31	140	291
Total	5 489	593	1 017	3 182	10 281
Amortissements cumulés	(3 327)	(441)	(124)	(861)	(4 753)
Coûts nets capitalisés	2 162	152	893	2 321	5 528
dont frais généraux capitalisés	7	0	–	11	18
Quote part des coûts nets capitalisés des sociétés mises en équivalence					331

B - Coûts induits

Le tableau qui suit présente les coûts induits par les acquisitions de permis, les activités d'exploration et de développement d'hydrocarbures : ils comprennent à la fois les coûts capitalisés et ceux passés en charge.

(en millions d'euros)	Filiales consolidées				
	Europe	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	Total
31 décembre 1999					
Acquisition des permis prouvés	–	1	–	4	5
Acquisition des permis non prouvés	1	1	–	23	25
Coûts d'exploration	30	36	23	169	258
Coûts de développement	576	88	304	1 288	2 256
Total	607	126	327	1 484	2 544
31 décembre 1998					
Acquisition des permis prouvés	11	–	–	9	20
Acquisition des permis non prouvés	1	16	1	27	45
Coûts d'exploration	40	29	45	283	397
Coûts de développement	453	38	319	669	1 479
Total	505	83	365	988	1 941
31 décembre 1997					
Acquisition des permis prouvés	–	4	–	–	4
Acquisition des permis non prouvés	–	15	6	35	56
Coûts d'exploration	55	8	43	159	265
Coûts de développement	358	51	281	671	1 361
Total	413	78	330	865	1 686

Part des filiales du Groupe dans les coûts induits d'acquisition, d'exploration et de développement de l'activité hydrocarbures des sociétés mises en équivalence :

31 décembre 1999	82
31 décembre 1998	105
31 décembre 1997	99

C - Résultats des opérations de production d'hydrocarbures

Le tableau qui suit présente les produits et charges directs des opérations de production d'hydrocarbures.

Ils n'englobent pas de charges financières, et ne sont pas de ce fait nécessairement représentatifs de leur contribution aux résultats consolidés des activités hydrocarbures de la Compagnie.

■ Dans les comptes consolidés, la part du Groupe dans les résultats des activités de production des sociétés mises en équivalence est reflétée, au moyen de facturation interne, dans le résultat opérationnel de l'Amont.

■ Les taxes à la production payées par deux sociétés mises en équivalence opérant au Moyen Orient ont été ajoutées aux coûts de production. Les montants correspondants sont de 38 millions d'euros, 33 millions d'euros, 46 millions d'euros, pour les exercices 1999, 1998 et 1997 respectivement.

■ Les coûts de transport du gaz en Mer du Nord, Colombie et Afrique sont inclus dans les coûts de production. Les montants correspondants sont de 253 millions d'euros, 179 millions d'euros et 159 millions d'euros pour les exercices 1999, 1998 et 1997 respectivement.

■ Les coûts de liquéfaction dans l'usine de GNL de Bontang dans l'Est Kalimantan (Indonésie) et les coûts de transport afférents sont inclus à la fois dans les revenus et dans les coûts de production. Les montants correspondants sont de 79 millions d'euros, 74 millions d'euros, 75 millions d'euros pour les exercices 1999, 1998 et 1997 respectivement.

■ Les revenus de transport des gazoducs dans lesquels la compagnie a une participation sont de 110 millions d'euros, 89 millions d'euros et 92 millions d'euros pour les exercices 1999, 1998 et 1997 respectivement. Les coûts opératoires correspondants étaient de 21 millions d'euros, 19 millions d'euros 16 millions d'euros respectivement. Les amortissements pour la période correspondante étaient de 33 millions d'euros, 32 millions d'euros, 32 millions d'euros.

■ Les achats de gaz pour revente, en Mer du Nord, inclus dans les coûts de production représentent 82 millions d'euros, 22 millions d'euros et 35 millions d'euros, pour les exercices 1999, 1998 et 1997 respectivement. Les revenus de gaz correspondants s'élèvent à 85 millions d'euros, 25 millions d'euros et 23 millions d'euros pour la même période.

(en millions d'euros)	Filiales consolidées				
	Europe	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	Total
31 décembre 1999					
Chiffre d'affaires					
Chiffre d'affaires tiers	754	51	781	425	2 011
Chiffre d'affaires inter-activités	1 066	154	122	1 130	2 472
Chiffre d'affaires TOTALFINA	1 820	205	903	1 555	4 483
Coûts de production	(615)	(71)	(237)	(504)	(1 427)
Charges d'exploration	(32)	(30)	(22)	(83)	(167)
Amortissements	(453)	(214)	(94)	(439)	(1 200)
Résultats avant impôts	720	(110)	550	529	1 689
Impôts sur les bénéfices	(347)	44	(266)	(134)	(703)
Résultats des opérations de production d'hydrocarbures	373	(66)	283	396	986
31 décembre 1998					
Chiffre d'affaires					
Chiffre d'affaires tiers	588	60	513	210	1 371
Chiffre d'affaires inter-activités	329	–	73	694	1 096
Chiffre d'affaires TOTAL	917	60	586	904	2 467
Coûts de production	(313)	(27)	(160)	(440)	(940)
Charges d'exploration	(27)	(13)	(35)	(97)	(172)
Amortissements	(320)	(25)	(77)	(322)	(744)
Résultats avant impôts	257	(5)	314	45	611
Impôts sur les bénéfices	(38)	2	(159)	(12)	(207)
Résultats des opérations de production d'hydrocarbures	219	(3)	155	33	404
31 décembre 1997					
Chiffre d'affaires					
Chiffre d'affaires tiers	642	104	567	246	1 559
Chiffre d'affaires inter-activités	473	–	112	845	1 430
Chiffre d'affaires TOTAL	1 115	104	679	1 091	2 989
Coûts de production	(305)	(35)	(192)	(489)	(1 021)
Charges d'exploration	(54)	(10)	(36)	(126)	(226)
Amortissements	(282)	(36)	(25)	(264)	(607)
Résultats avant impôts	474	23	426	212	1 135
Impôts sur les bénéfices	(198)	(7)	(189)	(56)	(450)
Résultats des opérations de production d'hydrocarbures	276	16	237	156	685

Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence :	
31 décembre 1999	136
31 décembre 1998	104
31 décembre 1997	97

D - Information sur les réserves d'hydrocarbures

On trouvera ci-après les principes utilisés par le Groupe TOTALFINA pour établir les estimations de réserves d'hydrocarbures, les revenus futurs actualisés générés par les réserves prouvées et leur réconciliation d'une année sur l'autre.

On entend par "réserves prouvées" les quantités estimées de pétrole brut et de gaz naturel que les données techniques actuelles permettent d'estimer pouvoir être raisonnablement récupérables à partir de réservoirs connus et dans les conditions économiques et opérationnelles en vigueur.

Les réserves prouvées développées sont les réserves prouvées qui pourraient raisonnablement être produites à partir de puits et d'installations existants et selon les techniques en vigueur. Ces quantités s'entendent nettes de toutes redevances. Les réserves prouvées n'incluent pas les quantités supplémentaires récupérables au delà de la fin des concessions.

Les quantités produites de pétrole brut (qui incluent les condensats et les gaz liquifiés) et de gaz naturel représentent la part nette du Groupe dans les volumes retirés des réserves d'hydrocarbures.

Les montants figurant à la rubrique "Part des sociétés mises en équivalence" sont ceux de certaines sociétés affiliées au Moyen-Orient et en Afrique. De plus, le Groupe a des réserves de pétrole brut dans des filiales consolidées globalement du Moyen Orient qui sont incluses dans la colonne "Reste du monde".

La part du Groupe dans les réserves de pétrole brut de toutes ses sociétés affiliées du Moyen Orient se monte globalement à 1 816 millions de barils en 1999, 2 106 millions de barils en 1998 et 2 014 millions de barils en 1997.

Dans le cadre des contrats de partage de production, le Groupe a le droit de recevoir une part contractuelle de la production d'hydrocarbures. Les réserves prouvées incluent les quantités estimées attribuables au titre du remboursement des dépenses d'investissements et de fonctionnement des champs ainsi qu'au titre de sa rémunération. Ces estimations de réserves varient en fonction des prix des hydrocarbures en raison du mode de fonctionnement du remboursement des dépenses prévu au contrat.

Réserves d'hydrocarbures liquides

(en millions de barils)	Filiales consolidées				
	Europe	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	Total
1er janvier 1997	226,4	13,0	101,5	624,1	965,0
Révisions des estimations précédentes	30,8	1,9	19,1	145,3	197,1
Extensions, découvertes et autres	11,4	0,6	1,2	4,9	18,1
Acquisitions de réserves en terre	–	0,1	–	–	0,1
Cessions de réserves en terre	(5,5)	(0,6)	–	–	(6,1)
Production de l'année	(29,5)	(1,7)	(8,6)	(60,4)	(100,2)
31 décembre 1997	233,6	13,3	113,2	713,9	1 074,0
Révisions des estimations précédentes	40,0	3,2	21,8	131,0	196,0
Extensions, découvertes et autres	2,8	–	–	227,2	230,0
Acquisitions de réserves en terre	–	–	–	0,2	0,2
Cessions de réserves en terre	(0,6)	(15,5)	–	–	(16,1)
Production de l'année	(26,8)	(1,0)	(10,2)	(72,8)	(110,8)
31 décembre 1998	249,0	–	124,8	999,5	1 373,3
Révisions des estimations précédentes	(11,0)	(32,1)	(12,6)	(165,1)	(220,8)
Extensions, découvertes et autres	9,7	1,8	–	706,6	718,1
Acquisitions de réserves en terre	514,6	71,5	1,2	62,3	649,6
Cessions de réserves en terre	–	(25,5)	–	(41,3)	(66,8)
Production de l'année	(68,6)	(3,2)	(10,0)	(89,8)	(171,6)
31 décembre 1999	693,7	12,5	103,4	1 472,2	2 281,8
Réserves prouvées développées (en millions de barils)					
31 décembre 1997	144,6	13,3	84,6	564,2	806,7
31 décembre 1998	175,8	–	92,5	706,5	974,8
31 décembre 1999	648,6	9,6	72,5	680,7	1 411,4
Sociétés consolidées par mise en équivalence					
31 décembre 1997					1 765,5
31 décembre 1998					1 647,5
31 décembre 1999					1 552,6

Réserves de gaz

(en milliards de pieds cubes)	Filiales consolidées				
	Europe	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	Total
1er janvier 1997	1 805,9	137,8	5 855,3	1 184,8	8 983,8
Révisions des estimations précédentes	180,6	2,0	312,4	411,8	906,8
Extensions, découvertes et autres	143,7	49,9	86,7	15,5	295,8
Acquisitions de réserves en terre	–	0,4	–	–	0,4
Cessions de réserves en terre	(88,1)	(3,7)	–	–	(91,8)
Production de l'année	(185,1)	(34,9)	(217,0)	(71,1)	(508,1)
31 décembre 1997	1 857,0	151,5	6 037,4	1 541,0	9 586,9
Révisions des estimations précédentes	210,5	51,7	329,2	231,1	822,5
Extensions, découvertes et autres	128,1	–	93,3	12,5	233,9
Acquisitions de réserves en terre	0,4	–	–	24,4	24,8
Cessions de réserves en terre	(9,8)	(179,6)	–	–	(189,4)
Production de l'année	(158,9)	(23,6)	(252,6)	(71,0)	(506,1)
31 décembre 1998	2 027,3	–	6 207,3	1 738,0	9 972,6
Révisions des estimations précédentes	(96,6)	(101,3)	649,4	86,0	537,5
Extensions, découvertes et autres	267,6	109,3	–	354,3	731,2
Acquisitions de réserves en terre	930,3	405,6	80,9	–	1 416,8
Cessions de réserves en terre	(23,9)	(28,5)	–	(49,9)	(102,3)
Production de l'année	(231,2)	(69,4)	(302,3)	(114,5)	(717,4)
31 décembre 1999	2 873,5	315,7	6 635,3	2 013,9	11 838,4
Réserves prouvées développées (en milliards de pieds cubes)					
31 décembre 1997	1 358,3	151,5	3 519,0	457,3	5 486,1
31 décembre 1998	1 367,8	–	4 457,3	670,9	6 496,0
31 décembre 1999	2 689,5	242,9	4 569,4	1 329,4	8 831,2
Sociétés consolidées par mise en équivalence					
31 décembre 1997					876,0
31 décembre 1998					857,2
31 décembre 1999					837,5
Sociétés non consolidées					
31 décembre 1997					714,0
31 décembre 1998					745,4
31 décembre 1999					827,3

Revenus nets futurs actualisés générés par les réserves prouvées

Le calcul des revenus nets futurs actualisés générés par les réserves prouvées a été effectué selon les principes suivants :

1/ les estimations sont basées sur les quantités de réserves prouvées à produire pendant les périodes de production attendues en utilisant les conditions économiques de fin d'année,

2/ les flux futurs nets actualisés estimés provenant des réserves prouvées sont valorisés sur la base des prix affichés en fin d'année, à l'exception des cas où des revalorisations de prix fixées et déterminables sont incluses dans les contrats existants,

3/ les coûts de production estimés (qui comprennent les coûts de transport et taxes à la production), les coûts de développement futurs et les coûts de démantèlement, sont déduits des flux futurs. Toutes les estimations sont basées sur les conditions économiques de fin d'année,

4/ les estimations d'impôts sur les bénéfices futurs sont calculées en fonction du taux légal existant localement en fin d'année et tiennent compte des différences permanentes et des crédits d'impôts futurs,

5/ les flux futurs nets ont été actualisés au taux standard de 10 % selon les règles de la norme 69 du FASB.

Le calcul des revenus nets futurs ne doit pas nécessairement être considéré comme le reflet ni l'interprétation de la juste valeur des réserves d'hydrocarbures du Groupe. Une estimation de celle-ci prendrait aussi en considération, entre autres facteurs, la part de réserves déjà découvertes mais non encore qualifiées de réserves prouvées, l'intégration de modifications futures dans les prix et les coûts, et un taux d'actualisation plus représentatif de la valeur temps du coût de l'argent et des risques inhérents aux calculs de réserves estimées.

On trouvera ci-après le calcul normalisé de la projection des flux nets futurs actualisés relatifs aux réserves prouvées d'hydrocarbures :

(en millions d'euros)	Filiales consolidées				
	Europe	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	Total
31 décembre 1997					
Revenus futurs	9 623,4	544,6	11 731,8	12 009,7	33 909,5
Coûts de production futurs	(3 269,0)	(216,3)	(2 223,8)	(4 619,1)	(10 328,2)
Coûts de développement futurs	(993,7)	(39,0)	(1 729,0)	(1 102,5)	(3 864,2)
Flux futurs nets avant impôts sur les bénéfices	5 360,7	289,3	7 779,0	6 288,1	19 717,1
Impôts sur les bénéfices futurs	(2 808,3)	–	(3 471,9)	(1 661,6)	(7 941,8)
Flux futurs nets après impôts sur les bénéfices	2 552,4	289,3	4 307,1	4 626,5	11 775,3
Actualisation au taux de 10 %	(962,7)	(83,5)	(2 321,6)	(1 818,6)	(5 186,4)
Flux futurs nets actualisés	1 589,7	205,8	1 985,5	2 807,9	6 588,9
31 décembre 1998					
Revenus futurs	7 739,3	–	8 347,5	10 298,7	26 385,5
Coûts de production futurs	(3 112,2)	–	(2 128,0)	(4 174,4)	(9 414,6)
Coûts de développement futurs	(828,7)	–	(1 361,8)	(1 534,7)	(3 725,2)
Flux futurs nets avant impôts sur les bénéfices	3 798,4	–	4 857,7	4 589,6	13 245,7
Impôts sur les bénéfices futurs	(1 727,6)	–	(1 986,6)	(877,6)	(4 591,8)
Flux futurs nets après impôts sur les bénéfices	2 070,8	–	2 871,1	3 712,0	8 653,9
Actualisation au taux de 10 %	(771,3)	–	(1 488,1)	(1 592,3)	(3 851,7)
Flux futurs nets actualisés	1 299,5	–	1 383,0	2 119,7	4 802,2
31 décembre 1999					
Revenus futurs	23 879,8	1019,1	21 213,2	41 639,6	87 751,7
Coûts de production futurs	(7 400,9)	(164,4)	(2 838,3)	(11 782,8)	(22 186,4)
Coûts de développement futurs	(1 525,6)	(94,6)	(1 894,9)	(5 276,6)	(8 791,7)
Flux futurs nets avant impôts sur les bénéfices	14 953,3	760,1	16 480,0	24 580,2	56 773,6
Impôts sur les bénéfices futurs	(9 151,3)	(261,1)	(7 366,1)	(7 561,6)	(24 340,1)
Flux futurs nets après impôts sur les bénéfices	5 802,0	499,0	9 113,9	17 018,6	32 433,5
Actualisation au taux de 10 %	(1 876,4)	(146,3)	(4 758,1)	(9 052,1)	(15 832,9)
Flux futurs nets actualisés	3 925,6	352,7	4 355,8	7 966,5	16 600,6
Part du Groupe dans les flux futurs nets actualisés des sociétés mises en équivalence au :					
31 décembre 1997					1 270,2
31 décembre 1998					900,1
31 décembre 1999					1 750,8

Principales origines des variations des flux futurs nets actualisés

Le tableau suivant explique les principales origines des variations des flux nets futurs actualisés pour les années 1999, 1998, 1997.

(en millions d'euros)	**1999**	1998	1997
Flux nets futurs actualisés au 1er janvier	**4 802,0**	6 588,9	7 189,9
Sociétés consolidées :			
Ventes, nettes des coûts de production	**(3 056,0)**	(1 561,4)	(2 012,6)
Variations des prix et des coûts de production	**10 337,7**	(3 757,2)	(3 922,7)
Extensions, découvertes et amélioration de la récupération	**3 767,2**	948,3	1 188,3
Variations des estimations des coûts de développement futurs	**(769,5)**	(325,5)	(318,2)
Coûts de développement de l'année	**1 321,4**	1 200,0	1 181,6
Révisions des estimations précédentes des quantités	**(12,1)**	65,1	564,1
Imputation de l'actualisation à 10 %	**763,1**	1 007,5	1 315,1
Variation nette des impôts sur les bénéfices	**(5 704,2)**	1 783,6	1 428,4
Acquisitions de réserves en terre	**3 548,4**	9,8	0,9
Cessions de réserves en terre	**(310,3)**	(178,2)	(80,5)
Variation des rythmes de production et autres	**1 912,9**	(978,9)	54,6
Flux nets futurs actualisés au 31 décembre	**16 600,6**	4 802,0	6 588,9

Perspectives d'avenir

Le 29 mars 2000, à l'occasion de la réunion de présentation aux analystes financiers des résultats 1999 du Groupe, la direction générale de TotalFinaElf a donné les indications suivantes pour les années à venir [1] :

- les objectifs de synergies liées aux rapprochements successifs de TOTAL avec PetroFina puis ELF Aquitaine, ont été revus en hausse à 2,35 milliards d'euros par an avant impôts à partir de 2003 (respectivement 0,6 milliard d'euros et 1,75 milliard d'euros) ;
- en termes de réduction des coûts, les objectifs portent sur le maintien du coût de découverte à un niveau très compétitif (1 $/bep environ), la baisse des coûts techniques de l'exploration-production d'hydrocarbures à moins de 6,5 $/bep en 2003 avec notamment une prévision de croissance des productions de l'ordre de 6 % par an d'ici 2002 et une production de 2,8 millions de bep/j en 2005. Dans le raffinage européen, le point-mort des raffineries européennes devrait baisser de 11 $/t en 1999 à 8 $/t en 2003 ;
- l'objectif d'amélioration du résultat opérationnel d'ici 2003 est fixé à + 4,4 milliards d'euros par an par rapport au résultat opérationnel 1999 proforma (+ 70 %). Cette amélioration doit résulter des effets conjugués de la croissance des activités, des gains de productivité et des synergies liées aux rapprochements avec PetroFina et ELF Aquitaine ;
- les objectifs de rentabilité [2] des secteurs d'activité en 2003, pour un Brent à un niveau constant de 15 $/b, sont de 15 % dans l'Amont et de 14 % dans l'Aval et la Chimie, soit une rentabilité moyenne pondérée de 14,5 %. Pour un Brent à 17 $/b, les objectifs de rentabilité sont inchangés dans l'Aval et la Chimie et de 17,5 % dans l'Amont, soit une rentabilité moyenne pondérée de 16 % ;
- les désinvestissements prévus à court et moyen terme devront s'élever à 8 milliards d'euros d'ici 2003, dont 4 milliards d'euros dans la Santé et 4 milliards d'euros répartis par tiers entre la Chimie, l'Aval et un pôle constitué par l'Amont et les participations financières ;
- le bénéfice d'un environnement favorable devrait permettre une réduction du ratio d'endettement du Groupe à 40 % dans un premier temps, puis, simultanément à un programme de rachat d'actions, à 30 % dans un deuxième temps ;
- une croissance de l'Amont plus rapide que la moyenne de l'industrie, un programme d'investissements soutenu et un fort potentiel d'amélioration de la performance devraient permettre à TotalFinaElf de doubler en quatre ans le résultat net proforma 1999 et de plus que doubler le BNPA sur la même période grâce aux rachats d'actions.

(1) Sur la base d'un environnement constant : €/$ = 1,1 ; Brent = 15 $/b ; Marge de raffinage = 12 $/t.
(2) ROCE = résultat net + frais financiers après impôts/capitaux employés au 1er janvier de l'année n.

États financiers simplifiés de la société mère

Comptes de résultat résumés

(en millions d'euros)	**1999**	1998	1997
Résultat d'exploitation	**721**	414	861
Résultat financier	**1 471**	470	674
Incluant :			
Produits des participations	**739**	430	464
Résultat exceptionnel et impôt	**(1 276)**	(311)	(873)
BÉNÉFICE NET	**916**	573	662

Variation des capitaux propres

	Actions émises					
(en millions d'euros)	Nombre	Montant	Primes d'émission	Réserves et report à nouveau	Réserve de réévaluation	Total
31 décembre 1998	244 787 638	1 866	1 983	4 317	275	8 441
Dividendes payés en numéraire	–	–	–	(689)	–	(689)
Résultat net 1999	–	–	–	916	–	916
Offre publique d'échange PetroFina	104 619 798	1 046	10 722	–	–	11 768
Offre publique d'échange ELF	371 735 114	3 717	38 395	–	–	42 112
Réserve légale prélevée sur la prime d'émission	–	–	(535)	535	–	–
Émission d'actions	1 059 185	11	35	–	–	46
Warrants	1 944	–	1	–	–	1
Variation de la valeur nominale	–	582	(582)	–	–	–
Variation des écarts de réévaluation	–	–	–	–	–	–
31 décembre 1999	722 203 679	7 222	50 019	5 079	275	62 595

Les comptes sociaux complets de la société mère (comprenant les annexes) sont disponibles sur demande au siège social de la Société : 2, place de la Coupole – La Défense 6 – 92400 Courbevoie

Bilans résumés au 31 décembre

(en millions d'euros)

	1999	1998	1997
ACTIF			
Actif immobilisé	**69 333**	11 082	10 657
Immobilisations incorporelles	**20**	26	34
Immobilisations corporelles	**77**	77	73
Immobilisations financières	**69 236**	10 979	10 550
Titres de participation	**59 863**	4 292	4 098
Créances rattachées à des participations	**9 373**	6 687	6 452
Actif circulant	**3 138**	2 004	2 363
Stocks	**13**	7	1
Créances d'exploitation	**1 697**	652	944
Valeurs mobilières de placement	**407**	386	132
Disponibilités et dépôts à court terme	**1 021**	959	1 286
Compte de régularisation	**12**	50	16
TOTAL GÉNÉRAL	**72 483**	13 136	13 036

	1999	1998	1997
PASSIF			
Capitaux propres	**62 595**	8 441	8 349
Capital	**7 222**	1 866	1 862
Primes, réserves, report à nouveau	**54 457**	6 002	5 825
Résultat de l'exercice	**916**	573	662
Autres fonds propres	**–**	–	–
Provisions pour risques et charges	**179**	202	205
Dettes	**9 637**	4 474	4 436
Dettes financières	**8 246**	3 932	3 574
Emprunts obligataires [1]	**3 329**	2 469	2 256
Emprunts et dettes financières divers	**4 917**	1 463	1 318
Dettes d'exploitation	**1 391**	542	862
Compte de régularisation	**72**	19	46
TOTAL GÉNÉRAL	**72 483**	13 136	13 036

(1) Y compris emprunts assimilés.

Les états simplifiés de TOTALFINA société mère sont établis conformément à la réglementation comptable française.

Filiales et participations

(en millions d'euros)

31 DÉCEMBRE 1999	Quote-part du capital détenu en %	Capital	Autres capitaux propres	Valeur comptable des titres détenus brute	Valeur comptable des titres détenus nette	Prêts et avances	Chiffre d'affaires	Résultat net	Dividendes encaissés	Avals et cautions
FILIALES										
ELF	94,9	2 219	14 228	42 192	42 192	–	35 548	2 072	–	–
PETROFINA	99,1	1 087	1 610	11 797	11 797	–	4 420	2 082	233	–
TOTALFINA GESTION	100,0	2 064	–	2 064	2 064	–	–	–	–	–
TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION SA.	99,2	381	370	1 302	1 302	857	7 990	(399)	68	87
TOTAL CHIMIE	100,0	100	695	833	833	2	–	24	34	–
HUTCHINSON	62,1	43	605	316	316	269	1 482	43	30	175
TOTAL OIL HOLDINGS LTD	100,0	280	553	231	231	825	1 615	189	–	132
TOTAL DEUTSCHLAND (GMBH)	100,0	29	(59)	175	99	87	2 150	(4)	–	3
TEPA (EX CFPA)	100,0	32	18	129	–	33	–	4	–	–
OMNIUM INSURANCE REINSUR. CIE	100,0	40	102	114	114	–	–	72	35	–
AUTRES				1 190	919	7 736			339	2 949
TOTAL GÉNÉRAL				60 343	59 867	9 809			739	3 346

Autres informations sur cinq ans

	1999	1998	1997	1996	1995
I - CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
(en milliers d'euros)					
Capital social	**7 222 037**	1 865 882	1 862 418	1 845 590	1 791 654
Nombre des actions ordinaires existantes	**722 203 679**	244 787 638	244 333 176	242 125 588	235 049 629
Nombre d'actions futures à créer					
■ par remboursement de TSDIRA	**–**	–	–	–	996 936
■ par exercice d'options de souscription d'actions	**1 522 135**	2 578 770	3 052 332	3 644 514	3 085 297
II - OPÉRATIONS ET RÉSULTAT DE L'EXERCICE					
(en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires commercial hors taxes	**7 666 169**	4 575 011	6 777 501	6 268 936	4 809 884
Provisions pour participation et intéressement des salariés au titre de l'exercice	**10 214**	4 573	7 394	5 031	2 592
Résultat après impôts et dotations aux amortissements et provisions	**916 109**	572 623	662 432	783 017	541 543
Report à nouveau antérieur	**385 535**	501 955	398 369	314 998	292 256
Résultat à affecter :	**1 301 644**	1 074 578	1 060 801	1 098 015	833 799
Réserve légale	**1 061**	346	1 683	5 393	5 912
Fonds de prévoyance	**–**	–	–	–	–
Réserves	**(408 756)**	–	76 224	304 898	198 184
Résultat distribué	**1 709 339**	704 319	484 229	391 576	314 721
Report à nouveau	**–**	369 913	498 665	396 148	314 982
III - RÉSULTAT PAR ACTION					
(en euros)					
Résultat après impôts, mais avant dotations aux amortissements et provisions [1]	**0,98**	2,74	1,70	1,54	1,55
Résultat après impôts et dotations aux amortissements et provisions [1]	**2,61**	2,33	2,70	3,26	2,31
Dividende net attribué à chaque action	**2,35**	2,00	1,98	1,60	1,33
IV - PERSONNEL					
(en milliers d'euros, excepté pour l'effectif des salariés)					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice [2]	**2 523**	2 501	2 424	2 429	2 499
Montant de la masse salariale de l'exercice	**171 122**	162 217	150 252	146 091	154 102
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, oeuvres sociales, etc...)	**85 083**	79 574	77 734	74 051	79 672

(1) Les résultats par action sont calculés sur la base du nombre moyen d'actions pondéré dilué sur l'année.
(2) Y compris les collaborateurs en congé de fin de carrière, en congé de formation rémunéré ou en préretraite (38 personnes en 1999 et 61 personnes en 1998).

Évolution du capital social
au cours des cinq derniers exercices

(en milliers de francs)

Années	Augmentations du capital	Nominal	Prime d'émission ou de conversion	Montants successifs du capital nominal	Nombre cumulé d'action de la société
1995	Augmentation de capital :				
	Dividendes en actions	209 570	951 446	11 574 273	231 485 457
	Augmentation de capital réservée aux salariés	51 853	210 365	11 626 126	232 522 526
	Exercice d'options de souscription d'actions	6 080	21 307	11 632 206	232 644 129
	Remboursement de TSDIRA	120 275	337 371	11 752 481	235 049 629
1996	Augmentation de capital :				
	Dividendes en actions	222 337	1 240 643	11 974 818	239 496 377
	Augmentation de capital réservée aux salariés	62 245	240 762	12 037 063	240 741 269
	Exercice d'options de souscription d'actions	19 369	67 185	12 056 432	241 128 652
	Remboursement de TSDIRA	49 847	139 820	12 106 279	242 125 588
1997	Augmentation de capital :				
	Augmentation de capital réservée aux salariés	81 538	458 242	12 187 817	243 756 344
	Exercice d'options de souscription d'actions	28 842	102 566	12 216 659	244 333 176
1998	Augmentation de capital :				
	Exercice d'options de souscription d'actions	22 723	89 688	12 239 382	244 787 638
1999	Augmentation de capital :				
	Écart de valeur nominale	3 817 635	(3 817 635)	16 057 017	244 787 638
	Offre publique d'échange PetroFina	6 862 609	70 327 484	22 919 626	349 407 436
	Offre publique d'échange ELF	24 384 225	248 349 424	47 303 851	721 142 550
	Warrants	127	1 035	47 303 978	721 144 494
	Frais d'augmentation de capital	–	(1 902)	–	–
	Exercice d'options de souscription d'actions	69 478	233 957	47 373 456	722 203 679

Personnes assurant la responsabilité du document de référence

À notre connaissance, les données du présent document de référence sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe TotalFinaElf. Elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

M. Thierry Desmarest

Le Président du Conseil d'administration

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables données dans le présent document de référence en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession. Les comptes annuels et les comptes consolidés des exercices 1997, 1998 et 1999 ont fait l'objet d'un audit par nos soins. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations financières et comptables présentées.

CABINET KPMG

FIDUCIAIRE DE FRANCE

R. Amirkhanian

BARBIER FRINAULT & AUTRES

P. Macioce

COB

Le présent rapport annuel, comprenant le rapport financier et le cahier présentant les comptes pro forma TOTALFINA-ELF Aquitaine, a été enregistré comme document de référence par la Commission des Opérations de Bourse en date du 14 avril 2000 sous le n° R.00-150.

Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission.

Afin de faciliter la lecture du présent rapport annuel enregistré comme document de référence, le tableau de correspondance ci-après renvoie aux principales rubriques de l'instruction d'application du règlement 98-01 de la COB et aux pages du rapport annuel correspondantes.

SECTIONS	RUBRIQUES	PAGES DU RAPPORT ANNUEL 1999
1.1	Nom et fonction des responsables du document	138
1.2	Attestation des responsables	138
1.3	Nom et adresse des contrôleurs légaux	56
3.1	Renseignements de caractère général concernant l'émetteur	51
3.2	Renseignements de caractère général concernant le capital	53
3.3	Répartition actuelle du capital et des droits de vote	46
3.4	Marché des titres de l'émetteur	39
3.5	Dividendes	41
4.1	Présentation de la société et du Groupe	1 à 37
4.3	Faits exceptionnels et litiges	116
4.4	Effectifs	114
5.1	Comptes de l'émetteur	62
6.2	Intérêts des dirigeants dans le capital	9 à 11 et 49
7.1	Évolution récente	81
7.2	Perspectives d'avenir	132

Conception et réalisation : ALTEDIA COMMUNICATION - PARIS • **Crédits photos : Couverture :** © Y. ARTHUS BERTRAND - © J. BURLOT - © M. CLINCKE - © P. BESSARD – SCOPIMAG - © J. ZARUBA • **P 4 :** © PH. DEMAIL • **P 8 :** © PH. DEMAIL - D. LEBRUN • **P.9 :** © PH. DEMAIL • **P 12 & P 13 :** © PEERAKIT - © L. ZYLBERMAN - © A. KELER • **P 14 :** © P. LATRON - © D. WALKER - © D.R TOTALFINA • **P.15 :** © Y. ARTHUS BERTRAND • **P 16 :** © Y. ARTHUS BERTRAND - © DUMONT – SCOPIMAG - © L. ZYLBERMAN • **P 17 :** © M. ROUSSEL - © A. KELER • **P 18 :** © F. ROBERT - © D. WALKER • **P.19 :** © Y. ARTHUS BERTRAND • **P.20 & P.21 :** © L. ZYLBERMAN - © P. LATRON - © J. BURLOT © A. GONIN - © P. BESSARD – SCOPIMAG • **P.22 :** © C. CHALANCON - © M. CLINCKE - © P. BESSARD – SCOPIMAG • **P.23 :** © M. CLINCKE • **P.24 :** © J. BURLOT - © P. BESSARD - SCOPIMAG - © C. CHALANCON • **P.25 :** © J. BURLOT • P.26 & P.27 : © M. CLINCKE - © S. CAMBON – SCOPIMAG - © J. BURLOT • **P.28 :** © D.R TOTALFINA - © S. RIVOALLON • **P.29 :** © J. ZARUBA - © J. BURLOT • **P.30 :** © S. CAMBON – SCOPIMAG - © D. WALKER - © D.R TOTALFINA • **P.31 :** © B. BLACK • **P.32 :** © L. ZYLBERMAN - © Y. ARTHUS BERTRAND • **P.34 :** © Y. ARTHUS BERTRAND • **P.35 :** © MAHUZIER • **P.36 :** © Y. ARTHUS BERTRAND - © PH. GUIGNARD • **P.37 :** © D. WALKER - © P. LATRON - © PH. GUIGNARD - © J. BURLOT © S. CAMBON – SCOPIMAG - © VO TRUNG DUNG - © C. CHALANCON.

TOTALFINAELF
Direction de la Communication
Société Anonyme
Au capital de 7 222 036 790 euros

Siège social :
2, place de la Coupole
La Défense 6
92400 Courbevoie
542 051 180 RCS Nanterre

www.totalfinaelf.com

TOTALFINAELF

Comptes Proforma

Comptes consolidés 1997-1999
aux normes comptables françaises
article 215

sommaire

p. 1 Résultat consolidé
p. 2 Bilan consolidé
p. 4 Flux de trésorerie
p. 5 Informations par activité
p. 6 Informations complémentaires sur l'activité hydrocarbures

Comptes de résultats consolidés

Proforma TotalFinaElf (normes comptables françaises - article 215)

(en millions d'euros excepté pour le résultat net par action donné en euros)

EXERCICE	**1999**	1998	1997
Chiffre d'affaires	**75 035**	61 810	74 380
Charges d'exploitation	**(65 117)**	(53 777)	(63 562)
Amortissements des immobilisations corporelles	**(4 399)**	(5 000)	(5 075)
Résultat opérationnel			
Holding	**(240)**	(277)	(336)
Secteurs d'activité	**5 759**	3 310	6 079
Total résultat opérationnel	**5 519**	3 033	5 743
Frais financiers nets	**(559)**	(429)	(390)
Dividendes reçus des participations non consolidées	**183**	159	175
Rémunération des actions privilégiées des filiales consolidées	**(54)**	(76)	(77)
Autres charges et produits	**120**	158	101
Éléments exceptionnels, nets	**691**	–	–
Impôt sur les sociétés	**(2 185)**	(1 138)	(2 861)
Résultat des sociétés mises en équivalence	**377**	380	221
Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition	**4 092**	2 087	2 912
Amortissement des écarts d'acquisition	**(406)**	(159)	(217)
Résultat de l'ensemble consolidé	**3 686**	1 928	2 695
dont part des minoritaires	**190**	118	168
Résultat net	**3 496**	1 810	2 527
RÉSULTAT NET PAR ACTION	**4,98**	2,58	3,62

Résultat opérationnel des secteurs d'activité, hors éléments non récurrents	**6 354**	4 696	6 902
Résultat net hors éléments non récurrents	**3 349**	2 703	3 193
Résultat net par action hors éléments non récurrents	**4,77**	3,86	4,58

Bilans consolidés

Proforma TotalFinaElf (normes comptables françaises - article 215)

(en millions d'euros)

31 DÉCEMBRE	**1999**	1998	1997
ACTIF			
Actif long terme			
Immobilisations incorporelles	**5 755**	5 431	5 237
Moins : amortissements et provisions	**(2 643)**	(2 394)	(2 284)
Immobilisations incorporelles, valeur nette	**3 112**	3 037	2 953
Immobilisations corporelles	**86 990**	75 716	74 934
Moins : amortissements et provisions	**(51 193)**	(44 484)	(43 379)
Immobilisations corporelles, valeur nette	**35 797**	31 232	31 555
Sociétés mises en équivalence : titres et prêts	**7 482**	5 427	5 157
Autres titres de participation	**1 866**	1 698	1 602
Autres actifs long terme	**3 101**	2 741	2 974
Total actif long terme	**51 358**	44 135	44 241
Actif circulant			
Valeurs d'exploitation	**7 863**	5 476	6 756
Clients et comptes rattachés	**13 330**	9 042	10 495
Autres créances	**3 853**	3 526	3 051
Valeurs mobilières de placement	**637**	797	495
Disponibilités et dépôts à court terme	**3 941**	2 949	3 342
Total actif circulant	**29 624**	21 790	24 139
TOTAL ACTIF	**80 982**	65 925	68 380

(en millions d'euros)

31 DÉCEMBRE	**1999**	1998	1997
PASSIF			
Capitaux propres			
Capital	**6 975**	2 671	2 667
Primes et réserves consolidées	**20 375**	22 843	23 135
Écarts de réévaluation	**49**	71	70
Écarts de conversion	**270**	(306)	(69)
Total des capitaux propres	**27 669**	25 279	25 803
Actions privilégiées émises par les filiales consolidées	**597**	882	1 206
Intérêts minoritaires	**1 481**	1 206	1 375
Provisions pour risques et charges			
Provision pour régulation des cours	**1 728**	–	330
Provisions pour impôts différés	**4 675**	3 126	3 353
Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires	**3 649**	3 416	3 383
Autres provisions pour risques et charges	**4 475**	3 803	3 699
Total provisions pour risques et charges	**14 527**	10 345	10 765
Dettes à long terme			
Emprunts et dettes financières	**10 172**	8 694	8 600
Dépôts et cautionnements	**340**	323	300
Total dettes à long terme	**10 512**	9 017	8 900
Dettes à court terme			
Fournisseurs et comptes rattachés	**9 400**	6 948	7 779
Autres créditeurs et dettes diverses	**8 335**	7 046	8 032
Part à moins d'un an des emprunts à long terme	**1 511**	1 027	893
Dettes financières à court terme	**5 443**	2 851	2 651
Concours bancaires courants	**1 507**	1 324	976
Total dettes à court terme	**26 196**	19 196	20 331
TOTAL PASSIF	**80 982**	65 925	68 380

Tableau des flux de trésorerie

Proforma TotalFinaElf (normes comptables françaises - article 215)

(en millions d'euros)

EXERCICE	**1999**	1998	1997
Flux de trésorerie d'exploitation			
Résultat de l'ensemble consolidé	**3 686**	1 928	2 695
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	**4 998**	5 345	5 444
Autres provisions long terme et impôts différés	**1 119**	624	53
Exploration passée en charges	**477**	604	660
Marge brute d'autofinancement	**10 280**	8 501	8 852
Variation de la provision pour régulation des cours	**472**	76	(234)
(Plus) Moins-value sur cessions d'actifs	**(1 667)**	(408)	(340)
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	**(174)**	(217)	(87)
Diminution (Augmentation) du besoin en fonds de roulement	**(1 985)**	(324)	333
Autres, nets	**86**	88	109
Flux de trésorerie d'exploitation	**7 012**	7 716	8 633
Flux de trésorerie d'investissement			
Investissements corporels et incorporels	**(6 600)**	(6 662)	(6 242)
Dépenses d'exploration directement enregistrées en charges	**(422)**	(551)	(597)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	**(530)**	(367)	(66)
Coût d'acquisition de titres	**(385)**	(594)	(635)
Augmentation des prêts long terme	**(558)**	(628)	(637)
Investissements	**(8 495)**	(8 802)	(8 177)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	**499**	392	306
Produits de cession de titres consolidés, nets de la trésorerie cédée	**457**	201	218
Produits de cession d'autres titres	**374**	397	568
Remboursement de prêts long terme	**420**	431	685
Désinvestissements	**1 750**	1 421	1 777
Diminution (Augmentation) des valeurs mobilières de placement	**178**	(309)	7
Flux de trésorerie d'investissement	**(6 567)**	(7 690)	(6 393)
Flux de trésorerie de financement			
Variations de capital et autres fonds propres :			
Actionnaires de la société mère	**46**	17	76
Actionnaires minoritaires	**(424)**	(30)	(324)
Autres fonds propres	**(406)**	(243)	(204)
Dividendes payés en numéraire :			
Aux actionnaires de la société mère	**(687)**	(479)	(389)
Aux actionnaires minoritaires	**(908)**	(971)	(1 030)
Émission d'emprunts, nets des remboursements anticipés	**2 478**	1 508	898
Variation des dettes financières à court terme	**698**	(189)	(4 024)
Autres, nets	**(55)**	(76)	(77)
Flux de trésorerie de financement	**742**	(463)	(5 074)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	**1 187**	(437)	(2 834)
Incidence des variations de change et de périmètre	**(195)**	44	(93)
Trésorerie au 1er janvier	**2 949**	3 342	6 269
Trésorerie au 31 décembre	**3 941**	2 949	3 342

Informations par secteur d'activité

Proforma TotalFinaElf (normes comptables françaises - article 215)

(en millions d'euros)

EXERCICE 1999	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
COMPTE DE RÉSULTAT :						
■ Ventes hors Groupe	6 660	52 739	17 403	81	–	76 883
■ Ventes Groupe	7 744	924	234	335	(9 237)	–
■ Éliminations	(226)	(1 487)	(135)	–	–	(1 848)
Total ventes	**14 178**	**52 176**	**17 502**	**416**	**(9 237)**	**75 035**
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents	4 119	1 046	1 189	(240)	–	6 114
Résultat opérationnel y compris éléments non récurrents	3 791	933	1 035	(240)	–	5 519
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	2 375	1 102	888	34	–	4 399
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations incorporelles	7	66	43	15	–	131
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	3	183	218	2	–	406
Investissements	5 132	1 281	1 666	416	–	8 495

EXERCICE 1998	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
COMPTE DE RÉSULTAT :						
■ Ventes hors Groupe	6 527	40 781	16 292	80	–	63 680
■ Ventes Groupe	5 823	667	205	290	(6 985)	–
■ Éliminations	(264)	(1 446)	(160)	–	–	(1 870)
Total ventes	12 086	40 002	16 337	370	(6 985)	61 810
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents	2 087	1 258	1 351	(277)	–	4 419
Résultat opérationnel y compris éléments non récurrents	1 105	909	1 296	(277)	–	3 033
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	3 157	996	806	41	–	5 000
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations incorporelles	25	64	56	22	–	167
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	–	45	109	5	–	159
Investissements	5 492	1 271	1 618	421	–	8 802

EXERCICE 1997	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
COMPTE DE RÉSULTAT :						
■ Ventes hors Groupe	7 165	52 899	16 373	146	–	76 583
■ Ventes Groupe	8 651	860	248	249	(10 008)	–
■ Éliminations	(268)	(1 901)	(34)	–	–	(2 203)
Total ventes	15 548	51 858	16 587	395	(10 008)	74 380
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents	4 425	1 063	1 414	(336)	–	6 566
Résultat opérationnel y compris éléments non récurrents	4 425	240	1 414	(336)	–	5 743
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	2 504	1 764	750	57	–	5 075
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations incorporelles	11	43	31	44	–	129
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	–	84	127	6	–	217
Investissements	4 519	2 163	1 159	336	–	8 177

Informations complémentaires sur l'activité hydrocarbures (Non auditées)

Proforma TotalFinaElf

Les tableaux suivants présentent les informations sur l'activité hydrocarbures de l'ensemble TotalFinaElf établies sur une base proforma pour l'exercice 1999.

Ce document a été préparé par addition des éléments respectifs de TOTALFINA et d'ELF en utilisant les principes de présentation suivants :

- périmètre géographique : les zones géographiques sont au nombre de cinq : Europe (hors CEI), Afrique, Amérique du Nord, Extrême-Orient et reste du monde ;
- périmètre d'activité : les chiffres sont présentés nets des éléments relatifs au transport d'hydrocarbures à leur passage dans les terminaux d'exportation, ainsi que des coûts de liquéfaction du gaz ;
- les quantités présentées au titre des Réserves et Productions sont nettes de toutes redevances, et les autres prélèvements (essentiellement des taxes à la production) sont classés en "Autres charges".

A - Coûts capitalisés

Les coûts capitalisés représentent les montants des droits miniers prouvés et non prouvés et comprennent les actifs industriels et installations ainsi que les amortissements correspondants.

Le tableau qui suit présente les coûts capitalisés proforma au 31 décembre 1999 des activités hydrocarbures du Groupe TotalFinaElf.

(en millions d'euros)	Filiales consolidées					
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	Total
Au 31 décembre 1999						
Relatifs à des réserves prouvées	24 613	14 226	1 809	2 221	3 969	46 838
Relatifs à des réserves non prouvées	97	786	413	60	186	1 542
Total	24 710	15 012	2 222	2 281	4 155	48 380
Amortissements cumulés	(16 143)	(9 141)	(1 429)	(610)	(1 155)	(28 478)
Coûts nets capitalisés	8 567	5 871	793	1 671	3 000	19 902
Quote-part des coûts nets capitalisés des sociétés mises en équivalence						629

B - Coûts induits

Le tableau qui suit présente les coûts induits proforma par les acquisitions de permis, les activités d'exploration et de développement d'hydrocarbures : ils comprennent à la fois les coûts capitalisés et ceux passés en charges.

(en millions d'euros)	Filiales consolidées					
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	Total
31 décembre 1999						
Acquisition des permis prouvés	–	3	1	–	2	6
Acquisition des permis non prouvés	1	202	21	1	1	226
Coûts d'exploration	96	193	135	28	181	633
Coûts de développement	1 283	934	158	320	1 057	3 752
Total	1 380	1 332	315	349	1 241	4 617
31 décembre 1998						
Acquisition des permis prouvés	19	2	1	–	15	37
Acquisition des permis non prouvés	1	16	56	1	13	87
Coûts d'exploration	187	292	106	67	313	965
Coûts de développement	1 524	905	248	375	541	3 593
Total	1 731	1 215	411	443	882	4 682
31 décembre 1997						
Acquisition des permis prouvés	2	(10)	4	–	1	(3)
Acquisition des permis non prouvés	3	18	48	9	40	118
Coûts d'exploration	220	234	84	76	246	860
Coûts de développement	1 230	756	223	300	466	2 975
Total	1 455	998	359	385	753	3 950

Part des filiales du Groupe dans les coûts induits d'acquisition, d'exploration et de développement de l'activité hydrocarbures des sociétés mises en équivalence :

Au 31 décembre 1999	82
Au 31 décembre 1998	105
Au 31 décembre 1997	99

C - Résultats des opérations de production d'hydrocarbures

Le tableau qui suit présente les produits et charges directs des opérations de production d'hydrocarbures.

Ils n'englobent pas de charges financières, et ne sont pas de ce fait nécessairement représentatifs de leur contribution aux résultats consolidés des activités hydrocarbures des compagnies TOTALFINA et ELF.

Dans les comptes consolidés, la part du Groupe dans les résultats des activités de production des sociétés mises en équivalence est reflétée, au moyen de facturation interne, dans le résultat opérationnel de l'Amont.

(en millions d'euros)	Filiales consolidées					
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	Total
31 décembre 1999						
Chiffre d'affaires						
■ Chiffre d'affaires hors groupe	1 138	156	109	716	427	2 546
■ Chiffre d'affaires groupe	2 396	3 058	154	125	706	6 439
Chiffre d'affaires TotalFinaElf	3 534	3 214	263	841	1 133	8 985
Coûts de production	(690)	(597)	(63)	(162)	(162)	(1 674)
Charges d'exploration	(103)	(119)	(85)	(28)	(142)	(477)
Amortissements [1]	(1 014)	(734)	(249)	(104)	(359)	(2 460)
Autres charges [2]	(82)	(287)	(12)	(5)	(120)	(506)
Résultats avant impôts	1 645	1 477	(146)	542	350	3 868
Impôts sur les bénéfices	(830)	(898)	44	(267)	(113)	(2 064)
Résultats des opérations de production d'hydrocarbures	815	579	(102)	275	237	1 804
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence						136

(1) Y compris 128 millions d'euros au titre de l'application de la norme FAS 121.
(2) Taxes à la production.

D - Information sur les réserves d'hydrocarbures

On trouvera ci-après les principes utilisés par le Groupe TotalFinaElf pour établir les estimations proforma de réserves d'hydrocarbures, les revenus futurs actualisés proforma générés par les réserves prouvées et leur réconciliation d'une année sur l'autre.

On entend par "réserves prouvées" les quantités estimées de pétrole brut et de gaz naturel que les données techniques actuelles permettent d'estimer pouvoir être raisonnablement récupérables à partir de réservoirs connus et dans les conditions économiques et opérationnelles en vigueur.

Les réserves prouvées développées sont les réserves prouvées qui pourraient raisonnablement être produites à partir de puits et d'installations existants et selon les techniques en vigueur. Ces quantités s'entendent nettes de toutes redevances. Les réserves prouvées n'incluent pas les quantités supplémentaires récupérables au-delà de la fin des concessions.

Les quantités produites de pétrole brut (qui incluent les condensats et les gaz liquifiés) et de gaz naturel représentent la part nette du Groupe dans les volumes retirés des réserves d'hydrocarbures.

Dans le cadre des contrats de partage de production, le Groupe a le droit de recevoir une part contractuelle de la production d'hydrocarbures. Les réserves prouvées incluent les quantités estimées attribuables au titre du remboursement des dépenses d'investissements et de fonctionnement des champs ainsi qu'au titre de sa rémunération. Ces estimations de réserves varient en fonction des prix des hydrocarbures en raison du mode de fonctionnement du remboursement des dépenses prévu au contrat.

Réserves d'hydrocarbures liquides

(en millions de barils)	Filiales consolidées					
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	Total
1er janvier 1997	1 329	1 899	96	104	462	3 890
Révisions des estimations précédentes	105	308	4	19	92	528
Extensions, découvertes et autres	44	139	7	1	10	201
Acquisitions de réserves en terre	–	–	1	–	–	1
Cessions de réserves en terre	(8)	(26)	(5)	–	–	(39)
Production de l'année	(174)	(233)	(7)	(9)	(43)	(466)
31 décembre 1997	1 296	2 087	96	115	521	4 115
Révisions des estimations précédentes	134	130	3	23	84	374
Extensions, découvertes et autres	67	237	3	–	191	498
Acquisitions de réserves en terre	13	–	–	–	–	13
Cessions de réserves en terre	(18)	–	(16)	–	–	(34)
Production de l'année	(157)	(221)	(6)	(10)	(56)	(450)
31 décembre 1998	1 335	2 233	80	128	740	4 516
Révisions des estimations précédentes	113	275	(31)	(13)	(87)	257
Extensions, découvertes et autres	50	204	30	2	687	973
Acquisitions de réserves en terre	–	–	–	1	–	1
Cessions de réserves en terre	–	–	(26)	–	(45)	(71)
Production de l'année	(150)	(210)	(5)	(10)	(68)	(443)
31 décembre 1999	1 348	2 502	48	108	1 227	5 233

Réserves prouvées développées d'hydrocarbures liquides (en millions de barils)						
31 décembre 1996	775	1 018	38	72	419	2 322
31 décembre 1997	802	1 068	35	85	406	2 396
31 décembre 1998	845	1 052	22	93	538	2 550
31 décembre 1999	975	1 176	14	74	423	2 662
Sociétés consolidées par mise en équivalence						
31 décembre 1996						1 879
31 décembre 1997						1 790
31 décembre 1998						1 751
31 décembre 1999						1 636

Réserves de gaz

(en milliards de pieds cubes)	Filiales consolidées					
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	Total
1er janvier 1997	7 640	1 886	638	5 957	924	17 045
Révisions des estimations précédentes	140	484	4	312	52	992
Extensions, découvertes et autres	391	7	207	87	16	708
Acquisitions de réserves en terre	–	–	1	–	–	1
Cessions de réserves en terre	(102)	–	(11)	–	–	(113)
Production de l'année	(767)	(17)	(134)	(217)	(71)	(1 206)
31 décembre 1997	7 302	2 360	705	6 139	921	17 427
Révisions des estimations précédentes	157	158	66	356	83	820
Extensions, découvertes et autres	326	–	126	93	13	558
Acquisitions de réserves en terre	58	–	1	–	24	83
Cessions de réserves en terre	(59)	–	(216)	–	–	(275)
Production de l'année	(676)	(14)	(120)	(253)	(71)	(1 134)
31 décembre 1998	7 108	2 504	562	6 335	970	17 479
Révisions des estimations précédentes	520	(62)	(85)	654	141	1 168
Extensions, découvertes et autres	553	–	189	25	354	1 121
Acquisitions de réserves en terre	–	–	–	81	–	81
Cessions de réserves en terre	(24)	–	(28)	–	(50)	(102)
Production de l'année	(625)	(51)	(94)	(312)	(77)	(1 159)
31 décembre 1999	7 532	2 391	544	6 783	1 338	18 588
Réserves prouvées développées (en milliards de pieds cubes)						
31 décembre 1996	4 387	162	469	3 568	498	9 084
31 décembre 1997	4 547	156	483	3 519	457	9 162
31 décembre 1998	4 264	565	308	4 457	671	10 265
31 décembre 1999	5 054	1 824	351	4 664	654	12 547
Sociétés consolidées par mise en équivalence						
31 décembre 1996						922
31 décembre 1997						876
31 décembre 1998						858
31 décembre 1999						838
Sociétés non consolidées						
31 décembre 1996						287
31 décembre 1997						714
31 décembre 1998						745
31 décembre 1999						827

Revenus nets futurs actualisés proforma générés par les réserves prouvées (nets de transport)

Le calcul des revenus nets futurs actualisés générés par les réserves prouvées a été effectué selon les principes suivants :

1/ Les estimations sont basées sur les quantités de réserves prouvées à produire pendant les périodes de production attendues en utilisant les conditions économiques de fin d'année.

2/ Les flux futurs nets actualisés estimés provenant des réserves prouvées sont valorisés sur la base des prix affichés en fin d'année, à l'exception des cas où des revalorisations de prix fixées et déterminables sont incluses dans les contrats existants.

3/ Les coûts de production estimés (qui comprennent les taxes à la production, contrairement au tableau C), les coûts de développement futurs et les coûts de démantèlement, sont déduits des flux futurs. Toutes les estimations sont basées sur les conditions économiques de fin d'année.

4/ Les estimations d'impôts sur les bénéfices futurs sont calculées en fonction du taux légal existant localement en fin d'année et tiennent compte des différences permanentes et des crédits d'impôts futurs.

5/ Les flux futurs nets ont été actualisés au taux standard de 10 % selon les règles de la norme n°69 du FASB.

Le calcul des revenus nets futurs ne doit pas nécessairement être considéré comme le reflet ni l'interprétation de la juste valeur des réserves d'hydrocarbures du Groupe. Une estimation de celle-ci prendrait aussi en considération, entre autres facteurs, la part des réserves déjà découvertes mais non encore qualifiées de réserves prouvées, l'intégration de modifications futures dans les prix et les coûts, et un taux d'actualisation plus représentatif de la valeur temps du coût de l'argent et des risques inhérents aux calculs de réserves estimées.

On trouvera ci-après le calcul normalisé de la projection des flux nets futurs actualisés relatifs aux réserves prouvées d'hydrocarbures :

(en millions d'euros)	Filiales consolidées					
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	Total
31 décembre 1999						
Revenus futurs	48 743	66 389	2 271	21 659	29 240	168 302
Coûts de production futurs et autres charges	(9 366)	(11 951)	(357)	(2 935)	(6 554)	(31 163)
Coûts de développement futurs	(4 044)	(8 647)	(496)	(1 918)	(3 751)	(18 856)
Flux futurs nets avant impôts sur les bénéfices	35 333	45 791	1 418	16 806	18 935	118 283
Impôts sur les bénéfices futurs	(19 798)	(28 491)	(320)	(7 418)	(5 934)	(61 961)
Flux futurs nets après impôts sur les bénéfices	15 535	17 300	1 098	9 388	13 001	56 322
Actualisation au taux de 10 %	(5 583)	(8 217)	(421)	(4 864)	(7 153)	(26 238)
Flux futurs nets actualisés	9 952	9 083	677	4 524	5 848	30 084
Part du Groupe dans les flux futurs nets actualisés des sociétés mises en équivalence au :						
31 décembre 1999						1 751

Principales origines des variations des flux futurs nets actualisés

Le tableau suivant explique les principales origines des variations des flux nets futurs actualisés pour l'année 1999.

(en millions d'euros)	**1999**
Flux futurs actualisés au 1er janvier	**9 284**
Sociétés consolidées :	
Ventes, nettes des coûts de production et autres charges	(7 174)
Variations des prix et des coûts de production et autres charges	30 795
Extensions, découvertes et amélioration de la récupération	6 945
Variations des estimations des coûts de développement futurs	(2 570)
Coûts de développement de l'année	2 885
Révisions des estimations précédentes des quantités	3 416
Imputation de l'actualisation à 10 %	1 198
Variation nette des impôts sur les bénéfices	(19 326)
Acquisitions de réserves en terre	3 040
Cessions de réserves en terre	(313)
Variation des rythmes de production et autres	1 903
Flux nets futurs actualisés au 31 décembre	**30 083**

Les comptes proforma des exercices 1997, 1998 et 1999 ont été établis afin de refléterla situation financière du Groupe TotalFinaElf sur une base comparable pour les trois exercices passés, même si le contrôle n'est effectif qu'en 1999 pour PetroFina et en 2000 pour ELF Aquitaine.

Ces comptes ont été établis par l'addition des données financières des groupes TOTAL, PetroFina et ELF Aquitaine de chaque exercice, après retraitement préalable des états financiers des groupes PetroFina et ELF Aquitaine selon les principes et la présentation comptables utilisés par le groupe TOTAL.

Pour chacun des exercices, les transactions réciproques entre les trois groupes ont été éliminées.

Afin de refléter de manière homogène les capitaux propres consolidés des trois exercices, les intérêts minoritaires des groupes PetroFina et ELF Aquitaine ont été reconnus sur les années 1997 et 1998 à un niveau correspondant à la détention de la société mère au 31/12/1999.

Ainsi, les capitaux propres du groupe PetroFina sont répartis entre les capitaux propres du nouvel ensemble et les "intérêts minoritaires" respectivement à hauteur de 98,8 % et 1,2 % ; de même, les capitaux propres de ELF Aquitaine sont répartis entre les capitaux propres de TotalFinaElf et les "intérêts minoritaires" respectivement à hauteur de 95,4 % et 4,6 %.

Les différents postes composant les capitaux propres des groupes intégrés sont intégralement reclassés, pour la part groupe de TOTAL, dans le poste de réserves de consolidation, en homogénéité avec la situation de 1999.

En 1999, les augmentations de capital de la société mère liées aux Offres Publiques d'Echange de PetroFina et ELF Aquitaine apparaissent après application de la méthode de la Mise en Commun d'Intérêts (article 215) et sont, par conséquent, de montants limités à la valeur des capitaux propres acquis des groupes PetroFina et ELF Aquitaine.

TOTALFINAELF

Direction de la communication
Société Anonyme
Au capital de 7 222 036 790 euros

Siège social :
2, place de la Coupole
La Défense 6
92400 Courbevoie
542 051 180 RCS Nanterre

www.totalfinaelf.com